

TABLE DES MATIÈRES

Québec : universités	3
LA PRESSE : Crise des universités: Heather Munroe-Blum, la principale - Le dimanche 31 août 2008	3
LA PRESSE : Crise des universités: David Paradis, l'étudiant - Le dimanche 31 août 2008	3
LE DEVOIR : Libre-opinion : Pourquoi les universités doivent-elles préserver leur autonomie?, par Claire M. Morris, Présidente-directrice générale de l'Association des universités et collèges du Canada - Édition du lundi 25 août 2008	4
LA TRIBUNE : Près de 17 000 étudiants font leur rentrée - Le lundi 25 août 2008	4
LA PRESSE : Des primes moins généreuses pour les profs féminins - Le vendredi 22 août 2008	5
LE DEVOIR: Droits de scolarité des étudiants étrangers - Les étudiants gagnent une autre manche contre Concordia - Édition du mercredi 20 août 2008 ...	5
THE GAZETTE: Concordia's foreign tuition hikes on hold: Students challenge bid to hike fees 10% - Wednesday, August 20, 2008	5
THE GAZETTE: Concordia to hold off on tuition hikes - Tuesday, August 19, 2008	6
LE DEVOIR : Libre opinion - Les syndicats : au bord de l'essoufflement ?, par Jonathan Harmon, Candidat à la maîtrise en histoire, Université de Montréal - Édition du samedi et du dimanche 09 et 10 août 2008	6
LE DEVOIR: En bref - Payez plus tôt... - Édition du mercredi 30 juillet 2008	6
LA PRESSE: UdeM: des mesures pour les étudiants handicapés - Le mardi 29 juillet 2008	6
LA PRESSE : Des cours de l'UdeM à l'UQAM? - Le mercredi 02 juillet 2008	7
LA TRIBUNE : Michael Goldbloom dirigera Bishop's - Le jeudi 26 juin 2008	7
LA TRIBUNE: Intimidation d'un prof: la FEUS appuie la décision de la direction - Le jeudi 19 juin 2008	7
LA TRIBUNE: Intimidation d'un professeur: des examens annulés à l'UdeS - Le mercredi 18 juin 2008	7
Québec : cégeps	8
LE DEVOIR : Enfants de la réforme - Courchesne planchera sur la transition secondaire-collégial - Un million d'élèves ont repris le chemin des classes - Édition du vendredi 29 août 2008	8
RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Rentrée collégiale : Optimisme à La Pocatière - Mise à jour le jeudi 28 août 2008, 16 h 21	8
LE DEVOIR : Éditorial : Éléves dans le brouillard, par Marie-Andrée Chouinard - Édition du jeudi 28 août 2008	8
LE DEVOIR : Éléves de la réforme: les cégeps restent dans le noir - « On n'est pas capable de savoir de quelle manière ils vont nous arriver ni avec quel bagage de connaissance » - Édition du jeudi 28 août 2008	9
LE SOLEIL : Une formation à la carte : Les cégeps s'organisent pour contrer la pénurie de main d'œuvre - Le jeudi 28 août 2008	9
92 enseignants de plus cette année	10
RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Cégep de Baie-Comeau : L'horizon s'ouvre - Mise à jour le mercredi 27 août 2008, 11 h 32	10
RADIO-CANADA / EST DU QUÉBEC : Cégep de Sept-Îles: Tendence à la hausse - Mise à jour le lundi 25 août 2008, 16 h 15	10
RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-ST-JEAN : Des étudiants plus nombreux - Mise à jour le lundi 25 août 2008 à 10 h 03	10
LE SOLEIL : Rentrée collégiale : plus d'argent et moins de profs... - Le lundi 25 août 2008	10
LE SOLEIL : Rentrée collégiale : hausse du nombre d'étudiants - Le lundi 25 août 2008	11
LE QUOTIDIEN : QUEL DÉCLIN DÉMOGRAPHIQUE?: Plus de cégepiens que prévu - Le lundi 25 août 2008	11
LE SOLEIL: Hausse du nombre d'étudiants dans les cégeps de l'Est : La Pocatière bat la marche - Le dimanche 24 août 2008	11
LE DROIT: Hausse du nombre d'étudiants - Le vendredi 22 août 2008	12
RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Éducation: Formation faite sur mesure - Mise à jour le jeudi 21 août 2008, 17 h 46	12
LE SOLEIL : Des retombées de plus de 30 M \$ pour Rimouski, ville étudiante - Le jeudi 21 août 2008	12
RADIO-CANADA / CÔTE-NORD : Cégep de Baie-Comeau : Plus d'étudiants - Mise à jour le mercredi 20 août 2008, 17 h 33	13
UQAM : Suite	13
LE DEVOIR : Libre opinion - Les trois faillites de l'UQAM, par Simon Tremblay-Pepin, Membre démissionnaire du conseil d'administration de l'UQAM et étudiant au doctorat en science politique - Édition du mercredi 27 août 2008	13
LE DEVOIR: La SQ enquête sur le fiasco de l'UQAM - Édition du mardi 26 août 2008	13
THE GAZETTE : Cops to probe UQAM expenses : Bungled real estate development - Tuesday, August 26, 2008	14
RADIO-CANADA / MONTRÉAL : La SQ enquête - Mise à jour le lundi 25 août 2008 à 10 h 46	14
LE DEVOIR : Quatre nouveaux administrateurs nommés - Isabelle Hudon nommée au conseil d'administration de l'UQAM - Édition du vendredi 15 août 2008	14
LA PRESSE: Démission d'un membre du conseil d'administration de l'UQAM - Le lundi 21 juillet 2008	14
LE DEVOIR: Gouffre financier à l'UQAM - Le v.-p. du conseil d'administration quitte le bateau - Édition du samedi et dimanche 19 et 20 juillet 2008	15
L'ACTUALITÉ : Génération pognon : 3 cégépiens sur 4 travaillent tout en étudiant	15
Portraits : Cégépiens accros du boulot, par Isabelle Grégoire - 1 ^{er} septembre 2008	19
LE DEVOIR: Dossier: rentrée scolaire 2008	19
LE DEVOIR: Dossier: rentrée scolaire 2008 - Édition du samedi et du dimanche 16 et 17 août 2008	19
Et si les ados restaient sur leurs bancs d'école...: "Il faudra combler d'ici 2012 environ 700.000 emplois"	19
Syndicalisme - La lutte contre le décrochage scolaire s'intensifie: "Il est nécessaire de faire de l'éducation une priorité nationale"	20
L'affectation des transferts fédéraux inquiète les syndicats: Une journée mondiale des enseignants "pour manifester vraiment notre désaccord"	21
Universités - Le baccalauréat vaut-il encore quelque chose?: En 2006, 38,8% des jeunes Québécois âgés de moins de 30 ans accédaient au baccalauréat 21	21
Secondaire - Bienvenue à l'école « utile »: Le nouveau programme en cours d'implantation vise à donner aux jeunes les moyens de passer à l'action et de faire évoluer le monde qui les entoure	22
Enseigner le français au niveau primaire - Créativité et autonomie ont autant d'importance que la connaissance de la langue: "Maintenant l'élève doit être évalué en fonction du moment où il est rendu dans ses apprentissages au moment du bulletin"	23
Formation préuniversitaire au collégial - Le processus d'évaluation des apprentissages au collégial est bien implanté: "Le grand défi est de rendre les étudiants aptes à entreprendre des études universitaires dans des domaines multiples	23
Étudier en français - Le français n'est pas seulement une langue-culture: "On sent une forte motivation pour faire du français une langue d'avenir"	24
Fédération des cégeps - Il faut desservir les régions: Le taux de passage du secondaire au cégep au Québec plafonne à 60 %"	25
Mouvement étudiant : 1968 : le ras-le-bol et ses suites ... / 2008 : s'attaquer au sous-financement	25
MÉTRO : Le ras-le-bol étudiant de 1968 et ses suites - Mercredi 13 août 2008	25
MÉTRO : Le mouvement étudiant s'attaque au sous-financement - Mercredi 13 août 2008	26
Jeunes libéraux du Québec : vers un triplement des droits de scolarité et autres orientations « libérales »	27
LE DEVOIR : Opinion : Quand les ailes jeunesse refusent de s'envoler, par Paul St-Pierre Plamondon, Mélanie Joly et Stéphanie Raymond-Bougie, Fondateurs de Génération d'idées (GEDI) - Édition du mercredi 06 août 2008	27
CYBERPRESSE/LE SOLEIL - COMMENTAIRE : Nous ne voulons pas de la société des jeunes libéraux, par Simon Bérubé, Président de la CADEUL* - Université Laval - Le mercredi 06 août 2008	27
LE SOLEIL - POINT DE VUE : Propositions proprement scandaleuses!, par François Bernard Malo, Ph.D., Professeur agrégé de gestion des ressources humaines, Département des relations industrielles, Université Laval - Le mercredi 06 août 2008	27
MÉTRO : Lettre : Jeunes libéraux démasqués, par Eloï Bureau, étudiant en science politique - Mercredi 06 août 2008	28
LE DEVOIR : Éditorial : Surtout pas de vagues!, par Jean-Robert Sansfaçon - Édition du mardi 05 août 2008	28
LE DEVOIR : Idées : Le congrès des jeunes libéraux du Québec - La politique, entre perversion et hystérie, par Dominique Trudel, doctorant et chargé de cours à l'Université de Montréal, spécialiste de la théorie politique - Édition du mardi 05 août 2008	29
LE SOLEIL : Éditorial : JEAN-MARC SALVET : Pour élites seulement? - Le mardi 05 août 2008	29
JOURNAL DE MONTRÉAL : Caricature : Résolutions de la Commission jeunesse du PLQ : Charest réagit, par Pascal - Mardi 05 août 2008	30
24 HEURES : Face aux résolutions de la Commission-Jeunesse du Parti libéral : Indignation chez les étudiants - Mardi 05 août 2008	30
LE DEVOIR : 1ère page : Charest modère les jeunes libéraux les propositions controversées de la Commission jeunesse « chemineront dans les instances » - Édition du lundi 04 août 2008	30

LE DEVOIR : Opinion : Un coup de jeune pour les institutions syndicales, par Maude Boyer, Enseignante en francisation à l'éducation des adultes – Édition du lundi 04 août 2008.....	31
LE SOLEIL : Congrès des jeunes libéraux : Charest calme le jeu - Le lundi 04 août 2008	31
LE SOLEIL: Les comités jeunesse de l'opposition choqués – Lundi 04 août 2008.....	32
LA TRIBUNE : LES JEUNES LIBÉRAUX EN CONGRÈS : Charest refuse de commenter les résolutions adoptées - Le lundi 04 août 2008	32
JOURNAL DE MONTRÉAL : Pas de Québec bilingue : Charest refroidit l'ardeur des jeunes libéraux – Lundi 04 août 2008	32
JOURNAL DE MONTRÉAL : Les jeunes du PQ choqués – Lundi 04 août 2008.....	32
24 HEURES : Congrès des jeunes libéraux : Des propositions vivement critiquées – Lundi 04 août 2008	33
MÉTRO: Les jeunes libéraux sèment le mécontentement – Lundi 04 août 2008	33
RADIO-CANADA : Politique : Jeunes du PLQ : Charest modère l'élan des jeunes - Mise à jour le dimanche 3 août 2008 à 16 h 11.....	33
LA PRESSE : Les jeunes libéraux s'attirent les foudres des étudiants - Le dimanche 03 août 2008.....	34
LE SOLEIL : Hausse des droits de scolarité : les étudiants en appellent au PM - Le dimanche 03 août 2008	34
JOURNAL DE MONTRÉAL: PLC Commission jeunesse: tentée par le bilinguisme à l'école : la proposition a été battue de justesse – Dimanche 03 août 2008.....	35
THE GAZETTE : Aye for hike in tuition fees : ' We'll talk about it,' premier says after ' unLiberal' resolution is adopted – Sunday, August 03, 2008.....	35
LE DEVOIR: 1ère page: Pour le bilinguisme intégral à 12 ans: - Édition du samedi 02 et dimanche 03 août 2008	35
JOURNAL DE MONTRÉAL: Congrès jeunes libéraux : Droits de scolarité: de 2000 \$ à ... 6000 \$: l'aile jeunesse du PLQ veut faire payer davantage les étudiants – Samedi 02 août 2008	36
LA PRESSE: Les jeunes libéraux veulent tripler les droits de scolarité – Le samedi 02 août 2008	36
THE GAZETTE: Young Liberals ponder tuition hike : Delegates at convention call for rapid changes – Saturday, August 02, 2008.....	37
LA PRESSE : Lettre : Un peu d'optimisme, bon sang!, par François Beaudry, président de la Commission-Jeunesse du Parti libéral du Québec - Le vendredi 01 août 2008.....	37
Étudiants : finances	38
JOURNAL DE MONTRÉAL: Étudiants – Dettes: Mauvais payeurs - Mise à jour: jeudi 24 juillet 2008, à 06:13.....	38
JOURNAL DE MONTRÉAL: Étudiants – Dettes: Un budget pour couvrir des besoins, pas des extras - Mise à jour: jeudi 24 juillet /2008, à 06:13	38
LA PRESSE: De plus en plus de Québécois comptent sur l'aide financière aux études - Le samedi 19 juillet 2008.....	38
Québec : Les écoles publiques se vident.....	39
LE DEVOIR : Libre Opinion - Éducation : l'heure n'est plus à la critique mais à l'action, par André Caron, Président de la Fédération des commissions scolaires du Québec – Édition du jeudi 21 août 2008	39
LE DEVOIR : Idées : La désertion des élèves du secteur public au profit du privé, par Daniel Épinat, Enseignant en anglais langue seconde – Édition du mardi 05 août 2008.....	39
LE DEVOIR: CARICATURE: Si la remise des médailles olympiques étaient confiée au Ministère de l'éducation du Québec ..., par Michel Garneau – Édition du mardi 05 août 2008	40
LE DEVOIR: En bref - Moins d'élèves dans les écoles publiques – Édition du mardi 29 juillet 2008	40
CYBERPRESSE: Les inscriptions dans les écoles publiques en baisse - Le lundi 28 juillet 2008.....	40
JOURNAL DE MONTRÉAL: Écoles - Réseau public: «Les parents n'ont plus confiance» - L'ADQ - Mise à jour: vendredi 18 juillet 2008, à 05:55	41
RADIO-CANADA / Société Éducation: La saignée se poursuit - Mise à jour le jeudi 17 juillet 2008 à 15 h 53	41
JOURNAL DE MONTRÉAL: EXCLUSIF: Nos écoles publiques se vident - Mise à jour: jeudi 17 juillet 2008, à 05:14.....	41
JOURNAL DE MONTRÉAL : EXCLUSIF: Plus de 100 écoles ont fermé leurs portes depuis 5 ans - Mise à jour: jeudi 17 juillet 2008 05:14	42
Québec : Taux d'obtention de diplôme.....	42
LA PRESSE: Un taux d'obtention de diplôme inquiétant - Le jeudi 03 juillet 2008.....	42
THE GAZETTE: High school students' provincial exam marks, pass rates improved in 2007 – Thursday, 3 July 2008	42
Les titres du Courrier international	42
les titres du 29 août 2008.....	43
les titres du 28 août 2008.....	43
les titres du 27 août 2008.....	44
les titres du 26 août 2008.....	44
les titres du 25 août 2008	45

Québec : universités

LA PRESSE : Crise des universités: Heather Munroe-Blum, la principale - Le dimanche 31 août 2008

Katia Gagnon, La Presse

C'est la rentrée cette semaine dans les universités. Une rentrée qui se conjugue avec la sortie sur nos écrans d'un film coup-de-poing qui a braqué les projecteurs sur les universités québécoises. À l'heure des déficits, des grèves étudiantes et des naufrages immobiliers, Le Banquet est une réflexion sur le rôle de l'université, des professeurs et des étudiants. Nous avons rencontré deux acteurs du monde universitaire pour faire le point sur ces enjeux brûlants.

Q: Vous n'avez pas encore vu le film Le Banquet. L'un des personnages y dénonce la démocratisation des études universitaires. L'université est devenue le royaume des cancrs, dit-il. Qu'en pensez-vous?

R: Je suis totalement en désaccord. Je crois que nous n'avons pas encore assez d'étudiants dans les universités québécoises. Nous devrions avoir plus de diplômés.

Q: Mais le niveau général des étudiants n'a-t-il pas baissé au cours des 20 dernières années?

R: Où sont les preuves de cela?

Q: Des professeurs de tous les degrés scolaires dénoncent cette baisse de niveau. Les étudiants seraient deplus en plus faibles. N'avez-vous pas les mêmes problèmes à l'université?

R: Des anecdotes éparses ne forment pas un portrait global. Au Québec, une question se pose: comment devrions-nous enseigner le français à une population qui est de plus en plus diversifiée? Gérer cette diversité est un grand défi. Mais il faut en faire un atout, non un poids.

Q: Parlons maintenant de financement. Les universités québécoises accusent un déficit de 400 millions. Comment devrait-on financer le réseau universitaire?

R: Le gouvernement québécois donne plus d'argent par étudiant que n'importe quel gouverne-

ment en Amérique, et même au monde, à part peut-être la Suède. C'est une situation impossible à maintenir à long terme.

Q: Selon vous, les étudiants doivent donc contribuer davantage. Jusqu'où exactement?

R: D'abord, le gouvernement doit demeurer le premier bailleur de fonds. Si nous voulons maintenir un réseau fort et compétitif, oui, les étudiants doivent contribuer davantage. Mais les droits de scolarité ne doivent pas être déréglés comme en Colombie-Britannique, où on a dit aux universités: augmentez les droits de scolarité quand vous voulez, autant que vous voulez.

Q: Ce n'est pas ce que vous souhaitez pour le Québec?

R: Non. Ce que je voudrais, c'est une hausse raisonnable et prévisible des droits de scolarité. De plus, tous les étudiants qui veulent venir à l'université devraient pouvoir le faire, indépendamment du revenu de leurs parents. Il devrait donc y avoir davantage de prêts et bourses. L'ironie, au Québec, c'est qu'on n'a pas assez de financement gouvernemental pour permettre à plus d'étudiants de venir à l'université. Le Québec est sixième au Canada pour ce qui est du nombre de diplômés. Avec de bonnes intentions, nous avons créé un système pervers où on subventionne les étudiants qui viennent de la classe moyenne ou moyenne supérieure.

Q: Qu'est-ce qui constituerait une augmentation raisonnable des droits de scolarité?

R: Cinq pour cent d'augmentation par année, jusqu'à ce qu'on atteigne la moyenne canadienne. (NDLR: autour de 6000\$ par an.)

Q: Est-ce que les recteurs des autres universités partagent votre position sur l'augmentation des droits de scolarité?

R: Il y a eu un énorme changement depuis cinq ans. L'année où je suis arrivée en poste à McGill, la plupart des gens croyaient que, d'un point de vue social, il ne fallait pas augmenter les droits

parce que ça nuirait à l'accessibilité. On a démontré que ce n'était pas vrai. Cinq ans plus tard, la plupart des gens sont d'accord pour dire qu'il faut augmenter les droits de scolarité.

Q: Les associations étudiantes disent au contraire qu'une hausse des droits de scolarité nuira à l'accessibilité.

R: Aucun étudiant ne va être d'accord pour payer davantage. Mais chaque année, les recteurs doivent faire des choix déchirants sur des enjeux importants parce que nous manquons d'argent.

Q: Donnez-moi des exemples concrets de choses qui vont mal dans votre université à cause du sous-financement.

R: Nous devrions vous organiser une visite guidée! Nous avons 50 édifices vieux de plus de 50 ans. Il y a des problèmes d'infiltration d'eau, d'électricité, de chauffage. Nous manquons d'infrastructures modernes dans nos salles de cours pour que les étudiants puissent, par exemple, brancher des portables.

Q: Si, soudainement, vous aviez beaucoup d'argent, quelle serait la première chose que vous feriez à McGill?

R: Je donnerais davantage d'aide financière aux étudiants moins fortunés. Des bourses pour les étudiants de deuxième cycle.

Q: À la suite des déboires de l'UQAM, il y a eu beaucoup de débats dans la dernière année sur l'administration des universités. Est-ce que les universités sont bien placées pour gérer des projets immobiliers?

R: Les problèmes de l'UQAM sont l'exception, et non la norme. Les mécanismes de reddition de compte sont là. Si le gouvernement vote d'autres règlements, il va créer une bureaucratie qui va nuire à la compétitivité des universités québécoises.

LA PRESSE : Crise des universités: David Paradis, l'étudiant - Le dimanche 31 août 2008

Katia Gagnon, La Presse

C'est la rentrée cette semaine dans les universités. Une rentrée qui se conjugue avec la sortie sur nos écrans d'un film coup-de-poing qui a braqué les projecteurs sur les universités québécoises. À l'heure des déficits, des grèves étudiantes et des naufrages immobiliers, Le Banquet est une réflexion sur le rôle de l'université, des professeurs et des étudiants. Nous avons rencontré deux acteurs du monde universitaire pour faire le point sur ces enjeux brûlants.

Q: Vous avez vu le film Le Banquet, où on décrit les associations étudiantes comme des groupes d'extrémistes qui ont des revendications irréalistes. Qu'en pensez-vous?

R: Le film est une fiction. Pour qu'une fiction soit bonne, il faut qu'elle soit loin de la réalité. C'est une excellente fiction.

Q: Mais est-ce qu'il n'y a pas effectivement un courant plus extrémiste chez les étudiants, avec, par exemple, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante, qui réclame la gratuité scolaire?

R: Oui. Mais l'ASSÉ représente 10 000 étudiants, la FEUQ, 120 000. Oui, ils ont une approche

beaucoup plus radicale. Nous sommes plus pragmatiques: on est dans une approche solution.

Q: Il n'en reste pas moins que les universités québécoises sont pratiquement en faillite. Comment fait-on pour combler le déficit de 400 millions et régler la question du financement plus viable à long terme?

R: Les racines du sous-financement, ce sont les coupures dans les programmes sociaux fédéraux de 1994. Ces coupures draconiennes, c'est 1,2 milliard de dollars. Le noeud du problème est là. Il y a aussi une grande différence, par rapport aux universités du reste du Canada, dans les dons que font les anciens diplômés ou les entreprises. Entre le Québec et l'Ontario, ces dotations représentent une différence de 575 millions. Oui, les universités sont sous-financées. Mais on crie au déficit perpétuel. Il y a aussi des questions à se poser dans la gestion des fonds.

Q: Vous dites que les universités sont mal gérées?

R: Ce qu'on trouve curieux, c'est que les universités sont gérées par l'argent des Québécois mais les recteurs agissent comme si c'était leur propre argent. Nous, on veut améliorer les processus d'imputabilité, pour qu'il y ait une véritable reddi-

tion de compte, dans le respect de l'autonomie universitaire. Il y a une crise de confiance entre les universités et la population. Et le cas de l'UQAM a causé une commotion. Pour rétablir ce lien, il faut une réforme de la loi qui régit les universités.

Q: Donc, pour vous, le problème de gouvernance n'est pas limité à l'UQAM. Il est généralisé.

R: La question se pose. Considérons le cas de l'Université de Montréal, où malgré le règlement adopté par la ministre, on s'est entêté à maintenir une hausse de frais afférents qui violait la réglementation, et ce sans aucune justification.

Q: Pouvez-vous donner des exemples concrets de problèmes causés par le sous-financement des universités?

R: Au premier chef, il y a le nombre d'étudiants par classe. Il y a eu des coupures dans le nombre de professeurs. Dans les bibliothèques, les abonnements aux revues scientifiques sont clairement à améliorer. Des services aux étudiants sont coupés. C'est le genre d'exemple qui me vient à l'esprit.



Q: Si vous aviez soudainement le pouvoir d'avoir beaucoup d'argent et de l'investir dans les universités, où le dépenseriez-vous?

R: J'augmenterais le nombre et la qualité des professeurs. Je ferais en sorte qu'on aie des collections de qualité internationale dans les bibliothèques et des laboratoires à la fine pointe de la technologie.

Q: Les associations étudiantes sont toutes opposées au dégel des frais de scolarité. Les étudiants ne pourraient-ils pas contribuer davantage au financement des universités?

R: Quand on regarde les chiffres, une hausse des frais de scolarité, ça égale une baisse de l'accessi-

bilité. C'est pour cela qu'on s'y oppose. Le dégel actuel, proposé par le gouvernement, va faire en sorte que 6000 à 13 000 étudiants n'iront plus à l'université. Ça revient, à toutes fins pratiques, à fermer l'Université du Québec à Rimouski. Évidemment, ça n'est pas quelque chose qu'on souhaite. Le dégel, c'est la solution magique qui est invariablement proposée pour régler un problème beaucoup plus complexe.

Q: Est-ce qu'on ne pourrait pas compenser une hausse des droits de scolarité par davantage de bourses offertes aux étudiants moins fortunés?

R: C'est souvent ce qui est véhiculé. Mais dans la situation actuelle, avec le dégel proposé par le gouvernement, c'est 6000 à 13 000 étudiants qui n'iront plus à l'université, même en tenant compte de ce qu'ils recevraient du régime d'aide financière aux études.

Q: Mais pourquoi est-ce que les étudiants qui viennent de familles où les revenus sont confortables ne pourraient pas payer des droits plus élevés?

R: Ça créerait un système à deux vitesses. Si tu es riche, tu payes et ça va, et si tu es pauvre, tu t'endettes. Ça créerait une problématique encore plus sérieuse.

LE DEVOIR : Libre-opinion : Pourquoi les universités doivent-elles préserver leur autonomie?, par Claire M. Morris, Présidente-directrice générale de l'Association des universités et collèges du Canada – Édition du lundi 25 août 2008

Au cours des derniers mois, les interventions du gouvernement québécois dans des questions touchant la gouvernance universitaire, notamment dans le contexte de la crise qui perdure à l'UQAM, ont fait couler beaucoup d'encre.

Ailleurs au pays, un nombre croissant d'interventions gouvernementales ont été perçues ou reconnues comme menaçantes pour la gouvernance et l'administration internes des universités, et signalées comme telles. Plus récemment, le gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador a été accusé publiquement d'être intervenu dans le processus de sélection d'un recteur.

L'autonomie des universités a toujours fait l'objet d'une âpre lutte; cette autonomie est nécessaire si l'on considère qu'une université n'est en mesure de répondre adéquatement aux besoins de la société que si elle est libre de le faire en obéissant aux impératifs de la quête intellectuelle en soi.

Il ne fait pas de doute que les universités, qui bénéficient d'un financement public considérable, doivent être tenues de rendre des comptes. Le public a le droit de savoir comment les deniers publics sont utilisés pour faire progresser la société. Les universités ne remettent aucunement en question leur obligation de faire rapport sur la façon dont les fonds sont dépensés, ceci par l'intermédiaire de leurs conseils d'administration et de différents mécanismes de vérification et de présentation de rapports destinés au public. Effectivement, il existe dans toutes les provinces et à l'échelon fédéral une gamme de mécanismes destinés à garantir la transparence et la reddition de comptes.

Parallèlement, les gouvernements doivent absolument reconnaître que l'autonomie des établissements est capitale si l'on veut que les universités puissent remplir les fonctions que prévoit pour elle la société, c'est-à-dire offrir un enseignement supérieur de grande qualité au plus grand nombre possible de personnes qualifiées, poursuivre des

recherches et une activité savante répondant aux normes d'excellence les plus élevées, en tenant compte des contraintes en matière de ressources, et servir les communautés grâce à une vaste gamme de partenariats avec des organisations des secteurs privé, public et à but non lucratif. Par l'entremise des trois activités principales qui la caractérisent -- l'enseignement, la recherche et les services à la collectivité --, l'université influe grandement sur la compétitivité économique et la productivité du Québec et du Canada, de même que sur le développement social et culturel et sur la qualité de vie de la population.

Préserver l'autonomie des établissements tout en accordant une place appropriée à l'administration gouvernementale des investissements publics dans les universités exige le maintien d'un équilibre délicat qui repose sur l'exercice d'un leadership respectueux de la part des universités et du gouvernement et sur des automatismes régulateurs efficaces au sein des universités elles-mêmes. Ces derniers éléments sont au cœur des modèles de gouvernance universitaire en place dans notre pays. Le maintien de cet équilibre est vital si l'on veut que les universités puissent recruter, sans interférence de nature politique, les meilleurs dirigeants, de même que les plus grands cerveaux pour assurer l'enseignement et la recherche dont la société pourra ensuite bénéficier. L'ingérence réelle ou apparente du gouvernement dans la gouvernance et l'administration universitaire est incompatible avec la création d'un climat propice à la liberté d'investigation scientifique et d'expression intellectuelle et, sans un tel climat, il devient difficile d'attirer l'élite universitaire.

On s'inquiète de plus en plus, au sein du milieu universitaire canadien, du fait que l'interventionnisme de l'État menace, du moins dans certaines provinces, l'équilibre fragile dont il est question ici. Même s'ils découlent des meilleures intentions du monde, les empiètements du gouvernement

dans la microgestion des universités sont une entrave à l'exercice des rôles qu'il a lui-même prévus pour les universités au sein de la société. L'autonomie des établissements et le principe de la liberté universitaire qui y est rattaché sont les meilleurs garants de l'existence d'une activité savante et d'un enseignement supérieur dans une société libre.

L'Association des universités et collèges du Canada estime importante l'autonomie des établissements. Par exemple, les établissements qui souhaitent devenir membres de l'Association doivent être dotés d'un conseil d'administration indépendant ou d'un organisme équivalent qui a pour mandat de rendre publiquement des comptes, qui fonctionne de façon transparente et ouverte, et qui contrôle les finances et l'administration au sein de l'établissement. Les établissements membres doivent également veiller à ce que les décisions relatives à l'enseignement -- ce qui est enseigné, qui enseigne et comment se fait l'enseignement -- soient dévolues au personnel universitaire par l'intermédiaire d'un sénat universitaire ou d'un organisme équivalent.

Les universités, comme bénéficiaires de fonds publics, ont le devoir de rendre des comptes. Par ailleurs, comme lieux d'enseignement, centres de recherche libre, sources dignes de confiance d'expertise scientifique, et responsables de la création et de la transmission du savoir, les universités ont, à l'égard de la société, le devoir de s'opposer à toute ingérence dans leur gouvernance et leur administration, ainsi que d'insister pour que les gouvernements et autres organismes reconnaissent que l'autonomie institutionnelle est une condition essentielle au fonctionnement adéquat des universités. Les universités doivent être libres d'établir leurs priorités en matière de recherche et d'éducation sans que leur autonomie soit menacée.

LA TRIBUNE : Près de 17 000 étudiants font leur rentrée - Le lundi 25 août 2008

Claude Plante, La Tribune
SHERBROOKE

Près de 17 000 étudiants sont de retour en classe pour le début de session d'automne au Campus principal et au Campus de la santé de l'Université de Sherbrooke.

Sur ce nombre, 6600 nouveaux étudiants amorcent leurs études universitaires. Un bon nombre se familiarise également au milieu de vie sherbrookoise en cette semaine de la rentrée.

Les Journées de la rentrée ont lieu au Centre culturel, le mercredi 27 août de 9 h à 18 h et le jeudi 28 août de 9 h à 14 h. Plusieurs services de l'Université seront réunis, ainsi que la plupart des associations et regroupements étudiants.

Durant les deux Journées de la rentrée, le stationnement est sans frais dans tous les espaces jaunes du campus principal, indique un communiqué.

Vulgaires Machins

Le mercredi 3 septembre, le Regroupement des étudiants de maîtrise, de diplôme et de doctorat (REMDUS) convie la communauté universitaire à un dîner hot dog, dès 11h30 au stationnement P-B1, près du Pavillon multifonctionnel.

Puis en soirée, la Fédération étudiante (FEUS) et le REMDUS invitent tous les étudiants de l'UdeS au traditionnel spectacle de la rentrée, à 18h30 au stationnement P-J2, près du Centre sportif. Au menu: animation, activités, prix de présence, groupes musicaux et invités.

Le clou de la soirée sera assurément la prestation du groupe rock Vulgaires Machins, dès 20 h 15, qui fera vibrer l'auditoire de leurs succès tirés des albums Compter les corps et Aimer le mal.

Du côté de la Commission scolaire de la Région-de-Sherbrooke (CSRS), on accueillera 23 960 élèves à compter de mercredi. Quelque 17 300 jeunes fréquenteront les écoles primaires et secondaires alors que plus de 6 500 élèves seront accueillis dans les centres de formation générale des adultes et de formation professionnelle.

Au cours de l'année, la CSRS dispensera des services d'enseignement à 52 enfants de quatre ans inscrits à la maternelle, 1424 élèves au préscolaire, 9 255 élèves au primaire et 6 641 au secondaire.

Au 30 juin 2008, le Centre Saint-Michel accueillait de son côté un total de 3537 élèves adultes, tous programmes confondus (formation générale,

francisation, intégration sociale, employabilité). Quant au Centre de formation professionnelle 24-Juin, il comptait 3051 élèves, tous services de

formation confondus, incluant le Service aux entreprises.

LA PRESSE : Des primes moins généreuses pour les profs féminins - Le vendredi 22 août 2008

Louise Leduc, La Presse

À en croire une étude de cas menée dans une université canadienne, les femmes qui enseignent à l'université doivent savoir qu'elles peuvent avoir jusqu'à trois fois moins de chances d'obtenir une prime que leurs collègues masculins.

Telle est la conclusion à laquelle arrivent Christine Doucet, Claire Durand et Michael Smith, tous trois professeurs québécois et auteurs d'une étude qui vient d'être publiée dans la Revue canadienne d'enseignement supérieur.

«Des études se sont déjà penchées sur les écarts de salaire de base entre les professeurs des deux sexes, mais à notre connaissance, c'est la première fois qu'une étude est menée sur le système de primes», explique Christine Doucet, auteure principale.

Ces primes qui se négocient à l'extérieur des conventions collectives s'ajoutent au salaire statutaire des professeurs établi par la convention collective. Elles visent à attirer des professeurs qui iraient autrement voir ailleurs. Parce qu'elles sont confidentielles, il n'est pas facile d'y voir clair et de savoir qui obtient quoi. Aussi, les auteurs ont-ils garanti aux interviewés la confidentialité. Même en insistant auprès des auteurs de l'étude,

impossible, donc, de leur faire dire sur quelle université ils ont enquêté.

Chose certaine, le système de primes est devenu monnaie courante partout au Canada. Sur les 90 universités et collèges canadiens, 35 admettent en verser, peut-on lire dans l'étude.

Plusieurs enquêtes et études ont déjà démontré que les salaires de base des professeurs de sexe féminin est moindre que ceux de leurs confrères. Entre autres études citées dans la Revue canadienne d'enseignement supérieur, se trouve celle de Sussman et Yssaad qui, en 2005, concluait de façon générale à des écarts salariaux de 15%. À profil égal, cet écart variait entre 4% et 6%.

Dans la présente étude, les auteurs y sont allés d'un sondage distribué à 1249 professeurs et chercheurs. Le taux de réponse: 51,6%.

Des ententes secrètes

Difficile de délier les langues quand il s'agit d'ententes négociées derrière des portes closes.

Difficile de savoir aussi pourquoi, de façon manifeste, les femmes sont désavantagées par un système de primes. Les auteurs ont étudié la question des primes par domaine les sciences sociales, de la santé, etc. Or, dit Mme Doucet, à l'intérieur des sciences sociales, il reste qu'un économiste risque d'être plus couru qu'un anthro-

pologue. Le fait que les femmes choisiraient peut-être encore des disciplines moins rémunérées n'est donc pas une hypothèse à exclure.

Par contre, les chercheurs doutent fortement que les obligations familiales puissent jouer de quelque manière que ce soit. Après tout, notent les auteurs, «vu le nombre limité d'heures pour lesquelles les professeurs se rendent disponibles aux étudiants», il n'est pas très difficile pour les professeurs de jongler entre leurs heures de bureau, leurs activités de recherche et leurs obligations familiales. Le travail de professeur d'université offre une flexibilité nettement plus grande que bon nombre d'autres professions, admettent les auteurs de l'étude.

Cette étude de cas sur une université canadienne a certes ses limites, dit d'emblée Claire Durand, coauteure et sociologue, et la question suscitera certainement d'autres recherches.

N'empêche, ces premiers résultats sur le système de primes dans les universités ne sont pas sans rappeler, selon Mme Durand, les doléances de journalistes de Radio-Canada qui, étude à l'appui, ont dénoncé en 2003 un système de primes tout semblable qui désavantageait les femmes à l'antenne.

LE DEVOIR: Droits de scolarité des étudiants étrangers - Les étudiants gagnent une autre manche contre Concordia - Édition du mercredi 20 août 2008

Clairandree Cauchy

L'association étudiante de l'université Concordia a remporté une manche dans sa guerre contre l'augmentation des droits de scolarité imposés aux étudiants étrangers. Un juge de la Cour supérieure a accordé hier une ordonnance de sauvegarde empêchant l'université de percevoir les droits supplémentaires pendant une période minimale de 10 jours. Le syndicat étudiant, Concordia Student Union (CSU), conteste la validité de la conférence téléphonique, tenue le 27 juin dernier, au cours de laquelle les membres du conseil des gouverneurs de l'université Concordia ont entériné le budget et la hausse des droits pour les étudiants étrangers (qui oscille entre 700 \$ et 1000 \$ par année, selon le nombre de crédits).

Sans trancher sur le fond, le juge a rendu hier une ordonnance de sauvegarde d'une durée de 10 jours, avant d'étudier plus à fond la demande d'injonction. Le CSU s'appuie sur le fait que les règlements de l'université ne prévoient pas la tenue d'une conférence téléphonique.

«Cette augmentation des droits a été décidée par téléconférence afin de réduire au silence les voix de milliers d'étudiants qui n'ont pas les moyens de payer 1000 \$ de plus par année pour étudier», a déclaré hier Elie Chivi, porte-parole du CSU.

Voilà maintenant un an que la direction tente de faire adopter la hausse spécifique aux quelque 4000 étudiants étrangers, déjà en vigueur pour ceux de l'université McGill et de l'Université de Montréal depuis l'automne 2007. La décision a été reportée à trois reprises et des manifestations d'étudiants ont perturbé les précédentes rencontres des administrateurs. Le 19 juin dernier, la réunion a été interrompue faute de quorum, après que les représentants des étudiants au conseil eurent quitté la salle.

La hausse projetée ferait passer les droits de scolarité des étudiants étrangers de 11 000 \$ à 12 000 \$ en moyenne (à l'exception des pays avec lesquels le Québec a des ententes spécifiques, comme la France).

L'administration de Concordia a pris acte de l'ordonnance émise hier, prenant soin de rappeler

que cela ne laisse aucunement présager de la décision que le juge prendra sur la légalité de la réunion téléphonique et des résolutions qui y ont été votées. «On regarde comment on va respecter cette ordonnance. Toutes les portes sont ouvertes. Peut-être que nous organiserons une autre réunion sous peu», a fait valoir Christine Mota, directrice des relations publiques.

Elle précise que la perception des droits de scolarité des étudiants étrangers se fait surtout vers la fin de septembre.

L'université Concordia est aux prises avec un déficit de fonctionnement anticipé de près de quatre millions et elle a enregistré un déficit de près de 14 millions en 2007-08. Cela l'a incitée entre autres à abolir un programme de bourses pour compenser les frais administratifs payés par les étudiants moins nantis, ce que conteste également le CSU.

THE GAZETTE: Concordia's foreign tuition hikes on hold: Students challenge bid to hike fees 10% - Wednesday, August 20, 2008

Foreign students at Concordia University have won a reprieve on tuition hikes of as much as \$1,000.

But the university says it's not ready to surrender its right - and need - to raise \$1.4 million by boosting rates for international students by as much as 10 per cent, as other Montreal universities have already done.

Foreign students taking a fulltime, 30-credit course load currently pay roughly \$10,000 to study at Concordia, compared with \$1,668 for Quebec residents and roughly \$4,000 for out-of-province students.

Under Quebec's funding formula, universities receive the same per capita amount for students

enrolled in a particular discipline, regardless of where students come from and how much they pay. Faced with pressure from cash-strapped universities, the education department last year said universities could raise fees for foreign students by as much as 10 per cent. McGill University and Université de Montréal adopted fee hikes last year, with Université du Québec à Montréal expected to follow suit.

Yesterday, a Quebec Superior Court judge granted a provisional injunction that gives the two sides 10 days to work out their differences on two key issues - tuition increases for foreign students and abolition of a bursary program set up as a stopgap to help students manage unexpected

costs when tuition fees for all students were raised 12 years ago.

The Concordia Student Union had challenged the university's bid to approve increases during a closed session held by teleconference after student protests forced cancellation of the board of governors session last spring.

"This fee increase was passed behind closed doors in order to silence the voices of thousands of students who cannot afford to pay over \$1,000 more a year to get an education," said Elie Chivi, former Concordia International Student Union president and now its vice-president of communications.



Chivi contends the court deemed the teleconference illegal and rejected Concordia's claim that the tuition increase would not harm the university's 4,000 international students. But Christine Mota, director of communications for Concordia, said the court's safeguard order did

not rule on the legality of the closed-door session. She said the university will look at several options, which could include calling another board meeting or postponing fee increases. The two sides also disagree on the number of students who would be affected by the hikes. The

CSU claims there are 4,000 international students at Concordia. Mota said the number is closer to 2,300.

THE GAZETE: Concordia to hold off on tuition hikes - Tuesday, August 19, 2008

Peggy Curran, The Gazette

MONTREAL - A Quebec Superior Court judge has ordered Concordia University to hold off on tuition hikes of up to \$1,000 for foreign students for the time being.

But the university says the battle to raise fees - as three other Montreal universities have already done - is not over yet.

The court granted a provisional injunction after the Concordia Student Union challenged the university's attempt to approve rate increases during a closed session held by teleconference after student protests forced cancellation of a board of governors session last spring.

The court has given the two sides ten days to try to work out their differences on two key issues -

tuition hikes for international students and the abolition of a bursary program which had been established as a temporary measure to help students manage unexpected costs when tuition fees for all students were raised 12 years ago.

LE DEVOIR : Libre opinion - Les syndicats : au bord de l'essoufflement ?, par Jonathan Harmon, Candidat à la maîtrise en histoire, Université de Montréal – Édition du samedi et du dimanche 09 et 10 août 2008

vendredi dernier, l'émission La Tribune de la radio de Radio-Canada avait comme sujet l'avenir du mouvement syndical, posant cette intéressante question sur la capacité des syndicats à s'adapter aux nouvelles réalités du travail et à intéresser les générations montantes. Certains intervenants arguaient que les syndicats étaient aujourd'hui désuets, condamnés à disparaître sous les forces de la mondialisation et l'avènement d'une génération de lucides.

C'est un discours que nous entendons fréquemment ces temps-ci dans l'espace public. Le mouvement syndical est souvent dépeint comme une force réactionnaire, sclérosante et anachronique. Ses détracteurs reconnaissent l'utilité passée des syndicats, mais ils considèrent que la «nouvelle réalité du travail» et les jeunes travailleurs leur sont profondément étrangers.

Plusieurs raisons me font penser que ces critiques sont injustifiées. D'abord, les conditions de travail actuelles sont résolument moins avantageuses qu'elles ne l'étaient il y a quelques années: les salaires sont moins élevés, les statuts plus précaires, les avantages sociaux de moins en moins présents. Si cette tendance se maintient, ma génération, que l'on qualifie souvent «d'individualiste», n'aura d'autre option, je crois, que de se rabattre sur l'action collective afin d'améliorer son sort.

Mais surtout, ces critiques ne tiennent pas compte de la percée historique qui fut réalisée récemment par le mouvement syndical. Depuis maintenant deux ans, les auxiliaires de recherche et d'enseignement de la plupart des universités de Québec, ceux de l'UQAM, de l'Université de Montréal, de l'Université Concordia, de l'Université Laval et de l'Université du Québec en Outaouais se sont dotés d'un syndicat. Il s'agit ici de plusieurs milliers

d'étudiants, les futurs travailleurs de demain, qui ont fait le choix de la syndicalisation, malgré tous les préjugés et la mauvaise presse dont les syndicats sont aujourd'hui victimes. À l'heure actuelle, la plupart de ces syndicats étudiants en sont à leurs premières négociations, donnant forme à un mouvement encore à inventer, mais on ne saurait négliger l'impact de l'arrivée de ces milliers de nouveaux syndiqués sur l'évolution du mouvement syndical au Québec.

Tout d'abord, la syndicalisation de ces auxiliaires de recherche et d'enseignement démontre la possibilité pour les syndicats de faire des gains significatifs dans les milieux de travail atypiques. Ce succès les incitera peut-être à prendre davantage de risques à l'avenir et à investir plus d'efforts et d'énergie dans les syndicalisations des travailleurs à statut précaire, tout comme il permettra de mettre en avant des modèles de négociation, de mobilisation et de convention collective qui pourront servir d'exemple à tous les milieux de travail atypiques, jugés souvent comme impropres à la représentation syndicale.

À moyen terme, l'arrivée de syndicats en milieu universitaire permettra au mouvement syndical d'accroître son capital de sympathie et de combattre les préjugés dont il est souvent victime. C'est toute une génération de travailleurs qui aura été sensibilisée aux rouages de la vie syndicale et aux avantages qu'elle peut apporter dans les milieux de travail.

Arrivés sur le marché du travail, occupant des postes dans toutes les sphères de l'économie, ces étudiants seront probablement beaucoup plus favorables à la syndicalisation que ne le sont en ce moment des milliers de travailleurs n'ayant jamais été syndiqués.

Mais surtout, les syndicats universitaires auront pour effet d'insuffler au mouvement syndical une bonne dose de dynamisme. L'arrivée massive de plusieurs milliers de nouveaux jeunes membres habitués à la mobilisation par l'entremise des associations étudiantes dans les rangs des centrales syndicales n'est peut-être que le début de ce processus de redéfinition du mouvement syndical et d'une meilleure adaptation à la réalité du travail d'aujourd'hui.

Du simple point de vue de l'image, la présence de jeunes adultes dans les rangs syndicaux, diplômés pour la plupart de deuxième ou troisième cycle dans des disciplines comme la philosophie ou la physique antique, marque une rupture avec cette image de l'ouvrier prolétaire, présent au cœur de l'imaginaire et du discours syndical depuis des lunes. Le fait également que la plupart des présidents des syndicats en milieu universitaire soient des femmes, dans un monde encore trop fortement représenté par des hommes, contribuera également à envoyer un message fort de changement. Qui sait si cette image renouvelée d'un syndicalisme plus jeune et plus équitable en matière de représentation entre les sexes ne permettra pas de faire des percées dans des secteurs jusqu'alors très peu représentés.

Les changements engendrés par l'arrivée de milliers d'étudiants prendront plusieurs années avant de se matérialiser, mais il s'agit certainement d'un pas dans la bonne direction. Tant de luttes sont encore à mener, mais, décidément, le mouvement syndical vient de démontrer, avec l'arrivée en son sein de milliers de jeunes, sa capacité de se transformer, faisant preuve d'une vitalité certaine et faisant mentir tous ceux qui en avaient prédit son essoufflement.

LE DEVOIR: En bref - Payez plus tôt... - Édition du mercredi 30 juillet 2008

Devoir Le

Les étudiants de l'Université Laval, à Québec, auront un mois de moins pour payer leurs droits de scolarité.

La direction de l'université a en effet décidé que l'ensemble de la facture devra être acquitté pour la session d'automne au plus tard le 15 octobre plutôt que le 20 novembre. À l'hiver, le paiement devra être complété le 15 février plutôt que le 20 mars. L'Association des étudiants de Laval inscrits

aux cycles supérieurs (AELIES) dénonce ce retardement de la date limite. «Cela fait quatre semaines de travail de moins pour éponger le coût des études», souligne le président de l'AELIES, Jérôme Lankoandé. Les bourses de certains étudiants étrangers ne sont par ailleurs pas toujours versées à ce moment, plaide M. Lankoandé. La note est particulièrement salée pour ces étudiants, dont les frais s'élèvent à près de 6000 \$, alors qu'ils sont de 1200 \$ par session pour les

étudiants québécois. La vice-rectrice à l'administration et aux finances, Josée Germain, rétorque que l'Université Laval se met ainsi au diapason des autres universités. «Dans tout le réseau des universités québécoises, nous avions les dates les plus tardives. À l'université McGill, le paiement doit même être fait dès le début de la session», précise Mme Germain.

LA PRESSE: Udem: des mesures pour les étudiants handicapés - Le mardi 29 juillet 2008

Violaine Ballivy, La Presse

Les questions d'accommodements raisonnables les plus complexes et les plus délicates auxquelles doit faire face l'Université de Montréal n'ont aucun lien avec la diversité culturelle ou la commission

Bouchard-Taylor. C'est plutôt le sort des étudiants handicapés qui préoccupe l'ombudsman dans son dernier rapport publié au début de l'été.

Quatre des neuf recommandations de l'ombudsman, Marie-Josée Rivest, visent ainsi les services

et les «accommodements» proposés à ces étudiants. «Les administrateurs académiques, particulièrement dans les secteurs contingentés, se montrent réticents à mettre en place des mesures

qui, selon eux, privilégient cette clientèle», écrit Mme Rivest.

Elle déplore notamment que des étudiants hésitent à demander l'aide dont ils pourraient avoir besoin au Bureau des étudiants handicapés, précisément à cause du nom qu'il porte: «Ils se sentent stigmatisés par cette démarche compte tenu de l'appellation du Bureau. Ce n'est que lorsque la poursuite de leurs études est compromise qu'ils prennent connaissance de l'existence du Bureau ou qu'ils acceptent d'y faire une démarche», note Mme Rivest.

Elle demande à l'Université d'actualiser sa politique relative aux étudiants handicapés. Le vice-

rectorat aux affaires académiques a fait des efforts importants, écrit-elle, mais «il importe que l'Université continue de sensibiliser la communauté et se positionne clairement en faveur de l'accessibilité et du respect des droits. (...) Alors que l'Université prend conscience des nouvelles problématiques en matière de handicap, l'ONU est à mettre en place une troisième convention sur les droits de la personne.» L'Université, selon Mme Rivest, devrait s'en inspirer.

Bilan

Le bureau de l'ombudsman a reçu 712 plaintes l'an dernier, une hausse de 77% par rapport à 1998-1999. Les trois quarts ont été formulées par

des étudiants, qui proviennent de toutes les facultés, sans exception, et dans des proportions assez semblables au nombre d'inscrits. La faculté des études supérieures et postdoctorales et la faculté des sciences ne sont plus surreprésentées comme elles l'avaient été au cours des années précédentes.

Le plus souvent, les étudiants se plaignent d'avoir été victimes d'une injustice au moment de leur évaluation (30%), du traitement de leur demande d'admission (20%) ou de ne pas avoir reçu de leur professeur un encadrement adéquat.

LA PRESSE : Des cours de l'UdeM à l'UQAM? - Le mercredi 02 juillet 2008

Clément Sabourin, La Presse

Il n'y a pas que l'UQAM qui fait face à des contraintes budgétaires. L'Université de Montréal (UdeM) envisage de fermer ses studios de télévision et de radio, quitte à louer des locaux à l'UQAM pour maintenir ses cours de journalisme. Le remplacement des équipements désuets coûterait 500 000\$.

Une intention qui fait grincer des dents la communauté universitaire, d'autant plus que la salle de spectacle de l'UdeM vient de cesser ses activités, par manque de financement.

Le Laboratoire d'apprentissage des médias devrait fermer le 30 avril 2009, selon ce qu'indiquent des documents que *La Presse* a obtenus.

Dans un courriel interne, la vice-rectrice adjointe chargée des systèmes et technologies de l'information, Ghilaine Roquet, explique devoir fermer les studios et les salles de montage dans un an «à cause de leur désuétude» et parce que l'UdeM ne sera plus en mesure «de garantir le fonctionnement des appareils si les cours y étaient programmés».

Le remplacement des caméras, tables de montage et autres consoles coûterait 500 000\$, soit la moitié du budget d'entretien et de renouvellement audiovisuel de l'Université.

Cette fermeture inquiète professeurs, chargés de cours et étudiants, qui voient mal comment ils pourront suivre les cours du baccalauréat en communication et du certificat en journalisme qui s'y donnent actuellement.

Les solutions étudiées par l'UdeM sont l'acquisition de matériel ayant appartenu à TVA ou Radio-Canada, ou la location de locaux à l'équipement adéquat, tels ceux de l'UQAM.

Un chargé de cours en journalisme a déclaré, sous le couvert de l'anonymat, avoir indiqué au rectorat de l'UdeM que cette solution est «totalement farfelue». «On ne va pas demander à nos étudiants de traverser Montréal en taxi pour se rendre à l'UQAM.»

«Une décision pareille, a-t-il ajouté, à un moment où il n'y a plus d'étudiants ni de profs, et alors que le directeur du certificat en journalisme est malade, ça sent quand même la stratégie!»

D'une fermeture à l'autre

Cette affaire survient alors que la salle de spectacle de l'Université vient de fermer ses portes. Le centre d'essai de l'UdeM, qui accueillait les troupes étudiantes de danse et de théâtre ainsi que les spectacles musicaux et les soirées cinéma, a en effet fermé le 23 juin.

Cette fois encore, l'UdeM a invoqué des contraintes budgétaires. Elle a ainsi réduit de 350 000\$ les budgets du Service des activités culturelles et de l'action humanitaire et communautaire.

La direction de l'UdeM espère trouver les sommes manquantes en portant de 50 à 80\$ les frais afférents payés annuellement par chaque étudiant. Mais cette hausse ne peut être entérinée sans l'accord des associations étudiantes du campus.

Or, les étudiants résistent. Francis Hogue, le secrétaire général de la Fédération des associations étudiantes du campus de l'Université de Montréal (FAECUM), juge que «la marge de manœuvre actuelle est suffisante pour permettre le bon fonctionnement des activités étudiantes».

LA TRIBUNE : Michael Goldbloom dirigera Bishop's - Le jeudi 26 juin 2008

Isabelle Pion, La Tribune

SHERBROOKE

L'Université Bishop's a trouvé son nouveau principal: il s'agit de Michael Goldbloom, ancien éditeur du quotidien *The Gazette* et vice-principal aux affaires publiques de l'Université McGill.

Son embauche doit être officialisée vendredi lors d'une séance spéciale de la corporation de Bishop's.

Même si sa nomination ne sera officielle que vendredi, M. Goldbloom sera sur le campus de l'Université Bishop's ce jeudi matin afin de rencontrer les employés. Une note de service a d'ailleurs déjà été envoyée aux employés récemment.

Dans cette note dont *La Tribune* a obtenu copie, le président de la corporation Robert Gordon invite le personnel à rencontrer et venir discuter avec le principal choisi. M. Goldbloom fera une courte présentation en matinée suivie d'une période de questions.

L'Université McGill a refusé de commenter cette nouvelle et n'a pas voulu préciser à quel moment elle a reçu la démission de M. Goldbloom ni quand il quitterait ses fonctions.

Michael Goldbloom est vice-principal aux affaires publiques de l'Université McGill depuis janvier 2007, où il s'occupe des relations de l'établissement avec les différents ordres de gouvernement et les médias. Il est aussi «associé principal en médias et politiques publiques» au sein de l'Institut d'études canadiennes de l'Université McGill et de Media@McGill.

Il a occupé le poste d'éditeur du quotidien *The Gazette* de 1994 à 2001 et il a aussi été président et éditeur du *Toronto Star*. Il a commencé sa carrière comme avocat spécialisé en droit du travail.

L'institution universitaire a mis en place en janvier dernier un comité de recherche visant à dénicher un successeur à l'ancien principal Robert Poupard, qui s'est fait montrer la porte de l'institution en novembre dernier.

L'intérim avait alors été confié au vice-principal académique Jonathan Rittenhouse, qui devait prendre sa retraite à la fin de son contrat, c'est-à-dire ce mois-ci. Selon les hypothèses soulevées, le départ de M. Rittenhouse pourrait être un peu retardé, le temps d'assurer la transition.

Selon une source, l'arrivée de M. Goldbloom est perçue de façon très positive et aurait constitué une grande surprise pour les employés, puisque le processus de sélection se serait déroulé dans la plus stricte confidentialité.

Le nouveau principal joint les rangs de l'organisation alors que celle-ci connaît encore d'importants problèmes financiers. Aucune entente n'a été conclue avec le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS).

Cette entente doit permettre à Bishop's de mettre la main sur deux subventions conditionnelles qui totalisent près de cinq millions \$.

Bishop's a annoncé cette semaine la nomination du professeur Michael Childs à titre de vice-principal.

LA TRIBUNE: Intimidation d'un prof: la FEUS appuie la décision de la direction - Le jeudi 19 juin 2008

René-Charles Quirion, La Tribune

Sherbrooke

La Fédération étudiante de l'Université de Sherbrooke (FEUS) déplore les menaces faites à un professeur de la faculté des lettres et sciences humaines.

Ce geste d'intimidation a forcé l'annulation de l'évaluation finale d'une quarantaine d'étudiants lundi et mardi

"C'est un geste d'une minorité de personnes qui a un impact sur une majorité d'étudiants qui veulent apprendre et passer leurs examens. C'est une façon de faire que nous déplorons et qui porte atteinte à la sécurité des professeurs et des étudiants", soutient la présidente de la FEUS, Kim Lachance.

Le regroupement des étudiants de premier cycle de l'Université de Sherbrooke appuie la décision

de la direction de la faculté d'annuler l'évaluation finale et de convertir les points accumulés durant la session sur cent points.

"Les mesures de sécurité qui ont été mises de l'avant étaient très à propos. Il fallait assurer la sécurité de tous. Les décisions prises étaient adéquates", estime la présidente de la FEUS.



LA TRIBUNE: Intimidation d'un professeur: des examens annulés à l'UdeS - Le mercredi 18 juin 2008

<p>René-Charles Quirion, La Tribune Sherbrooke</p> <p>Des menaces faites à un professeur de l'Université de Sherbrooke ont forcé l'annulation de l'évaluation finale de deux groupes de la faculté des lettres et sciences humaines (FLSH).</p> <p>L'intimidation auprès de ce membre du personnel de l'institution a été faite par téléphone d'abord, puis par courriel.</p> <p>"Ce sont des menaces reliées directement à sa sécurité personnelle. Notre service de sécurité a été mis au courant pour retracer l'origine des téléphones et des courriels", assure la doyenne de la faculté des lettres et sciences humaines, Lynda Bellalite.</p> <p>Le professeur a reçu plusieurs appels téléphoniques inquiétants au cours des derniers jours, où l'interlocuteur ne parlait pas au bout de la ligne. Le point culminant de ces menaces est survenu quelques instants avant l'évaluation finale.</p>	<p>"Notre professeur est très ébranlée par ces événements", confirme Lynda Bellalite.</p> <p>L'Université de Sherbrooke n'a pas encore porté plainte au Service de police de Sherbrooke dans cette affaire et mène sa propre enquête.</p> <p>"Pour l'instant, nous tentons de remonter la filière. Nous avons recueilli des témoignages. Le message d'intimidation faisait référence directement au cours concerné. Il y a lieu de penser que la personne qui en est à l'origine y est directement reliée", estime la doyenne de la FLSH, Lynda Bellalite.</p> <p>45 minutes avant l'évaluation</p> <p>Cette dernière explique que cette mesure exceptionnelle d'annuler l'évaluation finale n'a pas été prise à la légère.</p> <p>"Nous avons pris cette mesure pour assurer la sécurité de notre personnel et des étudiants. Les menaces ont été faites 45 minutes avant l'évaluation du premier groupe de ce professeur, lundi après-midi. La seule alternative demeurait d'an-</p>	<p>nuler l'évaluation orale. Il n'y avait aucune chance à prendre", explique Lynda Bellalite.</p> <p>Les étudiants des deux groupes dont l'évaluation finale a été annulée lundi et hier verront les points amassés durant la session être reportés sur 100 points pour la note finale.</p> <p>Cas précédents</p> <p>Ce n'est pas la première fois que des menaces sont faites en période d'examen dans cette faculté de l'Université de Sherbrooke.</p> <p>Depuis qu'elle est à la direction, la doyenne Bellalite a été confrontée à trois événements de menaces en période d'examen, mais c'est la première fois que des mesures si imposantes sont mises en place.</p> <p>Trois autres cas de harcèlement ont aussi été rapportés au cours des trois dernières années à la suite de gestes d'intimidation envers des étudiants et des professeurs par des personnes présentant des troubles psychologiques plus lourds.</p>
--	--	---

Québec : cégeps

LE DEVOIR : Enfants de la réforme - Courchesne planchera sur la transition secondaire-collégial - Un million d'élèves ont repris le chemin des classes - Édition du vendredi 29 août 2008

<p>Clairandrée Cauchy</p> <p>La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, entend plancher cette année sur la transition secondaire-collégial de la première génération d'étudiants issus de la réforme, qui cogneront aux portes des cégeps d'ici deux ans. C'est ce qu'elle a indiqué hier en répondant aux inquiétudes manifestées en entrevue au Devoir par le président de la Fédération des cégeps, Gaétan Boucher. Celui-ci déplore le peu d'information dont dispose le réseau collégial sur les connaissances acquises par la génération-réforme, qui arrivera au cégep d'ici deux ans.</p> <p>«Je suis tout à fait favorable à ce qu'une table puisse se réunir pour examiner les niveaux de connaissances acquises lorsque les jeunes vont se présenter au cégep», a affirmé la ministre hier.</p> <p>Les enfants qui ont amorcé leur parcours scolaire en même temps que la réforme de l'éducation commencent cette semaine leur quatrième secondaire.</p> <p>Michelle Courchesne a reconnu que la réforme nécessitait encore maints «ajustements». «Nous devons continuellement être en évaluation et en réévaluation. [...] Il est acquis maintenant qu'on n'accepte plus le nivellement par le bas et qu'il faut qu'on soit capables d'apporter les ajuste-</p>	<p>ments requis pour que les enfants réussissent vraiment leur parcours scolaire», a fait valoir la ministre.</p> <p>Alors que près d'un million d'élèves prenaient la route de l'école hier, la ministre a donné un aperçu de ses priorités pour l'année scolaire lors d'une conférence de presse conjointe avec la Commission scolaire de Montréal (CSDM), à l'école secondaire Père-Marquette rénovée à la suite d'un incendie.</p> <p>Le ministère de l'Éducation travaille notamment sur une révision des différents programmes afin de préciser les connaissances qui doivent être enseignées à chacune des années scolaires. La ministre Courchesne a assuré que la nouvelle mouture des programmes pourrait être mise en application en septembre 2009. Mais déjà certains éléments du plan d'action sur le français, telles la période de lecture quotidienne et la production écrite hebdomadaire, pourront être mis en œuvre dès cette rentrée.</p> <p>Autre nouveauté, le cours d'éthique et de culture religieuse figurait sur les horaires remis hier aux élèves du secondaires ainsi qu'au menu du primaire. Malgré les critiques émanant de lobbies de parents chrétiens, la ministre s'est dite confiante que l'implantation sera réussie. Quelque 600</p>	<p>demandes de dérogation ont été formulées et aucune n'a été acceptée à ce jour. Certains parents sont allés jusqu'à menacer de retirer leurs enfants des cours. «Le cours d'éthique et de culture religieuse fait partie du régime pédagogique et jusqu'à l'âge de 16 ans, on a l'obligation de fréquenter l'école et de suivre le régime pédagogique», a tranché Mme Courchesne.</p> <p>Transparence</p> <p>La rentrée s'est déroulée sous le signe de la transparence hier à la Commission scolaire de Montréal. La plus grosse commission scolaire du Québec a présenté aux médias des dépliants de vulgarisation des programmes de mathématiques et de français, du primaire à la deuxième secondaire, question de démystifier la réforme aux yeux des parents. Cette trousse d'information sera distribuée au cours des prochaines semaines au fil des rencontres de parents. Une autre vague de dépliants devrait être produite d'ici à la prochaine rentrée pour les autres matières ainsi que pour la deuxième partie du secondaire.</p> <p>La CSDM a aussi lancé hier un guichet unique pour orienter les parents. Une «personne attentive» pourra être jointe de 11h à 15h au 514 596-CSDM pour répondre aux questions des parents et les aider à cheminer dans les différents services.</p>
---	---	--

RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Rentrée collégiale : Optimisme à La Pocatière - Mise à jour le jeudi 28 août 2008, 16 h 21

<p>La rentrée s'amorce sous le signe du renouveau au cégep de La Pocatière où le budget et la clientèle sont à la hausse. Cette année, 1034 élèves fréquenteront le cégep ainsi que le centre d'études collégiales de Montmagny.</p> <p>Le cégep compte ainsi 65 étudiants de plus que l'an dernier. L'augmentation est attribuable à la promotion ciblée de certains programmes, comme les techniques physiques et les soins infirmiers. De plus, le collège, qui gère un budget de 19</p>	<p>millions, a obtenu un financement additionnel de 660 000 \$.</p> <p>Le directeur général, Claude Harvey, indique que l'argent sera investi dans des projets qui favoriseront la réussite des étudiants comme des stages à l'étranger.</p> <p>Le cégep entend aussi actualiser ses programmes pour qu'ils soient plus adaptés à la réalité du marché du travail. «Prenez les soins infirmiers à titre d'exemple. Les lois changent, les responsabi-</p>	<p>lités changent entre les corps professionnels. Chaque fois qu'il y a un changement, on doit adapter nos programmes d'études», explique Claude Harvey.</p> <p>Le cégep, dont le taux d'étudiants diplômés est parmi les meilleurs au Québec, est une des rares institutions d'enseignement collégiales à être responsable de trois centres collégiaux de transfert technologique.</p>
---	---	---

LE DEVOIR : Éditorial : Élèves dans le brouillard, par Marie-Andrée Chouinard - Édition du jeudi 28 août 2008

Les enfants apprennent-ils ce qu'il faut à l'école? L'immensité du savoir est telle que cette lancinante question appelle plus d'une réponse. Mais alors que la réforme de l'éducation traîne déjà derrière elle quelques cohortes d'élèves, on s'interroge, avec raison, sur le bagage reçu de l'école. Qu'en est-il? Perplexe. En entrevue au Devoir, le président de la Fédération des cégeps, Gaétan Boucher, s'est dit perplexe devant l'énigme que semble constituer le niveau de connaissances qu'auront atteint les élèves de la réforme au moment de frapper à la porte d'un collège.

Qu'il ne soit pas embarrassé de confier ce trouble, car celui-ci est des plus légitimes: deux ans avant l'entrée au cégep d'un premier groupe, il est sain que le collégial se prépare à recevoir ces élèves que la réforme, ne l'oublions pas, comptait rendre plus éclairés et avertis que jamais.

Un brin impuissants, comme nous le sommes tous d'ailleurs, les collèges essaient tant bien que mal de dissiper le brouillard qui entoure les effets de la réforme. Que diable sauront-ils en bout de parcours, ces petits que plusieurs ont déjà condamnés au sort d'infortunés cobayes? Auront-ils déambulé à l'aveuglette d'un niveau à l'autre, récompensés grassement d'une promotion auto-

matique pour des efforts insuffisants? Sont-ils, au contraire, beaucoup plus malins qu'on ne le soupçonne, mais prisonniers clandestins d'une machine administrative qui, la première, a perdu le sens d'une réforme qui était sienne?

Se camoufle derrière ces questions justifiées une inertie choquante. Faudra-t-il attendre? Espérer que le vent tourne d'un côté favorable pour ces enfants? Croiser nos doigts de parents, d'enseignants, de directeurs, voire de ministre, pour que les résultats soient à la hauteur des attentes?

Lorsqu'ils avouent une profonde inquiétude, les collègues ne renvoient pas de manière simpliste la responsabilité au réseau qui le précède, l'accusant de mal préparer les générations à venir. Hélas, leur préoccupation repose sur une solide expérience: voilà plus de dix ans qu'ils multiplient les structures de soutien et d'encadrement pour pallier les lacunes des étudiants qu'ils accueillent. Faiblesses en français, en maths, en méthodologie: il faut déjà tout mettre en œuvre pour cimenter le travail accompli en amont. Le tableau serait-il assombri après le passage de la réforme?

La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, a bien sûr annoncé qu'elle entendait «hiérarchiser les savoirs» au sein des programmes de chacune

des années du parcours scolaire, histoire de préciser les attentes et de rassurer les troupes s'il y a lieu; mais cela ne dissipe aucunement l'écran de fumée qui embrouille la réussite de nos élèves. De tests internationaux aux manchettes de journaux, les petits Québécois passent de cancre à génies, au gré des interprétations et des lectures des chiffres. Ne l'oublions pas: ils passent par l'école à un moment où une criante pénurie de main-d'œuvre marque déjà le Québec. Et celle-ci ne risque pas de bientôt s'amenuiser.

Cette pression de l'économie sur le savoir risque de provoquer un glissement facile, mais dangereux, vers la diplomation éclair et un affaïssement des exigences. Il s'agit d'une réelle menace, particulièrement dans un contexte où l'on peine déjà à savoir exactement de quoi se nourrissent à l'école nos esprits verts.

En ce début de rentrée scolaire, faisons le vœu qu'en haut lieu l'impossible soit fait pour que ne soit sacrifié aucun élève sur l'autel de la passivité. Souhaitons que l'éducation, et avec elle la réforme, ne redevienne pas l'otage d'une joute politique creuse. Et espérons que, sur les bancs d'école, les jeunes consciences soient allumées par des passeurs de culture.

LE DEVOIR : Élèves de la réforme: les cégeps restent dans le noir – « On n'est pas capable de savoir de quelle manière ils vont nous arriver ni avec quel bagage de connaissance » - Édition du jeudi 28 août 2008

Clairandrée Cauchy

Les cégeps s'inquiètent du niveau académique de la première génération issue de la réforme de l'éducation, qui arrivera au collégial dans deux ans. Le réseau collégial n'arrive pas à avoir une idée précise des connaissances et des compétences que ces étudiants auront acquises à leur arrivée au cégep. Il est minuit moins une et le ministère de l'Éducation ne semble pas répondre à l'appel. «Nous sommes perplexes. [...] Personne ne nous a dit [au ministère] de dormir sur nos deux oreilles, que le niveau serait au moins équivalent à ce qu'il est actuellement», déplore le président de la Fédération des cégeps, Gaétan Boucher, qui rencontrait mardi l'équipe du Devoir à l'occasion de la rentrée scolaire.

Alors que les élèves ayant grandi avec la réforme amorcent leurs nouveaux cours de mathématiques de quatrième secondaire, qui déterminent bien souvent l'éventail des programmes qui leur seront accessibles au cégep, les directions des collèges restent dans l'ombre sur le profil des étudiants formés dans le cadre du Renouveau pédagogique. «On n'est pas capable de savoir de quelle manière ils vont nous arriver ni avec quel bagage de connaissances. Est-ce que cela entraînera des ajustements de système? On ne le sait pas encore. [...] Nos membres sont inquiets. Le temps file», poursuit M. Boucher.

La préoccupation des États généraux sur l'éducation tenus en 1995, qui ont pavé la voie à la réforme, était précisément de rehausser le niveau académique des élèves. Avant même l'arrivée des étudiants de la réforme, on constate déjà la croissance du nombre d'étudiants nécessitant un soutien particulier à leur arrivée au cégep. Depuis leur création, en 1993, le nombre d'étudiants

inscrits aux sessions d'accueil et d'intégration au collégial, soit parce que leur niveau académique est trop faible, soit parce qu'ils n'ont pas choisi leur programme d'étude, a presque doublé pour atteindre 5 % de la clientèle cette année. On a aussi vu se multiplier depuis une dizaine d'années les centres d'aide à la réussite dans les collèges, pour soutenir les étudiants non seulement en français, mais aussi en anglais, en mathématiques, en physique, en lecture ou encore en sciences humaines.

Les espoirs nourris à l'égard de la réforme se transforment progressivement en inquiétude dans le milieu collégial, faute d'information. «Peut-être que le résultat sera la huitième merveille du monde, peut-être qu'il faudra des ajustements. On n'en sait rien, et c'est ce qui est insécurisant», poursuit M. Boucher.

Directeurs des études inquiets

Le directeur des études du Cégep de Matane, Louis Poirier, aimerait organiser des rencontres entre les enseignants de son cégep, des responsables du ministère qui ont travaillé sur les programmes et des enseignants des commissions scolaires qui les ont appliqués. «On veut être en mesure de se préparer en se basant sur des faits, pas sur des oui-dire, sur la rumeur», explique M. Poirier.

Une telle volonté ne se concrétise pas aussi facilement qu'il n'y paraît. Les commissions scolaires naviguent parfois un peu à vue. «L'an dernier, à la commission scolaire, on n'était pas en mesure de dire précisément quels seraient les nouveaux programmes de mathématiques de quatrième secondaire», relate M. Poirier.

Ce besoin de rencontrer les acteurs de la réforme au secondaire pour mieux préparer les ensei-

gnants et les aides pédagogiques individuels est partagé par le directeur des études et des communications du collège Marie-Victorin, Raymond-Robert Tremblay. Il anticipe la nécessité d'adapter les cours de philosophie, pour tenir compte des notions acquises dans le nouveau cours d'éthique et culture religieuse. Le remplacement des cours d'éducation au choix de carrière par une approche plus horizontale, où les différents enseignants du secondaire contribuent à l'orientation scolaire et professionnelle, pourrait aussi signifier un besoin d'ajustement des services, croit M. Tremblay.

Au-delà des intuitions, le directeur des études voudrait lui aussi organiser des rencontres entre les enseignants de la fin du secondaire et ceux de son cégep, pour savoir «à quoi s'attendre concrètement».

En attendant l'arrivée de la génération de la réforme, en 2010, 78 242 nouveaux étudiants ont fait leur entrée cette semaine dans les cégeps du Québec. Au total, c'est 163 869 étudiants qui fréquentent cette année les programmes techniques et préuniversitaires des collèges, une augmentation de 4 % par rapport aux effectifs de l'an dernier.

À cette bonne nouvelle de la hausse de fréquentation s'ajoute l'apport d'argent frais. Quelque 70 millions ont été dédiés au réseau collégial dans le dernier budget. Les sommes iront notamment au soutien à l'enseignement (bibliothèques, techniciens de laboratoire, aide à l'utilisation des technologies de l'information) et l'embauche d'enseignants-ressources, qui travailleront dans les centres d'aide à l'apprentissage ou aideront, par exemple, leurs confrères à amorcer leur carrière du bon pied.

LE SOLEIL : Une formation à la carte : Les cégeps s'organisent pour contrer la pénurie de main d'œuvre - Le jeudi 28 août 2008

Daphnée Dion-Viens, Le Soleil Québec

Les cégeps ont un rôle important à jouer pour contrer la pénurie de main-d'œuvre. Pour y arriver, il faut toutefois revoir les règles du jeu pour offrir davantage de for-

mation «à la carte», plaide la Fédération des cégeps.

Les exemples sont nombreux pour illustrer le décalage entre l'offre de cours et les besoins réels des travailleurs, a expliqué Gaétan Boucher, président-directeur général de la Fédération des

cégeps, lors d'une rencontre éditoriale avec Le Soleil cette semaine.

Prenons par exemple une inhalothérapeute formée en Roumanie qui vient d'arriver au Québec. Pour avoir le droit d'exercer sa profession ici, elle devra suivre deux cours de mise à niveau, décrète l'Ordre des inhalothérapeutes du Québec. Or, la



seule formation d'appoint disponible dans les cégeps est... une attestation d'études collégiales de 1200 heures. «L'offre à la carte n'existe pas!» déplore M. Boucher.

Le chemin vers les cégeps peut aussi être tortueux pour une employée de Desjardins, par exemple, qui a son diplôme d'études secondaires en poche et qui aimerait retourner à l'école à temps partiel. Il lui sera tout d'abord difficile de rencontrer un conseiller pédagogique en soirée. Difficile aussi de trouver une formation offerte en dehors de ses heures de travail. Si elle habite en région, il y a aussi des chances que le cours convoité ne soit même pas offert, faute d'inscriptions en nombre suffisant.

«Pourtant, considérant la pénurie de main-d'œuvre spécialisée, on ne peut pas se permettre d'en échapper», lance M. Boucher. Selon Emploi-Québec, 80 % des nouveaux emplois créés entre 2007 et 2016 exigeront une formation technique collégiale.

Des changements importants sont pour l'instant impossible à mettre en place parce que les règles d'organisation et de financement des collèges sont trop rigides, selon la Fédération des cégeps. Présentement, 11 000 personnes étudient à temps partiel dans les cégeps du Québec alors que la clientèle potentielle pour ce type de formation est évaluée à 4 millions de personnes.

«Pour y arriver, il faut changer les règles liées à l'organisation du travail et à l'administration»,

plaide M. Boucher. Le dossier est complexe puisqu'il interpelle le gouvernement et les syndicats, en plus des cégeps eux-mêmes qui doivent revoir leurs façons de faire.

«On est prêt à changer, mais encore faut-il qu'on nous en donne les moyens», dit Gaëtan Boucher, qui ne demande toutefois pas d'argent supplémentaire pour y parvenir.

Les cégeps fondent beaucoup d'espoir dans le plan d'action de la Politique gouvernementale d'éducation des adultes et de la formation continue, qui devrait être lancé au cours de l'automne. «Le monde change, il faut être en mesure de suivre. L'enjeu est très important pour le Québec», rappelle M. Boucher.

Il a été impossible hier de connaître la position de la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, à ce sujet. Au cabinet, on a indiqué que la ministre devait étudier la demande de la fédération de plus près avant de prendre position.

92 enseignants de plus cette année

Plus d'argent... et finalement plus d'enseignants. Quatre-vingt douze enseignants supplémentaires seront engagés dans les cégeps cette année grâce au réinvestissement de 75 millions \$ provenant d'Ottawa.

C'est ce qu'a indiqué en début de semaine Gaëtan Boucher, président de la Fédération des cégeps. Il s'agit d'une information que l'organisation n'avait

pu divulguer lorsque Le Soleil l'avait questionné, la semaine dernière.

Ces enseignants ne seront toutefois pas à l'œuvre directement dans les salles de classe. Ils serviront plutôt à épauler leurs collègues dans trois volets : la réussite scolaire, l'insertion professionnelle et le perfectionnement. Ces professeurs pourraient donc être appelés à faire du mentorat auprès de jeunes enseignants ou encore à venir en aide aux étudiants par le biais de différents services d'accompagnement.

Il s'agit par ailleurs de «ressources récurrentes», précise la Fédération, puisque les enseignants embauchés cette année pourront éventuellement occuper un poste permanent selon les conditions prévues à la convention collective.

Les syndicats d'enseignants — qui avaient dénoncé la semaine dernière le fait que le réinvestissement ne mènerait à aucune embauche de professeurs — demeurent sceptiques par rapport à ces chiffres et déplorent toujours que seulement 10 % du réinvestissement soit consacré à l'enseignement.

Ces nouvelles embauches viennent contredire des informations publiées lundi dans l'article intitulé «Plus d'argent et moins de profs», dont le titre était d'ailleurs erroné. On y rapportait qu'aucun nouvel enseignant ne sera embauché cette année, malgré les sommes supplémentaires pour les coffres des cégeps.

RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC : Cégep de Baie-Comeau : L'horizon s'ouvre - Mise à jour le mercredi 27 août 2008, 11 h 32

L'avenir s'annonce meilleur pour les petits cégeps en région où la clientèle scolaire est en hausse.

C'est le cas notamment au cégep de Baie-Comeau dont la clientèle s'est accrue de 10 % cet automne. Au total, 660 étudiants sont inscrits à temps plein. C'est 60 de plus que l'an dernier.

Cette augmentation se répercute dans les 10 programmes offerts. Ainsi, trois formations maintiennent leur clientèle et les sept autres l'accroissent.

La directrice du cégep, Danielle Delorme, ne cache pas sa satisfaction : « Il y a génie civil qui a carrément doublé le nombre d'inscriptions. On avait 7 étudiants l'an passé, là on en a 14. »

Mme Delorme attribue ses résultats aux efforts de recrutement mis en place par l'institution au cours des derniers mois. « Au cours des derniers mois, on a créé une équipe complète qui s'occupe de recrutement étudiant et on a aussi créé, grâce

aux transferts fédéraux, un bureau d'éducation internationale. », explique la directrice générale.

Cette année, 85 étudiants du cégep proviennent de l'extérieur de la région, dont 7 de pays étrangers.

L'abaissement des critères d'admissibilité des élèves du secondaire a aussi contribué à l'augmentation de la clientèle. Ils étaient quatre étudiants au programme d'accueil et d'intégration, l'an passé. Ils sont 17 cet automne.

RADIO-CANADA / EST DU QUÉBEC: Cégep de Sept-Îles: Tendances à la hausse - Mise à jour le lundi 25 août 2008, 16 h 15

La clientèle étudiante du cégep de Sept-Îles est en hausse de 17 %.

Cette année, le cégep comptera 720 étudiants soit seulement 30 de moins que le nombre maximal fixé à 750. Il y a à peine cinq ans, le collège comptait à peine 500 étudiants.

Le cégep a dû redoubler ses efforts de recrutement pour contrer la baisse de clientèle. Cette année, l'inscription d'une soixantaine d'étudiants

de l'île de la Réunion et de la Nouvelle-Calédonie vient couronner ces efforts.

Le directeur du cégep, Donald Bhérier, admet que ces nouveaux étudiants assurent le développement de certains programmes. « Et c'est une valeur rajoutée à la formation », note-t-il. L'intégration de cette nouvelle clientèle est assurée par la direction, mais aussi par d'autres étudiants qui

aident les nouveaux arrivants à découvrir la région.

Le cégep a pu aussi augmenter sa clientèle grâce à un assouplissement des règles d'admission. C'est un retour à ce que nous avions connu dans les années 90 lorsqu'il était possible d'être admis conditionnellement au cégep, explique Donald Bhérier.

RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-ST-JEAN : Des étudiants plus nombreux - Mise à jour le lundi 25 août 2008 à 10 h 03

Après avoir vécu plusieurs années difficiles, les cégeps de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean semblent sur la bonne voie en ce qui concerne le recrutement d'étudiants.

En effet, les établissements collégiaux enregistrent cette année une hausse du nombre d'inscriptions.

Au cégep de Saint-Félicien, une soixantaine d'étudiants supplémentaires franchiront les portes de

l'établissement, lundi, à l'occasion de la rentrée scolaire.

Le cégep d'Alma connaît également du succès avec une hausse d'environ 5 % du nombre d'étudiants. « On est comme sur une lancée et je pense que c'est dû au fait que les jeunes veulent de plus en plus des études collégiales », explique Jean Paradis, directeur général de l'établissement. Quant à lui, le cégep de Jonquière accueillera une centaine d'étudiants supplémentaires au cours des

prochains jours. Plusieurs d'entre eux viennent de l'étranger. L'établissement accueillera notamment sept étudiants de la Nouvelle-Calédonie et une quarantaine de jeunes originaires de l'île de la Réunion.

Les dirigeants des quatre cégeps du Saguenay-Lac-Saint-Jean sont unanimes pour dire que les efforts déployés depuis les dernières années ont permis à la région de demeurer compétitive dans le milieu de l'éducation.

LE SOLEIL : Rentrée collégiale : plus d'argent et moins de profs... - Le lundi 25 août 2008

Daphnée Dion-Viens, Le Soleil Québec

Cette année, les cégeps commencent l'année scolaire avec plus d'argent dans leurs coffres, gracieuseté du fédéral. Une bouffée

d'oxygène attendue depuis longtemps, mais dont la répartition des sommes ne fait pas l'unanimité puisqu'aucun nouveau prof ne sera embauché.

Dans le dernier budget provincial, Québec confirmait l'octroi au réseau collégial de 75 millions \$ supplémentaires, soit 40 % des 187 millions \$ de transferts provenant d'Ottawa. Il restait toutefois à déterminer à quoi servirait cet argent.

La ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, n'a pas encore annoncé officiellement comment les sommes seront réparties, mais ce financement additionnel se fera par l'entremise d'une entente entre chaque établissement et la ministre, a-t-on indiqué vendredi au cabinet de Mme Courchesne. Selon ce qu'il a été possible d'apprendre, ces sommes serviront à améliorer les services aux étudiants de même qu'à mettre en place des mesures pour contrer le décrochage et augmenter la réussite scolaire. Les centres d'aide à l'apprentissage, les conseillers pédagogiques, les psychologues et les autres intervenants devraient donc être plus nombreux dans les cégeps à partir de la session d'automne qui débute aujourd'hui, dans la majorité des cas. Ces fonds serviront aussi à mettre en place des mesures d'intégration pour les nouveaux professeurs et à permettre aux collègues de contribuer davantage au développement économique de leur milieu.

Mécontentement

Les syndicats d'enseignement espéraient toutefois que l'argent serve à embaucher de nouveaux professeurs. Selon la Fédération nationale des

enseignants du Québec (FNEEQ), qui représente 70 % des profs du collégial, à peine 10 % du réinvestissement sera consacré à des activités d'enseignement — pour financer des projets particuliers d'encadrement aux étudiants, par exemple.

«On est déçu, a indiqué Ronald Cameron, président de la FNEEQ. L'argent ne va pas au bon endroit. La tâche des professeurs s'est alourdie au cours des dernières années et les ressources devraient d'abord aller à l'enseignement.»

Même son de cloche de la part de la Fédération des enseignants de cégep (FEC-CSQ).

«On est indigné! a lancé son président, Mario Beauchemin. On espérait que ça viendrait donner un peu plus d'oxygène aux profs mais ce n'est pas le cas.» Les syndicats promettent d'ailleurs de tenir une journée de protestation le 5 octobre, à l'occasion de la Journée mondiale des enseignants.

Du côté de la Fédération des cégeps, on est «entièrement satisfait» de la répartition des fonds fédéraux. «Ça correspond exactement à ce qu'on demandait», a indiqué la directrice des communications, Caroline Tessier. Elle rappelle toutefois

qu'il ne s'agit que d'un pas dans la bonne direction puisque le sous-financement du réseau collégial est évalué à 305 millions \$. «On est encore loin du compte», dit-elle.

Pour expliquer le peu de ressources consacrées à l'enseignement, la Fédération affirme que ce sont les profs qui ont été les moins touchés lorsque le fédéral a sabré les transferts fédéraux en éducation postsecondaire, en 1994-1995. En 2006, un rapport évaluait à environ 10 % le manque à gagner chez les enseignants, ce qui explique la répartition actuelle, indique Mme Tessier.

Dans les rangs des étudiants, on considère aussi que l'argent supplémentaire aurait dû servir à embaucher davantage de profs. Le président de la Fédération étudiante collégiale, Xavier Lefebvre-Boucher, déplore aussi l'absence de mesures d'aide particulières pour les cégeps en région. Il doute par ailleurs que cet argent neuf fasse une différence. «Ce n'est que du saupoudrage, dit-il. On rajoute du crème sur le gâteau, mais on ne règle pas le problème de sous-financement à la base.»

LE SOLEIL : Rentrée collégiale : hausse du nombre d'étudiants - Le lundi 25 août 2008

Les cégeps font le plein de nouveaux étudiants. Comme l'an dernier, le nombre d'offres d'admission est en hausse dans les collèges de la capitale et de l'Est du Québec, avec une augmentation qui frôle les 8 %. Même des cégeps en région parviennent à déjouer le déclin démographique.

Les chiffres du Service régional d'admission au collégial de Québec (SRACQ) ne sont pas encore définitifs, mais ils permettent déjà de tracer un bon portrait de l'année à venir, indique son directeur, Guy Dumais. En date du 21 août, les offres d'admission des 15 cégeps du SRACQ étaient en hausse de 7,7 % par rapport à l'année précédente.

Les besoins en main-d'œuvre spécialisée peuvent expliquer cette hausse, avance M. Dumais. «Les jeunes comprennent qu'il faut étudier pour avoir de bons emplois», dit-il. Beaucoup d'adultes retournent aussi au collégial pour compléter des formations d'un an (attestation d'études collégiales) afin de se spécialiser davantage. L'excellent taux de placement dans les programmes techniques — qui frôle les 80 % en moyenne — contri-

bue aussi à amener plus de jeunes à prendre le chemin du cégep, ajoute-t-il.

Règles assouplies

Les règles d'admission au collégial ont aussi été assouplies, ce qui permet aux collègues d'ouvrir leurs portes à davantage d'étudiants. Dans certains cégeps, les élèves à qui il ne manque qu'un cours pour obtenir leur diplôme d'études secondaires (DES) peuvent être admis à condition qu'ils réussissent le cours manquant pendant leur première session. Cette mesure sera obligatoire pour tous les cégeps à compter de l'automne 2009, mais elle est déjà en vigueur dans plusieurs établissements cette année, indique M. Dumais.

Certains cégeps séduisent davantage que d'autres. À Québec, c'est le Cégep Limoilou qui connaît la plus forte augmentation cette année, avec une hausse de 31 % des offres d'admission. En réalité, cette augmentation se traduira par un bond de 25 % des inscriptions, estime la directrice des études, Anne Filion. Le Cégep Limoilou a créé au cours des dernières années de nouveaux programmes, très populaires auprès des jeunes : sciences humaines profil éducation, arts et lettres profil théâtre, arts plastiques et une nouvelle

technique en animation 3D. Plusieurs millions de dollars ont par ailleurs été récemment investis pour rénover le cégep, ce qui peut aussi avoir joué dans la balance, ajoute Mme Filion.

Dans l'Est du Québec, le Cégep de La Pocatière a aussi connu une importante hausse des offres d'admission, de l'ordre d'environ 20 %. L'augmentation a surtout été marquée en technique d'éducation spécialisée de même qu'en accueil et intégration, où le nombre d'étudiants a presque doublé.

Au Cégep de Baie-Comeau, le nombre d'inscriptions a aussi augmenté cette année de 10 %. Il s'agit de la première hausse enregistrée depuis quelques années. D'autres collègues connaissent toutefois des baisses. À Gaspé, le nombre d'offres d'admission a diminué de 4 %, un chiffre jugé néanmoins respectable. «On s'attendait à une diminution plus importante», note M. Dumais.

L'augmentation de la clientèle ne durera toutefois pas très longtemps. À partir de 2010, le ministère de l'Éducation prévoit une baisse du nombre d'étudiants dans les cégeps de la province, qui seront frappés à leur tour par la dénatalité.

LE QUOTIDIEN : QUEL DÉCLIN DÉMOGRAPHIQUE?: Plus de cégépiens que prévu - Le lundi 25 août 2008

Serge Lemelin, Le Quotidien
ALMA

Les cégépiens font mentir les statisticiens qui avaient prévu leur déclin démographique dans la région.

Contrairement à toutes les expectatives du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, les premiers relevés des effectifs scolaires de niveau collégial inscrits aux cours qui débutent ce matin expriment une tendance à la hausse avec près de 500 cégépiens de plus que prévu.

De Saint-Félicien à Chicoutimi en passant par Alma et Jonquière, les directions locales des collèges d'enseignement général et professionnel notent une progression qui reflète les efforts concertés de recrutement des clientèles, tant de la région qu'à l'extérieur pour leurs programmes. Bien que les inscriptions ne soient pas encore tout à fait officielles en raison des exceptions de dernière minute, la tendance s'est définitivement imposée, selon Jean Paradis, directeur général du Collège d'Alma.

"Cela fait quatre années successives que nous faisons mentir les fonctionnaires qui avaient écrit des scénarios catastrophiques pour les cégeps des régions. Quand on a vu leurs prévisions, on s'est retroussé les manches et on a travaillé ensemble dans la région pour faire connaître nos forces."

Le Collège d'Alma veut offrir à ses étudiants un "projet de vie" en plus de la qualité des programmes de formation pour les attirer. "Pendant qu'on nous prévoyait un déclin, nous, nous avons mis l'emphase sur les affaires étudiantes pour organiser toutes sortes d'activités qui les intéressent en dehors de leur formation. Pour cela, le collège a engagé une quatrième personne dans ce service. Nous recevrons deux finales provinciales, cette année, dont le Championnat national de théâtre." Les programmes exclusifs régionaux ou exclusifs provinciaux, avec ou sans contingentement, constituent aussi les fers de lance des différents cégeps et leur couleur locale. L'option musique à Alma crée un cachet particulier avec de nombreux jeunes qui sont accompagnés un peu partout sur le campus.

Le Collège d'Alma attire 1361 à la session d'automne, soit 53 de plus qu'à pareille date l'an dernier. Une douzaine des entrées supplémentaires se concentrent dans les techniques des sciences de la nature et le même nombre en sciences humaines; les autres sont répartis un peu partout.

Jonquière

Au Cégep de Jonquière, 170 étudiants de plus que les 3200 de l'an dernier franchissent les portes de l'institution cette semaine, selon la responsable des communications du collège le plus peuplé de la région, France Tremblay. En première année seulement, tous programmes confondus, ils sont 1064; 600 d'entre eux ont choisi une technique et 300 débutent leur formation préuniversitaire, tandis que les autres complètent leurs connaissances de base avant de faire un choix. Une quarantaine de jeunes proviennent de divers pays de la francophonie internationale dont la majorité de La Réunion. Les programmes continuent de faire salle comble et maintiennent des listes d'attente pour combler les départs



LE SOLEIL: Hausse du nombre d'étudiants dans les cégeps de l'Est : La Pocatière bat la marche - Le dimanche 24 août 2008

<p>Carl Thériault, Le Soleil Collaboration spéciale Rimouski</p> <p>Dans l'Est du Québec, les inscriptions sont en hausse aux Cégeps de Rivière-du-Loup et de La Pocatière et en stabilité au Cégep de Rimouski ainsi qu'à l'Université du Québec à Rimouski, selon un relevé effectué par Le Soleil.</p> <p>Le Cégep de La Pocatière bat la marche avec une hausse de près de 8 % du nombre d'inscrits, la plus importante de ces dernières années. Le nombre d'étudiants passe de 960 à 1035, une augmentation de 75 étudiants, résultat, selon Carole Juneau, agente d'information au cégep pocatois, des efforts de recrutement et des intervenants du collège pour améliorer les programmes offerts à La Pocatière et à Montmagny et des gestes comme celui de promettre avec ses partenaires régionaux du domaine de la santé des emplois aux étudiants qui s'inscrivent en soins infirmiers.</p>	<p>À Rivière-du-Loup, l'introduction du programme de techniques en soins préhospitaliers d'urgence (27 étudiants) — le seul cégep dans l'Est à offrir cette option — a favorisé une hausse de 3 % des étudiants à 1195. Le dernier nouveau programme instauré, Éducation à l'enfance, remontait à il y a 20 ans.</p> <p>La situation est stable au Cégep de Rimouski avec 2600 étudiants.</p> <p>Un ordinateur portable neuf et des logiciels sont offerts gratuitement aux élèves inscrits en informatique, électronique, foresterie et diététique.</p> <p>Partenariat profitable</p> <p>Le nombre d'inscrits au Cégep de Matane, qui comptait l'an dernier un contingent de 630 étudiants, n'était pas disponible.</p> <p>Le cégep matanais et la commission scolaire des Monts-et-Marées se sont concertés pour offrir un guichet unique en formation continue sur le territoire de la MRC de Matane pour le secteur éolien.</p> <p>«Ce partenariat entre la commission scolaire et le cégep permet de présenter aux entreprises du secteur éolien une offre de formation concertée et</p>	<p>complète qui facilitera leurs démarches relatives au recrutement et à la formation de leur main-d'œuvre. Nous contribuons ainsi de manière proactive et dynamique au positionnement de la région dans ce secteur d'activité en pleine expansion», a dit Emery Béland, directeur du Cégep de Matane.</p> <p>Il y aura à l'Université du Québec à Rimouski à peu près le même nombre d'étudiants que l'an dernier, soit quelque 5600 dont plus de 3000 à temps plein (1700 à Rimouski et près de 1300 au campus de Lévis).</p> <p>L'Université offre cet automne un nouveau programme de baccalauréat en travail social ainsi qu'un programme court de deuxième cycle en énergie éolienne.</p> <p>Les informations n'étaient pas disponibles au Cégep de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine où il y avait, l'an dernier, 1094 élèves. Pour la première fois, le cégep gaspésien offrira aux Îles-de-la-Madeleine, en visio-conférence, le cours de soins infirmiers en même temps qu'à la cohorte gaspésienne.</p>
--	--	--

LE DROIT: Hausse du nombre d'étudiants - Le vendredi 22 août 2008

<p>Caroline Barrière, Le Droit</p> <p>La rentrée s'amorce lundi et les 4800 étudiants du Cégep de l'Outaouais seront les premiers, dans la région, à retourner sur les bancs d'école cet automne.</p> <p>Ils seront également plus nombreux cette année qu'à pareille date l'année dernière où 4500 personnes étaient inscrites dans l'un des campus du Cégep.</p> <p>La direction attribue cette hausse de 6 % à la popularité de nouveaux programmes comme celui en soins pré-hospitaliers d'urgence. La première</p>	<p>cohorte de futurs paramédics comptera une vingtaine d'étudiants.</p> <p>D'autres programmes, comme les techniques d'éducation spécialisée et policières continuent toujours d'intéresser les jeunes adultes au fil des ans.</p> <p>Comme le fait remarquer Chantal Côté, conseillère en communication au Cégep de l'Outaouais, certains programmes déjà en place connaissent un regain de popularité. C'est le cas des techniques en génie civil, en hygiène dentaire, en soins infirmiers et en informatique.</p>	<p>La hausse de clientèle se traduit directement par l'embauche de dix nouveaux enseignants, ajoute Chantal Côté.</p> <p>À l'automne 2009, un nouveau programme en techniques d'inhalothérapie risque d'attirer encore plus d'étudiants.</p> <p>Le Cégep aimerait pouvoir procéder à un agrandissement de 80 000 pieds carrés de son campus Félix-Leclerc, ce qui équivaldrait à une augmentation de 35 % de sa superficie. Le projet d'environ 20 millions \$ pourrait se concrétiser lors la rentrée 2010 s'il est accepté dans les délais prescrits par le ministère de l'Éducation.</p>
---	---	---

RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC: Éducation: Formation faite sur mesure - Mise à jour le jeudi 21 août 2008, 17 h 46

<p>Le Cégep de Matane et la Commission scolaire des Monts-et-Marées ont décidé de travailler ensemble pour mieux répondre aux besoins de main-d'oeuvre du secteur éolien.</p> <p>Désormais, les dirigeants scolaires entendent travailler avec les entreprises éoliennes pour créer des formations sur mesure. « Ce n'est pas nous qui décidons de ce dont les entreprises ont besoin. C'est les entreprises qui doivent nous définir de quoi elles ont besoin. Et là, développer le programme de formation. Adapté à leur réalité », affirme le directeur général du Cégep de Matane, Emery Béland.</p>	<p>Quant au directeur général de la Commission scolaire des Monts-et-Marées, Pierre Berthelet, il estime que l'union des deux services permettra de maximiser le travail fait par son organisme et le Cégep de Matane. « Ce qu'on veut c'est être plus efficace dans le déploiement des gestes que l'on pose. Au lieu de le faire chacun de notre côté en double, c'est de le faire d'une façon plus efficace ensemble », dit-il.</p> <p>On pense que l'idée devrait apaiser les craintes de certaines entreprises, et ainsi favoriser leur installation dans la région. « Eux autres demandent qui on va avoir comme personnel, quelle formation ils</p>	<p>ont. Et là on est rendu à développer ce qu'eux autres veulent avoir. C'est un outil qu'ils voulaient avoir. Ça les intriguait beaucoup », indique Richard Godbout, de Béton provincial.</p> <p>Déjà certaines entreprises ont démontré un intérêt pour le projet. Et d'autres seront approchées au cours des prochaines semaines, entre autres lors d'un voyage d'affaires en Allemagne que fera une délégation de Matane.</p>
--	---	---

LE SOLEIL : Des retombées de plus de 30 M \$ pour Rimouski, ville étudiante - Le jeudi 21 août 2008

<p>Carl Thériault, Le Soleil Collaboration spéciale</p> 	<p><i>De gauche à droite: Éric Forest, maire de Rimouski, Bruno Beaulieu, président de Rimouski ville étudiante, Éline-Andrée Guilbaut, représentante des étudiants, Etienne Bélanger, président d'honneur de la rentrée 2008 et le recteur de l'UQAR, Michel Ringuet.</i></p> <p>Avec la fin d'août, la municipalité de Rimouski, là où le tiers de la population va à l'école (15 400 personnes sur 43 000), reprend progressivement son rythme académique habituel.</p> <p>Une situation qui génère à Rimouski des retombées de plus de 30 millions \$ et offre un emploi à quelque 2700 personnes, selon Bruno Beaulieu, président du comité de promotion Rimouski, ville</p>	<p>étudiante. «Plus d'une centaine d'entreprises s'engagent dans la réussite scolaire en permettant aux jeunes de concilier travail et études.»</p> <p>La clientèle des institutions collégiales (Cégep, Institut maritime...) et universitaire est soit stable, soit en croissance. Les cours au Cégep de Rimouski (2600 étudiants) ont débuté le 15 août.</p> <p>Nouveaux programmes</p> <p>À l'Université du Québec (UQAR), la rentrée se fera le jeudi 28 août pour à peu près le même nombre d'étudiants que l'an dernier, soit environ 5600 dont plus de 3000 à temps plein (1700 à Rimouski et près de 1300 au campus de Lévis).</p> <p>L'Université offre cet automne un nouveau programme de baccalauréat en travail social ainsi</p>
---	--	---

qu'un programme court de deuxième cycle en énergie éolienne. Au campus de Lévis, l'institution universitaire met de l'avant un nouveau cheminement coopératif dans son programme de deuxième cycle en gestion de projet. Des initiatives ont été mises sur pied pour aider les jeunes et répondre à leurs besoins. Un guide

d'accueil, appelé L'Indispensable, est offert aux nouveaux étudiants. Une vingtaine de commerçants y offrent des bons de réduction. En juin, les autorités municipales de Rimouski ont mis en place la structure du Réseau de covoiturage en ligne, qui sert depuis à créer des liens entre conducteurs et passagers.

Depuis le 19 août 2008, un tarif étudiant pour le service Taxibus, INTER-Taxibus et transport adapté est en vigueur. Ce qui n'a pas empêché Éline-Andrée Guilbault, présidente de l'Association des étudiants du Cégep de Rimouski, de réclamer un système de transport en commun par autobus.

RADIO-CANADA / CÔTE-NORD : Cégep de Baie-Comeau : Plus d'étudiants - Mise à jour le mercredi 20 août 2008, 17 h 33

Le Cégep de Baie-Comeau enregistre une hausse de sa fréquentation de plus de 10 % par rapport à l'an dernier. Ainsi, 666 étudiants se sont inscrits au Cégep cette année, comparativement à 588 à l'automne 2007. Aucun programme n'a connu de baisse de clientèle, et plusieurs, comme ceux de génie civil et de techniques infirmières, accueillent davantage d'étudiants.

Selon la directrice générale du Cégep, Danielle Delorme, cette augmentation serait entre autres due à des efforts plus soutenus de recrutement. « On a mis en place une équipe et de nouvelles activités ont eu lieu. Il y a aussi le nouveau régime d'études collégiales qui a permis à certains

étudiants du secondaire d'accéder plus facilement au niveau collégial », explique-t-elle.

Notons que depuis l'an passé, les étudiants qui ne sont pas titulaires d'un diplôme d'études secondaires peuvent maintenant être admis au cégep s'ils possèdent un diplôme d'études professionnelles et ont réussi les cours de langue d'enseignement de la 5e secondaire, de langue seconde de la 5e secondaire et de mathématique de la 4e secondaire.

Le Cégep accueille sept étudiants internationaux cette année. La direction aimerait faire progresser ce nombre en 2009, en plus de permettre aux étudiants d'ici d'effectuer des stages dans d'autres pays.

Changements en arts et lettres

Par ailleurs, le Cégep procède cette année à la refonte de son programme d'arts et lettres. L'objectif est de donner une formation axée sur la culture et la création plutôt que centrée sur les langues, comme c'est le cas actuellement. « Pour ce qui est de la création, bien on sait, le milieu culturel ici est tellement riche, à Baie-Comeau et dans la région. Je crois qu'on se doit d'offrir une formation adéquate pour les futurs créateurs », indique Danielle Delorme.

Le retour sur les bancs d'école s'est fait lundi au Cégep de Baie-Comeau.

UQAM : Suite ...

LE DEVOIR : Libre opinion - Les trois faillites de l'UQAM, par Simon Tremblay-Pepin, Membre démissionnaire du conseil d'administration de l'UQAM et étudiant au doctorat en science politique - Édition du mercredi 27 août 2008

La direction de l'UQAM fait fausse route dans sa stratégie pour se remettre de la crise financière dans laquelle elle a été jetée. En quittant maintenant mes fonctions d'administrateur de cette université, je veux dénoncer ces choix politiques et financiers qui mettent en danger mon alma mater.

Les causes réelles du désastre financier restent encore floues, malgré les enquêtes et les rapports. Certes, des membres importants de la direction ont voulu cacher des informations au conseil d'administration pour que les projets voient le jour et soient, finalement, refinancés après avoir été construits. Mais qu'est-ce qui les a poussés à mener aussi loin la dissimulation et la double comptabilité, jusqu'à ce que les projets deviennent des gouffres financiers pour l'institution?

Pourquoi ont-ils accepté de signer des contrats aussi avantageux avec les entreprises privées engagées dans le projet? Quels sont leurs liens avec ces entreprises? Ces questions relèvent d'une enquête tout autre, d'une enquête policière. Aux questions souvent posées quant aux mesures judiciaires que la direction comptait entreprendre envers ces anciens gestionnaires, les réponses ont toujours été floues et évasives. Nous apprenions tout dernièrement qu'une enquête criminelle était finalement lancée; attendons donc de voir les résultats de cette réaction tardive avant de les commenter.

La faillite communicationnelle

Dès le départ du recteur Roch Denis, la direction uqamienne, prise d'une panique compréhensible, a commencé à errer sur un tout autre terrain,

celui des communications publiques. Sentant toutes les caméras braquées sur elle, la direction a rapidement adopté une mentalité d'assiégé. Au lieu d'accepter les entrevues et de jouer à visage découvert elle laissait les «scoops» s'accumuler sans réagir. En cultivant le secret, la direction a concocté une stratégie dont les tenants et les aboutissants ne dépendaient que d'elle, de l'UQ et du ministère, sans le moindre rôle, sans la moindre participation pour la communauté uqamienne. Cette stratégie était, au mieux, un repli; au pire, un acte public de contrition et de soumission. Or, en communication la force est un enjeu déterminant. Les acteurs qui apparaissent publiquement faibles n'ont que peu de chance d'exercer une quelconque relation de force avec ceux et celles qui sont en face d'eux. La direction de l'UQAM a choisi de faire «la bonne élève» et de montrer qu'elle était capable de faire tout ce que demandait le ministère. Chaque fois, la ministre de l'Éducation avait le beau jeu de dire à l'UQAM que ses mesures étaient insuffisantes. De son côté, l'UQAM n'avait jamais déterminé ce qu'il était inacceptable de couper ou non. Son leitmotiv, soit la protection de la mission de l'université, était tellement vague qu'il n'a trompé personne; elle a dû céder sur tout.

La faillite politique

À l'échelle politique, cette stratégie se concrétisa par la mise en place des plans de redressement. Ces plans, qui fragilisaient l'institution et réduisaient son accessibilité pour les étudiants, ont été vendus avec l'argument suivant: «Si nous n'appliquons pas de plans de redressement, nous subirons la tutelle.» En d'autres mots: «Ne comptons

que sur nos propres compressions, celles imposées par les autres seraient bien trop dommageables.» Or, il est à l'UQAM des gens qui se souviennent que cette austérité n'est pas inédite et que la disette n'est pas momentanée. L'UQAM, depuis sa naissance, a des problèmes structurels de financement causés par l'attribution des ressources de la part du ministère.

Cette stratégie politique a eu pour effet d'affaiblir encore une des universités les plus pauvres au Québec. Pendant que les études démontraient les unes après les autres que l'UQAM est la championne quand il s'agit de faire beaucoup avec peu de moyens, la direction s'entêtait à sabrer chaque fois un peu plus ces moyens. Tandis que l'on voyait que le profil socio-économique des étudiants de l'UQAM les classait parmi les moins bien nantis de la province, la direction s'acharnait à accompagner les hausses de droits de scolarité du ministère par des hausses de frais afférents.

Bien entendu, quand les étudiants ont protesté contre cette stratégie avec courage, justesse et à propos, la direction a attendu cinq semaines avant de les rencontrer pour négocier, préférant plutôt leur asséner injonctions, menaces et interventions policières.

En évitant jusqu'à tout récemment une enquête et des accusations contre ses anciens gestionnaires irresponsables, en optant pour une stratégie de communication faible et sans lendemain et en choisissant de laisser dépérir l'institution tout en réprimant ceux et celles qui tentent de sauver ce qu'il en reste, la direction de l'UQAM a effectué des gestes auxquels je ne suis plus en mesure de m'associer.

LE DEVOIR: La SQ enquête sur le fiasco de l'UQAM - Édition du mardi 26 août 2008

Kathleen Lévesque

Le fiasco immobilier de l'Université du Québec à Montréal (UQAM) fait l'objet d'une enquête de la Sûreté du Québec (SQ) depuis le début de l'été.

La SQ s'est vu confier ce mandat du ministère de la Sécurité publique après que la Direction des poursuites criminelles et pénales (DPCP) eut fait l'analyse du rapport accablant du vérificateur général du Québec rendu public en juin. «Le

directeur en est venu à la conclusion que des situations dans le dossier de l'UQAM nécessitaient l'institution d'une enquête policière», a expliqué Martine Bérubé, porte-parole de la DPCP.



La gestion des projets immobiliers du Complexe des sciences et de l'îlot Voyageur et leur impact sur la situation financière de l'UQAM ont été analysés au cours de la dernière année par le vérificateur général. Au cours de son travail d'analyse, le vérificateur général avait été en contact avec la Sûreté du Québec. Ces rencontres avaient été qualifiées d'«exploratoires». Le vérificateur général a démontré la mauvaise gestion des projets de la part de l'ancien recteur Roch Denis et de ses deux collaborateurs, le vice-recteur aux ressources humaines et aux affaires

administratives, Mauro Malservisi, ainsi que le directeur des investissements, Nicolas Buono. Il a également souligné l'«attitude irrespectueuse» de ces trois dirigeants envers les instances de l'UQAM, du réseau de l'Université du Québec et du ministère de l'Éducation. De fait, les informations financières transmises ont été tronquées. De plus, l'encadrement déficient du ministère de l'Éducation sous la responsabilité politique à l'époque de Jean-Marc Fournier n'est pas étranger à ce dérapage qui risque d'atteindre le demi-milliard de dollars en 2012.

Le partenaire privé de l'UQAM dans le dossier de l'îlot Voyageur, Busac, est pointé par le vérificateur général puisque que plus le projet était coûteux plus il devenait rentable pour Busac. Ainsi, la rémunération prévue de Busac avait suivi la même courbe ascendante des coûts du projet, passant de 57,3 millions à 90 millions en quelques mois. Avec l'arrêt des travaux, le promoteur immobilier n'a finalement empoché que 26 millions jusqu'à maintenant. Des négociations sont en cours avec l'UQAM pour tenter de mettre fin aux liens contractuels.

THE GAZETTE : Cops to probe UQAM expenses : Bungled real estate development – Tuesday, August 26, 2008

A criminal investigation has been launched into bungled real estate developments at Université du Québec à Montréal.

The Sûreté du Québec investigation comes three months after Quebec auditor-general Renaud Lachance delivered a scathing report zeroing in on errors, negligence and questionable practices by three senior administrators who oversaw the Pierre Dansereau science complex and Îlot Voyageur project.

The police investigation is expected to focus on the actions of former rector Roch Denis and two of his closest associates, vice-rector Mauro Malservi-

si and investment director Nicolas Buono, alleged to have hidden key facts from the university's board of governors, faculty and staff as costs skyrocketed. In his report, Lachance said university directors had been deceived by omissions and misconduct by the three men. All three have since left the university.

Costs for redevelopment of the Voyageur bus terminal on Berri St., which is still unfinished, have soared to \$529 million from the original estimate of \$333 million in March 2005. The Pierre Dansereau science complex cost \$205 million, roughly \$100 million more than the uni-

versity had estimated. Together, the two projects are expected to push UQAM's debtload to \$500 million by 2012, prompting the university to sell off other properties, axe 30 specialized programs and boost student fees.

Last night, university official Francine Jacques said UQAM's new administration would cooperate fully with a police investigation. "Right now, UQAM is concentrating on the upcoming school year, the auditor-general's recommendations and restoring the institution's financial health."

RADIO-CANADA / MONTRÉAL : La SQ enquête - Mise à jour le lundi 25 août 2008 à 10 h 46

Après le rapport accablant du vérificateur général sur la gestion des projets immobiliers de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), le ministère de la Justice a ordonné une enquête criminelle à la Sûreté du Québec.

En juin dernier, le vérificateur faisait état de laxisme chez certains dirigeants de l'UQAM. La dette de l'établissement atteindra un demi-milliard de dollars en 2012, conséquence directe de la construction inachevée de l'Îlot voyageur.

L'opposition péquiste se réjouit de la tenue d'une enquête policière, mais elle demande aussi des explications de la part du gouvernement.

LE DEVOIR : Quatre nouveaux administrateurs nommés - Isabelle Hudon nommée au conseil d'administration de l'UQAM – Édition du vendredi 15 août 2008

Clairandrée Cauchy La présidente de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, Isabelle Hudon, veillera au chevet de l'Université du Québec à Montréal. Le conseil des ministres a en effet annoncé hier la nomination de Mme Hudon au conseil d'administration de l'UQAM, à titre de représentante du milieu socioéconomique.

Québec a aussi nommé un comptable de la firme Samson, Bélair Deloitte & Touche, Marcel J. Daoust, comme administrateur de l'UQAM. M. Daoust est conseiller d'affaires pour la firme comptable, qui agit en tant que contrôleur financier de l'UQAM depuis 2006.

Rappelons que c'est Samson, Bélair Deloitte & Touche qui avait produit l'analyse qui a conduit l'UQAM à s'aventurer dans l'aventure chaotique de l'îlot Voyageur. Dans son rapport sur les problèmes financiers et immobiliers de l'UQAM, le Vérificateur général écrivait au printemps que l'étude en question comportait de multiples «failles» et se

basait sur des hypothèses «peu réalistes sur le plan des revenus et des dépenses».

Outre Mme Hudon et M. Daoust, un administrateur d'expérience, le président du conseil d'administration de l'organisme paragouvernemental Investissement Québec, Robert Cloutier, siégera également au conseil d'administration de l'UQAM. M. Cloutier avait auparavant été à la tête de Gestion Montemurro, un grossiste en alimentation.

Le vice-recteur à la vie universitaire de l'UQAM, Robert Proulx, a aussi été nommé officiellement au conseil d'administration, en remplacement de sa prédécesseur, Danielle Laberge.

Ses trois administrateurs externes remplacent quant à eux le secrétaire général de la FTQ, René Roy, ainsi que Pierre Lampron du Groupe TVA et Jacques Girard qui présidait le comité de vérification de l'UQAM.

Ces nouveaux administrateurs feront leur entrée officielle lors de la prochaine réunion du conseil, prévue à la fin d'août.

Au cabinet de la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne, on explique avoir procédé rapidement à ces nominations afin que les nouveaux puissent prendre part aux discussions sur le plan de redressement de l'UQAM.

Au printemps, Mme Courchesne avait manifesté son souhait de résoudre l'impasse financière de l'UQAM avant la prochaine rentrée scolaire. La dernière version du plan de redressement, présentée l'hiver dernier, ne permettait pas le retour à l'équilibre au terme de l'exercice, malgré des coupes budgétaires importantes avoisinant 10 % du budget de fonctionnement de l'université. En 2011-12, l'UQAM serait toujours aux prises avec un déficit annuel de près de 25 millions.

Au cabinet de Mme Courchesne, on assure que l'échéance de septembre pour résoudre le problème est toujours dans sa mire. «Nous poursuivons dans cette voie. Nous allons laisser les nouveaux administrateurs prendre connaissance de la situation», a affirmé l'attaché de presse de la ministre, Jean-Pascal Bernier.

LA PRESSE: Démission d'un membre du conseil d'administration de l'UQAM - Le lundi 21 juillet 2008

Violaine Ballivy, La Presse Changement de garde à l'UQAM. L'un des membres de son conseil d'administration, Jacques Girard, a quitté ses fonctions au début du mois de juillet. Sa démission avait été réclamée par les représentants des syndicats au moment de la publication du rapport du vérificateur général sur les déboires financiers de l'établissement montréalais.

Jacques Girard a présidé le comité de vérification de l'UQAM du 1er juin 2005 au 31 mai 2008, quelques jours avant que le vérificateur général

ne dépose son rapport dans lequel il révélait la gestion «artisanale» de l'UQAM en matière immobilière. Renaud Lachance avait entre autres déploré que le comité de vérification n'ait «tenu aucune réunion portant sur les projets immobiliers entre l'automne 2003 et l'automne 2006».

Le recteur Claude Corbo avait réagi aux constats de M. Lachance en demandant que les membres du conseil d'administration en place à cette époque soient blanchis, mais les syndicats des chargés de cours et des professeurs avaient répliqué tout autrement en demandant la démission de M.

Girard de son poste de représentant des milieux sociaux, culturels, des affaires et du travail au CA. Révélé par Le Devoir dans son édition du week-end, le départ de M. Girard du conseil d'administration de l'UQAM aurait été confirmé aux membres du CA lors de leur dernière réunion, le 16 juillet dernier.

Le nom de M. Girard a disparu de l'organigramme du conseil d'administration présenté sur le site de l'UQAM, mis à jour le 3 juillet.

D'autres démissions bientôt

Ce départ s'inscrit dans un vaste renouvellement de l'équipe de direction de l'UQAM depuis 2006. «D'autres démissions sont à prévoir sous peu. D'ici le mois d'août, le conseil sera complètement modifié par rapport à ce qu'il était il y a deux ans», a indiqué à *La Presse* une source bien au fait du dossier.

Alain Lallier aurait annoncé son intention de quitter la présidence du conseil d'administration de l'UQAM avant la fin de son mandat, prévue pour le 1er novembre, tandis que les fauteuils de deux des quatre représentants des milieux sociaux, culturels, des affaires et du travail sont libres en ce moment. Des élections devront aussi avoir lieu

à l'automne pour remplacer Patrick Véronneau, l'un des deux délégués des étudiants, qui a quitté abruptement ses fonctions en mai dernier pour dénoncer le manque de transparence de l'équipe de direction de l'établissement. Il n'a pas été possible, hier, de joindre M. Girard ni la direction de l'UQAM.

LE DEVOIR: Gouffre financier à l'UQAM - Le v.-p. du conseil d'administration quitte le bateau - Édition du samedi et dimanche 19 et 20 juillet 2008

Alexandre Shields

Le conseil d'administration de l'Université du Québec à Montréal vient de perdre un joueur important puisque Jacques Girard, qui était jusqu'à tout récemment le président du comité de vérification, a démissionné de son poste au sein du conseil au début de juillet, selon ce qu'a appris *Le Devoir*. M. Girard, désormais ex-vice-président du conseil d'administration, y a agi à titre de président du comité de vérification du 1er juin 2005 au 31 mai dernier. Or le rapport du Vérificateur général du Québec concernant les déboires financiers de l'université montréalaise, déposé en juin, blâmait sévèrement ledit comité. Celui-ci aurait complètement failli à sa tâche dans les dossiers du Complexe des sciences Pierre-Dansereau et de l'îlot Voyageur, qui ont provoqué le naufrage financier de l'Université du Québec à Montréal (UQAM).

Le Vérificateur général soulignait notamment que le comité «n'a tenu aucune réunion portant sur les projets immobiliers entre l'automne 2003 et l'automne 2006. Pourtant, il aurait dû s'assurer que les mécanismes de contrôle étaient en place et qu'ils étaient efficaces, et il aurait dû surveiller

la gestion des risques». Le comité, composé de trois personnes, était d'ailleurs nommé parmi les «principaux facteurs» responsables des pertes occasionnées, en raison notamment d'erreurs de prévisions de revenus et de dépassements de coûts.

Il n'a pas été possible d'obtenir les commentaires de Jacques Girard hier. Une source bien au fait du dossier s'est cependant dite convaincue que sa démission était liée aux conclusions du rapport du Vérificateur général. «Il aurait été un peu malaisé qu'il se présente au prochain conseil d'administration, en août, après que tout le monde eut pris connaissance des conclusions du rapport du Vérificateur», a expliqué cette personne.

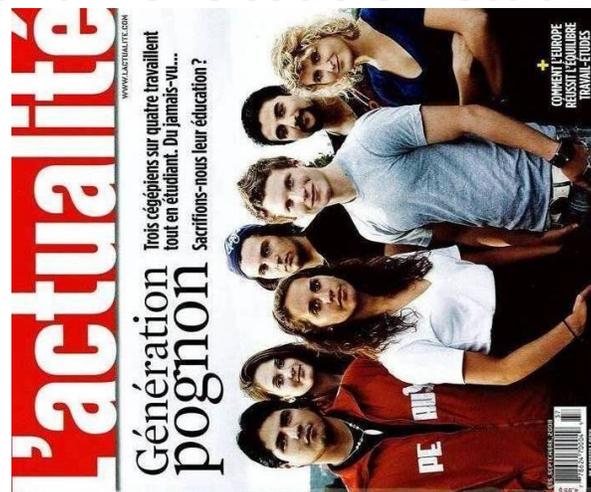
Cette nouvelle démission au sein du conseil d'administration viendrait mettre à mal la thèse défendue par certains acteurs de ce scandale financier qui estimaient qu'ils n'étaient pas au courant du gouffre qui se creusait. «La thèse de base, c'était: "On ne pouvait pas le savoir." Ils nous disaient: "On a fait tout ce qu'on pouvait", mais on sait maintenant que ce n'est pas vrai», a poursuivi cette source.

Cette personne a en outre indiqué que d'autres démissions devraient survenir sous peu au sein du conseil d'administration de l'UQAM. Son président, Alain Lallier, aurait déjà fait savoir qu'il entendait tirer sa révérence sous peu. Ce dernier a fait partie du comité de vérification blâmé par le Vérificateur général. Il n'a toutefois pas été possible de confirmer l'information auprès du principal intéressé hier. Celui-ci termine normalement son mandat en novembre prochain.

Le Syndicat des professeurs et professeures de l'UQAM avait réclamé la démission de M. Girard à la mi-juin, à la suite de la publication du rapport. «[Les membres du conseil de vérification] n'ont pas assumé leur rôle, ce serait la moindre des choses qu'ils s'éclipsent», avait en outre déclaré le président du Syndicat des chargés de cours, Guy Dufresne. Une position défendue par les quatre syndicats de l'établissement.

Jacques Girard a été le premier président-directeur général de Montréal International, de 1996 à 2003. Il a également présidé le CHUM, le conseil d'administration de la Chambre de commerce du Québec et le groupe Quebecor.

L'ACTUALITÉ : Génération pognon : 3 cégépiens sur 4 travaillent tout en étudiant



Génération pognon

Trois cégepiens sur quatre travaillent tout en étudiant. Du jamais-vu. Y sacrifions-nous une génération? Oui, dit le sociologue québécois Jacques Roy dans un essai détonnant à paraître cet automne.

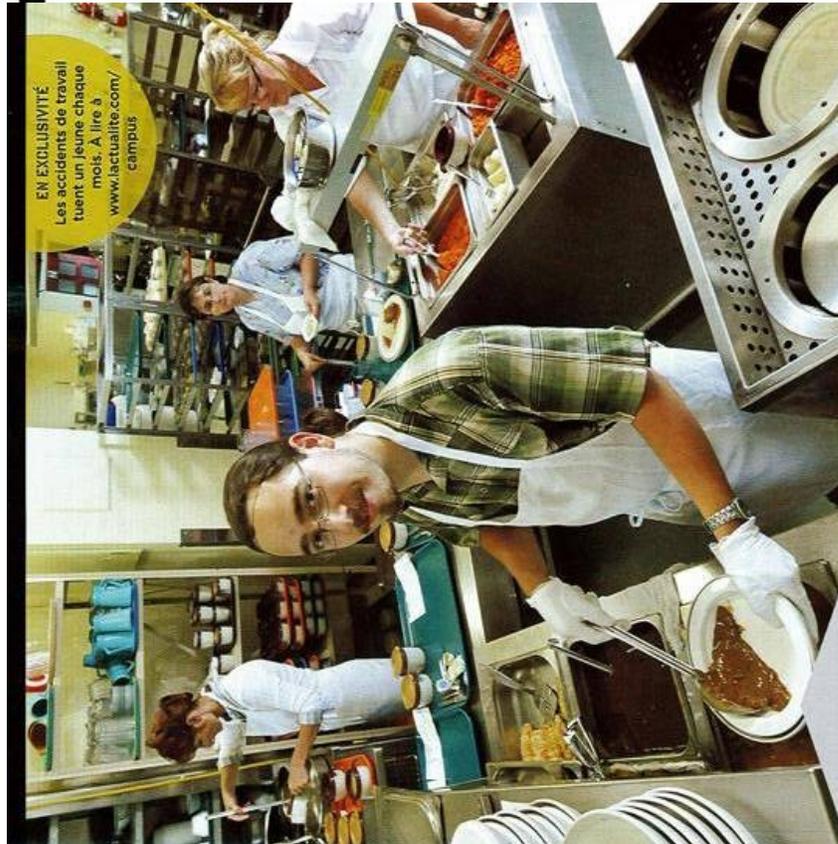
par Isabelle Grégoire



C'est une évolution radicale qui est passée presque inaperçue. Depuis le milieu des années 1970, le nombre de cégepiens qui travaillent tout en étudiant à plein temps a quadruplé (il a grimpé de 17 % à 72 %), et ceux-ci accordent désormais plus de temps à leur emploi (17 heures par semaine en moyenne) qu'à l'étude à la maison (12 heures). Au total, les jeunes boulonnent donc aujourd'hui 50 heures par semaine. Et dorment de moins en moins. Cet emploi du temps surchargé préoccupe le sociologue Jacques Roy. Lui-même professeur au cégep de Sainte-Foy, à Québec, il analyse depuis 2001 l'influence des facteurs sociaux sur la réussite scolaire des cégepiens — de leurs systèmes de passant par leurs conditions socioéconomiques. Auteur principal (avec Josée Bouchard et Marie-Anne Turcotte) d'une vaste étude sur la conciliation travail-études au collégial, déposée en juin au ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Jacques Roy publiera également cet automne un essai sur le sujet, intitulé *Entre la classe et les Mcjobs: Portrait d'une génération de cégepiens et de leurs valeurs* (Presses de l'Université Laval). Selon le sociologue, une réflexion collective doit s'engager d'urgence — tant du côté du réseau collégial que des parents, des employeurs et des

cégepiens — pour revenir à un meilleur équilibre. La société québécoise est en contradiction avec elle-même, souligne Jacques Roy. « Alors qu'elle mise sur la réussite scolaire du plus grand nombre, elle fait preuve d'un grand laxisme en ce qui concerne le travail rémunéré des étudiants, qui peut pourtant compromettre leur succès. » Pour améliorer la situation, le sociologue propose plusieurs pistes de solutions. Les parents doivent soutenir davantage leurs jeunes — à la fois financièrement et moralement. Les entreprises doivent mettre la pédale douce en ce qui a trait aux heures de travail qu'elles demandent aux étudiants. Et par-dessus tout, le réseau de l'éducation doit faire contrepoids au discours ambiant, axé sur la consommation. « Quand les cégeps permettent aux étudiants d'adapter leur horaire de cours en fonction des besoins de leur employeur, ça revient à leur dire que l'économie marchande prime le savoir. Au contraire, il faut répéter aux cégepiens que leur première job, c'est d'étudier! »

20 L'ACTUALITÉ 15 SEPTEMBRE 2008



EN EXCLUSIVITÉ
Les accidents de travail tuent un jeune chaque mois. À lire à www.lactualite.com/campus

CE QU'EN PENSENT LES QUÉBÉCOIS

➔ Au Québec, 7 cégepiens sur 10 ont un emploi qui exige en moyenne 17 heures de travail par semaine. Diriez-vous que...

C'est une bonne chose, car cela les responsabilise 50 %
Ils ont besoin de ça pour vivre ou pour payer leurs études 33 %
Ce n'est pas une bonne chose, car cela nuit à leurs études 16 %

➔ Le gouvernement devrait-il limiter le nombre d'heures de travail des jeunes de moins de 16 ans?

Oui 68 %
Non 30 %

Mathieu Bellerive, 21 ans, au travail dans les cuisines du Centre hospitalier Saint-Jean, à Macamic, en Abitibi-Témiscamingue. « Pendant les premiers trimestres, j'ai échoué des cours à cause de la surcharge de travail et de la fatigue. » (Voir « Gagner sa croûte », p. 28.)

15 SEPTEMBRE 2008 L'ACTUALITÉ 21



des nœuds sans tête et ne dorment plus que 7 heures et 15 minutes par nuit, au lieu de 8 heures, comme il y a 20 ans. La plupart des Québécois croient les cégepiens paresseux, alors qu'on a plutôt affaire à des workaholics.

Comment cela joue-t-il sur leur santé et leur rendement scolaire?

— Même si la majorité des cégepiens se disent bien dans leur peau et contents de travailler, le stress fait partie intégrante de leur quotidien. Ils sont continuellement pressés par le temps, parce qu'ils ont du mal à concilier le travail et les études. Le risque de décrochage dans ces conditions touche environ un étudiant sur dix.

Plus globalement, cela représente-t-il des risques pour la société québécoise?

— Oui, parce qu'on est en totale contradiction avec nos aspirations collectives

en faveur de la réussite scolaire. La plus belle illustration en est la période des fêtes de fin d'année. Pendant les deux premières semaines de décembre, les magasins recrutent massivement des étudiants et demandent à ceux qu'ils emploient déjà de faire du « 9 à 9 », payé à taux majoré de moitié. Alors que ceux-ci sont dans une période cruciale d'examen et de remise de travaux. Si on voulait éliminer les étudiants qui sont déjà à risque, on ne trouverait pas de meilleure solution!

C'est le triomphe de la société de consommation sur celle du savoir.

Le Québec est pourtant dans la moyenne au pays pour le travail des 15-24 ans.

— Oui, mais je déplore qu'au Québec il n'y ait aucun discours qui fasse contre-poids à cette culture anglo-saxonne du travail. En Belgique, par exemple, l'horaire des cours est organisé de façon telle que les jeunes ne peuvent pas travailler. L'État

des cégepiens sont devenus accros du boulot; faut-il s'en inquiéter?

— En soi, le travail rémunéré n'est pas un ennemi de la réussite scolaire. À faible dose, il peut être un facteur d'engagement envers les études et permettre aux étudiants d'acquiescer des aptitudes complémentaires à ce qu'ils apprennent au cégep. Mais à partir de 20 à 25 heures de travail par semaine, ceux-ci risquent de devenir fatigués, démotivés et de ne plus pouvoir faire face à leurs obligations scolaires.

Actuellement, les cégepiens travaillent en moyenne 17 heures par semaine, alors qu'ils n'en consacrent que 12 à l'étude à la maison. En ajoutant les cours, cela donne des semaines de 50 heures. Résultat: ils courent comme

Et si on s'inspirait des Européens?

Les Québécois ne sont pas les seuls à se soucier du nombre d'heures travaillées par certains étudiants. Deux pays européens ont même mis en place des mesures pour inciter les jeunes à donner la priorité à leurs études: de généreuses aides fiscales... à certaines conditions.

En Suède, où les études postsecondaires sont gratuites, les étudiants ont droit à des prêts jusqu'à l'âge de 50 ans! À la fin de leur scolarité, ils doivent rembourser l'État

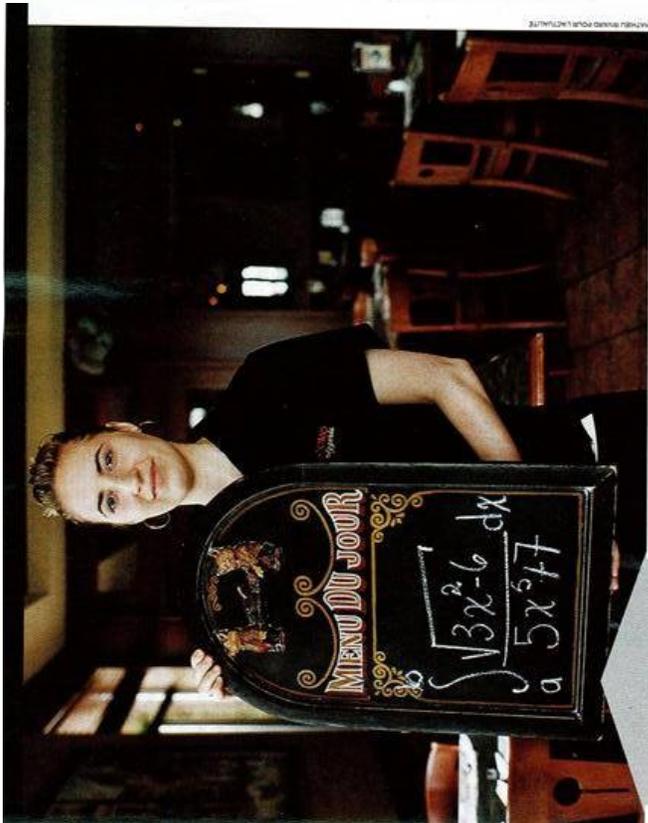
sur une période maximale de 25 ans ou avant leur 60^e anniversaire. Trop beau pour être vrai? Il y a effectivement deux conditions: afin d'y avoir droit, l'étudiant doit obtenir des résultats scolaires suffisants et toucher un revenu annuel inférieur à 10 000 dollars pendant ses études, ce qui freine l'ardeur au travail. L'an dernier, 20 % des étudiants auraient ainsi été privés de l'aide de l'État, selon Frederick Aller, premier secrétaire de l'ambassade de Suède à Ottawa.

De son côté, la Belgique cesse de verser les allocations familiales destinées aux étudiants de 18 à 25 ans lorsque ceux-ci travaillent plus de 240 heures par trimestre. Ces sommes allouées mensuellement sont accordées par l'État à titre d'aide financière servant à couvrir les droits de scolarité des jeunes. Dans certains cas, les étudiants de plus de 16 ans peuvent toucher eux-mêmes ces allocations.

Une telle mesure serait-elle possible au Québec? Facile, répond l'économiste Pierre Fortin. Le gouvernement fédéral, dit-il, répertorie déjà les données nécessaires pour vérifier le nombre d'heures que les étudiants passent au travail.

Pas si simple, rétorque Claude Montmarquette. D'abord, il faudrait affronter la grogne des Québécois, qui résistent souvent aux changements. Il faudrait leur présenter des arguments solides pour expliquer l'initiative. «Et le ministère du Revenu n'embarquerait jamais là-dedans!» croit l'économiste. Sans compter le problème de la cueillette des données... La bonne parole des étudiants ne le convainc pas. «On ne peut pas seulement se baser sur ce que les gens nous disent. S'ils savent qu'ils ne peuvent travailler que 10 heures par semaine, ils vont nous répondre 10 heures. Sans parler des travailleurs au noir et de ceux qui cumulent plusieurs emplois.»

Marie Vastel



Stéphanie Morneau, 19 ans, travaille 15 heures par semaine comme aide-serveuse dans une pizzeria à Montréal, en plus de donner trois heures de cours de mathématiques. «Pour rester en forme, je dors au moins huit heures par nuit.» (Voir «Travailler pour étudier», p. 29.)

et les familles les soutiennent. Il faut cesser de considérer le travail des jeunes comme une fatalité.

Pourquoi travaillent-ils autant?

— Parce qu'ils désirent être autonomes financièrement... et ne pas avoir à discuter avec leurs parents lorsqu'ils veulent s'acheter quelque chose. Par ailleurs, les cégepiens adhèrent à l'idéologie productiviste nord-américaine sans la contester; ils ne sont distincts ni des autres Canadiens ni des Américains. Et puis, ces

LE PALMARÈS DU TRAVAIL

Pourcentage des étudiants de l'OCDE âgés de 15 à 24 ans qui travaillaient en 2006

Belgique	5 %
France	14 %
Suède	19 %
Union européenne des 15	23 %
OCDE	25 %
États-Unis	34 %
Royaume-Uni	35 %
Canada	42 %
Pays-Bas	57 %

Le Canada se classe au sixième rang des pays de l'OCDE pour le nombre de jeunes qui travaillent le plus pendant leurs études.

emplois, ils les apprécient. Beaucoup estiment que leur boulot contribue à leur développement personnel — sens des responsabilités, communication avec le public, organisation... — tout en leur procurant un lieu de socialisation.

La multiplication des emplois atypiques favorise également l'embauche des étudiants, la majorité d'entre eux occupant un petit boulot à temps partiel, sans protection syndicale, au salaire minimum, dans le secteur des ventes et de la restauration. Des «McJobs»!

Les cégepiens souhaitent être autonomes; pourtant, les «Tangy» sont plus nombreux qu'il y a 30 ans...

— Il est vrai que la majorité d'entre eux (70 %) habitent chez leurs parents. Mais pour ceux qui vivent en appartement, il s'agit de survie. Un cégepien sur cinq travaille pour des raisons de subsistance. Dans leur cas, les prêts et bourses ne peuvent pas répondre à certains besoins de base, en particulier pour ceux qui



Des étudiants belges flânent devant le qual aux Herbes à Gand.

ALAN BOURGEOIS / ALAMY



Québec, des étudiants ratent leurs cours parce qu'ils travaillent trop et gèrent mal leur emploi du temps; ils consacrent plus d'heures au travail qu'aux études. J'en vois régulièrement qui arrivent en classe épuisés, démotivés, parce qu'ils sont dans une perpétuelle course contre la montre. Et rédigent leurs travaux durant la nuit, faute de temps. Pourquoi leurs parents n'interviennent-ils pas? Ils devraient être plus attentifs aux signes de fatigue, de lassitude, de dépression chez leurs jeunes. Ça nous aiderait énormément!

Il faut revenir à un équilibre et à un certain encadrement pour que le temps consacré aux études soit plus important. Sans tomber dans l'excès inverse — comme en France, par exemple, où les étudiants se sentent étouffés par leurs parents —, les Québécois devraient soutenir davantage leurs enfants. Trop souvent, ils ont peu de contacts avec eux ou considèrent que les jeunes doivent se débrouiller comme jadis ils l'ont fait eux-mêmes. Alors que plus de solidarité intergénérationnelle serait la bienvenue!

Le réseau collégial a également un rôle à jouer pour rejoindre les parents. À quel-ques exceptions près, les cégeps n'ont pas vraiment réfléchi à la manière de leur faire mettre la main à la pâte. Ils se privent ainsi d'une force extraordinaire.

LES « SALLES DE SAVOIR » DE RONA

Transformer les anciens — et désormais illégaux — fumoirs en « salles de savoir »: c'est l'une des idées de la chaîne de magasins Rona pour favoriser la conciliation travail-études chez ses employés étudiants. « Les salles de savoir sont des pièces où l'on peut se retirer pour étudier ou lire dans le calme, explique Eric Méthot, directeur principal du programme Personnes et culture de l'entreprise. Pour l'instant, le changement n'a été fait que dans quelques magasins. L'entreprise offre également des bourses d'études « progressives » pour encourager les jeunes à persévérer dans leurs études. À la seule condition que ceux-ci aient terminé leur année scolaire (peu importe leurs notes), ils peuvent obtenir jusqu'à 300 \$ durant leur première année dans 700 \$ la troisième. Une somme totale de 50 000 \$ leur a ainsi été versée en 2007. Rona s'engage, par ailleurs, à ne pas faire travailler les étudiants plus de 15 à 20 heures par semaine durant l'année scolaire.

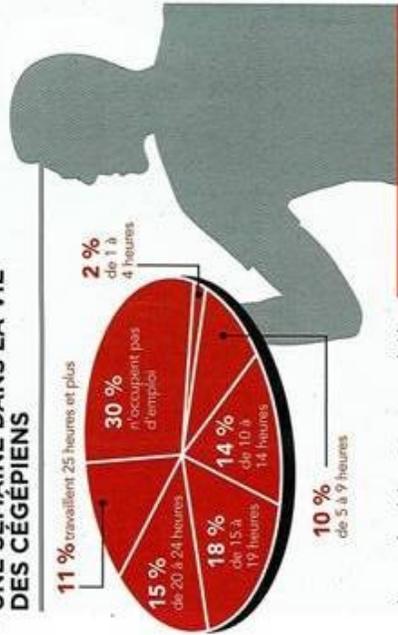
employeur. Accepter ça revient à dire aux étudiants que l'économie marchande prime le savoir. Alors qu'on contraire il faut leur répéter que leur première job, c'est d'étudier! Si les établissements d'enseignement ne tiennent pas ce discours, qui le fera?

L'État devrait-il également intervenir?
— L'État devrait établir les règles du jeu pour civiliser cette jungle-là. Quitte à imposer des amendes aux employeurs récalcitrants. Il faudrait également encourager les entreprises à imaginer des moyens pour favoriser la conciliation travail-études. Certains commencent à s'attaquer au problème — comme la chaîne de magasins Rona (voir l'encadré ci-contre) —, mais c'est encore rare.

Et les parents dans tout ça?
— Nos travaux montrent que leur soutien moral et financier a une incidence réelle sur la persévérance et la réussite des étudiants. Mais la plupart des parents de cégepiens l'ignorent! Ils s'imaginent que ça se fait tout seul, qu'ils n'ont plus à intervenir. Chaque jour, pourtant, au



UNE SEMAINE DANS LA VIE DES CÉGÉPIENS



La plupart des Québécois croient les cégepiens paresseux, alors qu'on a plutôt affaire à des workaholics.

viennent des régions. D'autant que l'aide financière du ministère de l'Éducation est réduite en fonction des revenus tirés du travail — une pénalité que beaucoup d'étudiants trouvent injuste.

Quant aux autres, c'est surtout pour s'offrir un certain luxe — cellulaire, voiture, voyages...?

— Deux mythes faussent la réalité. Ce n'est pas vrai que les étudiants sont au bout du rouleau sur le plan financier — même si les associations étudiantes jouent parfois la carte du misérabilisme. Mais c'est tout aussi faux de dire qu'ils sont « gras dur » au point d'avoir tous une voiture. La réalité se trouve entre les deux. Les cégepiens veulent participer à la société de consommation, et travaillent pour augmenter leur confort et leur qualité de vie pendant leur parcours scolaire. Mais ils ont des moyens limités. Leur endettement ne cesse d'ailleurs de progresser.

Les garycons, plus à risque en ce qui concerne le décrochage, pâtissent-ils plus que les filles du fait de travailler?

— Ils ont tendance à être plus ténérines; ils sont plus nombreux à travailler 25 heures et plus par semaine et à accepter de le faire de nuit — deux facteurs contre-indiqués pour la réussite scolaire. Leur motivation aussi n'est pas toujours la même. Les filles vont davantage sur le marché du travail pour acquiescer de l'expérience et développer leur sens des responsabilités. Chez les garycons, l'accès à la consommation et au divertissement est une source de motivation plus importante.

Que faire pour rendre la vie des uns et des autres plus équilibrée?

— D'abord, il faut que les cégeps se réveille! Chacun, dans son milieu respectif, devrait sensibiliser les employeurs à l'importance de la réussite scolaire des étudiants qu'ils embauchent. Et négocier des ententes avec eux pour établir des conditions minimales de travail — par exemple décider qu'aucun étudiant ne fera plus de 15 heures par semaine. Parce que les jeunes ne sont pas assez forts pour dire non à l'employeur qui leur demande de travailler plus. De telles initiatives commencent à apparaître dans certaines régions, mais ça demeure très timide. Il ne faut cependant pas sous-estimer les difficultés: les employeurs des étudiants sont dispersés dans de petites structures, ce qui rend la concertation plus difficile. Par ailleurs, le potentiel de collaboration entre les employeurs et les cégeps peut varier selon les milieux: la réalité est très différente selon qu'on soit à Saguenay ou à Montréal.

Les cégeps devraient également se demander s'il est judicieux de permettre aux étudiants d'adapter leur horaire de cours en fonction des besoins de leur

Travail+études= Conflits d'horaires? Donne-toi une chance!

Étudie où tu veux et quand ça te plait en suivant un cours au Cégep@distance

APPELLE-NOUS OU INFORME-TOI, APRÈS D'UN AIDE PÉDAGOGIQUE DE TON CÉGEP

DEC

- Sciences humaines
- Techniques de comptabilité et de gestion

AEC

- Assurance de dommages des particuliers
- Comptabilité
- Techniques d'éducation à l'enfance

INSCRIPTION EN TOUT TEMPS

514 884-5664, poste 71
1 800 660-6400, poste 71
info@cegep@distance.ca
www.cegep@distance.ca/71

cégep@distance
ÉLARGISSEZ VOS HORIZONS

Eva Dubuc-April, 18 ans, travaille 20 heures par semaine dans une boutique à Québec, en plus de la cinquantaine d'heures qu'elle consacre à ses études. « C'est très difficile de tout gérer. Mais à mon âge, je n'ai pas le goût de demander de l'argent à mes parents pour aller au cinéma. » (Voir « Pas d'autre choix », p. 28.)

LE QUÉBEC: 4^E RANG
Pourcentage des étudiants à temps plein âgés de 15 à 24 ans qui travaillaient durant l'année scolaire 2004-2005

Canada	38,9 %
Alberta	44,3 %
Manitoba	43,0 %
Saskatchewan	40,4 %
Québec	39,8 %
Ontario	39,3 %
Nouvelle-Écosse	38,5 %
Île-du-Prince-Édouard	36,8 %
Colombie-Britannique	33,8 %
Nouveau-Brunswick	32,9 %
Terre-Neuve-et-Labrador	23,0 %

➔ Les élèves du secondaire forment la cohorte la plus importante. Ils travaillent moins que les cégepiens, ce qui explique cette moyenne de 39,8 % par rapport à la moyenne globale de 72 % citée en début d'article.

Mathieu Bellerive



Technologie du génie civil
Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue, Rouyn-Noranda

Gagner sa croûte

Préposé à l'entretien ménager, à l'alimentation, à la vaisselle et à la distribution du café sur les étages, gardien de sécurité de soir ou de nuit... Drôlement polyvalent, Mathieu Bellerive !

Employé du Centre hospitalier Saint-Jean, à Macamic, en Abitibi-Témiscamingue, depuis quatre ans, ce cégépien de 21 ans boulotte de 16 à 20 heures par semaine durant l'année scolaire, et à plein temps au cours des vacances. Pour un salaire horaire d'environ 16 \$.

Si Maxime travaille, c'est pour gagner sa croûte. Originaire de Macamic, il vit en appartement à Rouyn-Noranda, à une heure de route, pendant l'année scolaire. Ses parents lui versent une allocation mensuelle, mais celle-ci ne suffit pas à payer son loyer, son épicerie et sa voiture — indispensable pour se rendre à son travail.

Son horaire chargé n'a pas été sans conséquence sur son parcours scolaire : Mathieu entame cet automne sa cinquième année en technologie du génie civil au cégep de l'Abitibi-Témiscamingue. Ce qui correspond en réalité à la troisième et dernière année de son programme. « Pendant les premiers trimestres, j'ai échoué à des cours à cause de la surcharge de travail et de la fatigue, raconte-t-il. J'étais au bord de la dépression, mais j'ai fini par reprendre du poil de la bête en réduisant mes heures de travail et en me consacrant davantage à mes études. Je ne voulais pas abandonner le cégep, car j'ai une carrière en vue : j'ai hâte d'être technicien en génie civil et de travailler sur les chantiers de construction. Et je pourrai

enfin profiter de mes soirées et de mes fins de semaine ! »

Eva Dubuc-April



Techniques de travail social
Cégep de Sainte-Foy

Pas d'autre choix

« J'étais exténuée, morte, épuisée. » Eva Dubuc-April, 18 ans, ne manque pas de synonymes pour décrire son état durant son dernier trimestre. Inscrite en techniques de travail social au cégep de Sainte-Foy, elle a démarré ses études collégiales sur les chapeaux de roues en raison d'un emploi du temps surchargé.

En plus des 32,5 heures de cours (comprenant de 2 à 4 heures de bénévolat obligatoire) et des 15 à 20 heures allouées à l'étude à la maison, Eva travaillait 20 heures par semaine dans une boutique de vêtements de sport de luxe (payée 9 \$ l'heure, plus 1 % de commission).

« C'a été très difficile de gérer à la fois l'école, le travail et mes responsabilités vis-à-vis de ma famille, raconte-t-elle. Je ne dormais jamais plus de cinq ou six heures par nuit. Même si j'ai de la facilité à l'école, mes notes s'en sont ressenties. »

Eva ne souhaite pourtant abandonner ni ses études — sa priorité — ni son emploi, qu'elle estime indispensable pour payer sorties, vêtements, livres scolaires et voyages. Elle entreprend donc son troisième trimestre au même rythme, entre le cégep et la boutique, où elle a également travaillé à temps plein cet été.

« Même si je vis chez mes parents, je n'ai pas d'autre choix que d'agir ainsi, dit-elle. A mon âge, je n'ai pas le goût de quémander de l'argent à mon père et à ma mère pour aller au cinéma ou au resto. Et je veux faire autre chose dans la vie que dormir et travailler ! »

Stéphanie Morneau



Finissante en sciences pures
Cégep André-Laurendeau, Montréal
Entre en première année de mathématiques à l'Université de Montréal cet automne

Travailler pour étudier

Stéphanie Morneau, 19 ans, a une discipline de fer. Lorsque ses amies l'appellent pour sortir alors qu'elle doit étudier, rien n'y fait : elle ne se laisse pas tenter. Elle a d'ailleurs réussi son DEC en sciences pures au cégep André-Laurendeau, à Montréal (arrondissement de LaSalle), en deux ans, avec des notes qui lui ont valu une bourse de l'Université de Montréal, où elle entre en mathématiques cet automne.

Et pourtant, Stéphanie ne passe pas tout son temps dans les livres. Depuis sa 5^e secondaire, elle est aide-serveuse dans une pizzeria 15 heures par semaine (payée environ 14 \$ l'heure : salaire minimum plus pourboires) et en consacre 3 autres à donner des cours de maths. « Nous sommes cinq enfants dans la famille. C'est normal que chacun fasse sa part ! » Stéphanie assume tous ses droits de scolarité, paie son transport en commun et ses repas à l'école. Et économise pour l'université.

« J'ai été stressée durant l'année scolaire parce que j'avais peur de ne pas pouvoir rendre mes travaux à temps, dit-elle. Mais j'y suis toujours arrivée. Pour rester en forme, je dors au moins huit heures par nuit. » Elle s'autorise aussi quelques sorties avec ses amis. « Je me gâte quand même un peu ! » Faut de temps, elle a toutefois délaissé le sport durant ses études collégiales. « Comme je cours tout le temps à mon travail, ça compense ! »

LE DEVOIR: Dossier: rentrée scolaire 2008

LE DEVOIR: Dossier: rentrée scolaire 2008 – Édition du samedi et du dimanche 16 et 17 août 2008

Et si les ados restaient sur leurs bancs d'école...: "Il faudra combler d'ici 2012 environ 700.000 emplois"

Normand Thériault

Les «100 000 emplois» de Robert Bourassa, ceux qui permettent à un libéral d'accéder au pouvoir il y a de cela une génération, sont de retour. Mais, cette fois-ci, coûteront-ils au premier ministre en poste, celui qui de «bleu» devint «rouge», sa réélection? Car si ces «100 000 emplois» existent toujours, ils ne sont pas de nos jours à créer, mais à combler: le Québec serait en effet à l'aube d'une période qui sera marquée par un manque de main-d'oeuvre.

On constatera peut-être bientôt qu'il est plus facile de trouver des capitaux, pour construire des Baie-James et autres ouvrages hydroélectriques, que de rendre disponibles pour le marché du travail des personnes ayant atteint un niveau d'études suffisant, donc capables d'occuper des

postes ou d'accomplir des tâches qui nécessitent pour leur exécution une formation spécialisée.

En 2008, le fléau qui menacerait le Québec ne serait plus le chômage, mais un défaut de compétences!

En cette veille de rentrée scolaire, tout indique que, pour le monde de l'éducation, cette année 2008 demeurera ce qu'elle fut jusqu'à ce jour d'août, soit fort calme. Point de grands dossiers, de litiges qui divisent les partenaires, qu'ils soient professionnels, syndicaux, fonctionnaires ou politiques. Bien sûr, la ministre en poste aura à trouver une formule accommodante qui permettra la poursuite des réformes en cours, tout en trouvant un moyen de combler tous ceux et toutes celles en manque d'un document officiel où seraient quantifiées les notes et dont la lecture serait facile: il ne faut pas oublier que l'opposition en poste, ici l'ADQ, a fait du bulletin un cheval de

bataille, une façon de faire l'apologie de l'école traditionnelle.

Mais la réforme devrait survivre: elle a ses défenseurs. Comme l'indique une spécialiste de la chose pédagogique, «si le nouveau programme a donné lieu à plusieurs récriminations de la part des professeurs et des parents, c'est souvent parce qu'il a été mal expliqué et mal compris». Selon Joséphine Mukamura, professeure au département de pédagogie de l'Université de Sherbrooke et responsable de la formation des futurs enseignants du secondaire, tout retour à ce qui prévalait il y a quelques années serait en fait malheureux. Les Québécois auront donc à vivre dans un monde où le maître-mot sera toujours «compétences».

Heureux millions

Autre objet de litiges, en fait, le sujet récurrent: l'argent. Mais le fédéral est venu à la rescousse



des gouvernants québécois avec un transfert financier. Et le gouvernement s'est ainsi trouvé un allié en la personne du président de la Fédération des cégeps, dont les établissements ont vu tomber 40 millions dans leurs escarcelles. Et pour Gaëtan Boucher, Québec n'est pas à blâmer pour les 140 millions de dollars manquants: «Il faut que le gouvernement fédéral investisse davantage dans l'enseignement post-secondaire. Nous allons appuyer toutes les tentatives du gouvernement Charest afin de convaincre le fédéral qu'il doit agir et en faire plus.» Pour d'autres jours, donc, toutes les discussions portant sur l'intrusion (directe ou indirecte) dans les champs de compétence des provinces!

Il ne resterait donc plus qu'à régler le problème du «mouton noir» qui se promène dans le paysage universitaire: Michelle Courchesne annoncera au début de septembre le sort qu'elle réserve à cette UQAM toujours aux prises avec un déficit budgétaire qui met en péril l'établissement montréalais. Peut-être découvrirons-nous alors que plus d'une université, et non des moindres en nombre d'étudiants et par la taille de leur budget, a aussi mal vécu en temps de régime minceur découlant de politiques budgétaires qui imposent un déficit zéro aux divers États. Ce dossier du financement, même si les divers intervenants se

tiennent présentement cois, devrait dans un avenir prochain rebondir. À suivre...

Dangereux décrochage

Mais là où il y a un réel problème, c'est dans l'incapacité démontrée qu'a le système scolaire à maintenir en état de scolarisation une jeunesse qui semble n'avoir d'autre souci que celui de ne rien faire. Statistiquement, il est impressionnant d'entendre que près de 40 % des jeunes Québécoises et Québécois se retrouvent un jour ou l'autre inscrits dans une démarche qui mène à l'obtention du premier diplôme universitaire, à savoir le baccalauréat.

Une autre statistique est toutefois moins reluisante: un jeune sur quatre «décroche» avant d'avoir complété ses études secondaires. Les représentants syndicaux veulent agir dans ce dossier. Réjean Parent, le président de la Centrale des syndicats du Québec, veut renverser l'actuelle tendance: «Deux sur trois réussissent très bien leur cheminement scolaire, et le problème se pose pour un élève sur trois. Pour ceux-ci, les recettes qu'on a appliquées au cours des dernières années n'ont pas donné les effets escomptés. On parle maintenant de décrochage pour un élève sur quatre, ce qui représente une baisse par rapport aux États généraux.» Et, dans la foulée, d'expliquer que l'école, même pour ceux dont c'est la

principale source de revenus, à savoir ici en premier lieu les profs, n'est plus un endroit convivial. À entendre les divers intervenants, là -- et ce «là» recouvre tout ce qui s'appelle décrochage -- est le drame qui frappe le monde québécois de l'éducation: il manque ac-tuellement au Québec 100 000 personnes pour combler des postes bien rémunérés, mais qui exigent des candidats potentiels un niveau certain de connaissances et de compétence. Et ce n'est pas fini, car, parlant d'avenir, Gaëtan Boucher souligne ceci: «Selon Emploi Québec, il faudra combler d'ici 2012 environ 700 000 emplois, dont la grande majorité seront des emplois de technicien et de technologue qui exigeront un diplôme d'études collégiales en formation technique.» Et si l'on sait qu'il ne se trouve par année que 150 000 personnes inscrites au niveau collégial, le déficit appréhendé en main-d'œuvre est énorme: les programmes de retour en classe ou de formation continue le combleront-ils? Une année tranquille que 2008, disions-nous. À moins que ça ne soit qu'illusion: en arriverons-nous à ce moment où les responsables sociaux souhaiteront que la récession annoncée devienne réalité, cachant alors les défauts, et les travaux, d'une société dite «avancée»?

Syndicalisme - La lutte contre le décrochage scolaire s'intensifie: "Il est nécessaire de faire de l'éducation une priorité nationale"

Réginald Harvey

La Centrale des syndicats du Québec (CSQ) a visité les régions pour cerner les points de vue des syndicats affiliés sur les dossiers majeurs en éducation. Les élèves du secondaire accusent toujours des retards inquiétants dans l'obtention de leur diplôme. Et, pendant ce temps, les élèves en difficulté continuent d'être intégrés tant bien que mal dans des classes où ils complexifient grandement la tâche des enseignants.

À l'exception de la Haute-Côte-Nord et de l'Outaouais, les Rendez-vous de l'éducation 2008 ont couvert tout le territoire pour trouver des pistes de solution aux grands problèmes qui continueront de se poser cette année.

Le président de la CSQ, Réjean Parent, décrit ces rencontres: «L'accueil a été chaleureux et les échanges se sont avérés fructueux. Les gens ont besoin de parler d'éducation et ils l'ont fait. Le tout a pris différentes formes: à certains endroits, c'est le personnel d'encadrement qui a pris la parole, en d'autres lieux, ce sont les parents et le milieu communautaire qui se sont exprimés. Chacune des régions a organisé cela selon sa couleur, ce qui a servi à dégager quelques éléments-clés qui ressortaient partout.»

Il les identifie: «Dans un premier temps, on a parlé de faciliter les conditions d'éducation de qualité tout au long de la vie. Deux points forts sont ressortis pour dispenser un service de qualité, soit celui du nombre d'élèves par classe, qui est apparu à la grandeur du territoire comme une priorité à traiter, et celui des élèves en difficulté, autour duquel les préoccupations se sont montrées unanimes lors des 12 échanges.»

Au collégial, il dégage un des sujets majeurs débattus: «Dans le contexte de l'éducation tout au long de la vie, les échanges ont porté sur la possibilité de fréquenter à temps partiel les établissements collégiaux. On peut aller sur la lune, mais le fait de fréquenter un cégep tout en étant au travail, pour parfaire ses qualifications ou son instruction dans le but d'accéder à des emplois plus prometteurs, semble poser un défi majeur. Plusieurs croient que le collège doit faire preuve

d'une meilleure adaptation pour recevoir ce genre de clientèle.»

Il conclut ses propos en se penchant sur le thème central des discussions qui ont eu cours: «C'est la nécessité de faire de l'éducation une priorité nationale qui passe par une valorisation des personnels. Les gens ont besoin de considération et le taux de désertion professionnelle est trop fort.»

Plus de diplômés

Réjean Parent pose une réflexion sur le taux de décrochage élevé: «Au cours de la tournée, on disait que l'école québécoise fonctionne pour deux élèves sur trois. Il faut donc faire attention quand on tient un discours catastrophiste voulant qu'on soit en train de sacrifier toute une génération. Remettons quelque peu les pendules à l'heure. Un instant, s'il vous plaît! Deux sur trois réussissent très bien leur cheminement scolaire, et le problème se pose pour un élève sur trois. Pour ceux-ci, les recettes qu'on a appliquées au cours des dernières années n'ont pas donné les effets escomptés. On parle maintenant de décrochage pour un élève sur quatre, ce qui représente une baisse par rapport aux États généraux.»

Il situe le problème dans ce contexte: «Il faut mettre cette situation en lien avec une société du savoir vers laquelle on se dirige: ce qui va nous rendre concurrentiels à l'échelle de la planète, c'est le savoir, ce sont les technologies de l'information et c'est la valeur ajoutée. Tout cela va demander une qualification plus grande et l'acquisition de connaissances plus pointues. On doit prendre conscience que le secteur manufacturier est en chute libre au Québec. Notamment du côté des ressources naturelles, comme la forêt, il va y avoir moins d'emplois, d'où l'importance d'avoir une jeunesse bien instruite et qualifiée qui sera en mesure de relever d'autres défis. On dit déjà, dans le moment, qu'il y a au Québec plus de 100 000 emplois inoccupés, faute d'une main-d'œuvre qualifiée. Face à cette réalité, le Québec n'a pas les moyens d'avoir un élève sur quatre qui décroche et un élève sur trois qui tarde à obtenir son diplôme d'études secondaires avant 20 ans. Dans ce sens-là, il est bon de tenir une commission parlementaire sur cette question cet automne et

que cela devienne une préoccupation de l'Assemblée nationale.» Le temps est venu de trouver les bonnes solutions pour hausser le pourcentage des diplômés à tous les paliers du système scolaire.

La FSE et les élèves en difficulté

Manon Bernard a succédé, le 1er juillet dernier, à Johanne Fortier au poste de présidente de la Fédération des syndicats de l'enseignement (FSE-CSQ). Ayant conduit une carrière d'enseignante au primaire en adaptation scolaire, elle est bien consciente que l'un des dossiers majeurs sur lesquels elle devra se pencher est celui des élèves en difficulté: «Comme fédération, on avait mis comme priorité sur la place publique de fixer des balises et des limites à l'intégration. On a toujours dit qu'on n'était pas contre celle-ci, au contraire, mais qu'on voulait qu'elle se produise selon des règles à fixer.» Elle enchaîne: «On avait fondé beaucoup d'espoir sur le plan d'action annoncé par la ministre en juin; le discours était très intéressant, mais les actions concrètes nous ont vraiment laissés sur notre appétit.»

Bien des questions sont demeurées sans réponse, et la FSE entend relancer le débat: «On s'était livré à une consultation auprès des enseignants et on possède un bon portrait de la situation. Les enseignants ont validé des orientations qui ont été rendues publiques. On a véritablement une base solide sur laquelle on peut travailler.» La Fédération est bien outillée et entend faire bouger les choses en priorité sur ce plan.

La FSE poursuivra ses interventions pour corriger les lacunes repérées dans la réforme ou le nouveau pédagogie en 2008-2009; il y a des irritants, et des correctifs doivent être apportés: «Tel est le cas de la révision des programmes», assure Mme Bernard. De même, les évaluations continuent de causer des problèmes. De plus, la vigilance sera de mise relativement aux modalités d'application du nouveau programme d'éthique et de culture religieuses qui entrera en vigueur en septembre. La Fédération complètera en parallèle une recherche en profondeur, déjà amorcée, sur les conditions d'exercice des enseignants de la formation professionnelle.

Collaborateur du Devoir

L'affectation des transferts fédéraux inquiète les syndicats: Une journée mondiale des enseignants "pour manifester vraiment notre désaccord"

Réginald Harvey

Les syndicats du collégial demeurent inquiets au sujet de l'affectation des sommes provenant de transferts fédéraux d'argent. Dans les universités, ils veulent avoir leur mot à dire et exercer leur influence dans tout le débat sur la gouvernance qui remue les établissements de haut savoir.

Ronald Cameron, président de la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ-CSN), dépeint les transferts d'argent comme le fil conducteur de la rentrée au collégial: «C'est un fait et la coalition des syndicats le reconnaît: le gouvernement a dirigé tout l'argent du fédéral vers les cégeps et les universités; ils se partageront dans une proportion de 40 % et 60 % les 180 millions de dollars obtenus.»

Voilà un pas en avant franchi, même si cette somme demeure insuffisante pour répondre aux réels besoins dans les deux cas. Il indique quelles sont maintenant les revendications syndicales: «La ventilation d'argent, avons-nous appris à la toute fin de la dernière session, a été consentie uniquement grâce à une entente avec la Fédération des cégeps. Il n'y a que 10 % des sommes, ce qui n'est tout de même pas insignifiant, qui seront investies pour les enseignants. Toutefois, ces derniers assument tout de même les services de première ligne dans de tels établissements. Je me demande si, dans les hôpitaux, les infirmières et les médecins représentent seulement 10 % des coûts? Ça me surprendrait.»

Universités - Le baccalauréat vaut-il encore quelque chose ? : En 2006, 38,8% des jeunes Québécois âgés de moins de 30 ans accédaient au baccalauréat

Claire Harvey

Depuis quelques années, la qualité des baccalauréats des universités québécoises fait couler beaucoup d'encre. Qu'en est-il réellement? Deux expertes tiennent des propos rassurants.

Internationalisation de la formation et de la recherche, diversification des sources de financement, contribution accrue à la prospérité économique, etc. Selon Hélène David, vice-rectrice adjointe aux études à l'Université de Montréal, au cours des dernières années, les universités québécoises ont connu des transformations importantes. «Ces transformations se traduisent notamment par l'intégration des étudiants étrangers et la mobilité croissante des étudiants et des professeurs.»

Ces changements se manifestent, en plus, par une collaboration accrue avec le secteur privé, notamment en ce qui a trait à la recherche subventionnée et à la mise sur pied d'une multitude de cours axés sur les besoins du marché. À cela s'ajoutent de nouveaux modes de reddition de comptes centrés sur des indicateurs quantitatifs qui exercent beaucoup de pression sur les gestionnaires des universités. C'est le cas de la réussite scolaire et du taux d'obtention des diplômes par établissement, qui ne témoignent pas nécessairement de la qualité de la formation.

Des budgets anémiques

Parallèlement, les finances des universités sont dans le rouge. Selon une récente étude du Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO), les universités subissent depuis plus de 10 ans un sous-financement chronique. Ce sous-financement, évalué à 375 millions de dollars en 2002, s'élevait à plus de 450 millions en 2007.

Dans un avis remis à la ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) et rendu public le

8 mai dernier, le Conseil supérieur de l'éducation (CSE) souligne que les établissements québécois disposent d'un fonds de fonctionnement général par étudiant qui est inférieur d'environ 1000 dollars à celui de la moyenne des universités canadiennes. Ce sous-financement se reflète dans des ratios étudiants-professeur généralement plus élevés au Québec qu'ailleurs au Canada. «Non seulement cette situation a des conséquences néfastes sur la qualité de l'encadrement, mais elle place les universités dans une position concurrentielle difficile lorsqu'il s'agit de recruter les meilleurs étudiants et les meilleurs professeurs», note l'organisme.

Rehausser la scolarisation...

Dans cet avis, le CSE nous apprend aussi que les universités peuvent se féliciter d'avoir contribué à rehausser la scolarisation au Québec. Il signale que 25,4 % de la population québécoise âgée de 20 à 24 ans fréquentait une université en 2006, comparativement à 17,9 % en 1990. Le Québec est même parvenu à atteindre en 2006 les objectifs de scolarisation qu'il s'était fixés pour 2010 concernant l'accès à la maîtrise et au doctorat. Ainsi, 38,8 % des jeunes âgés de moins de 30 ans accédaient au baccalauréat, 11,8 % des Québécois de tout âge, à la maîtrise, et 3,1 %, au doctorat.

La tourmente universitaire

Selon Ronald Cameron, le milieu universitaire est toujours marqué au fer rouge par les difficultés administratives qu'a connues l'UQAM. Il en résulte toute une remise en question de la gestion de ces établissements: «Pour ce qui est des transferts fédéraux, les universités savent de quels montants elles peuvent disposer. Quant au soutien que le gouvernement pourrait leur apporter, notamment dans le cas de l'UQAM, celui-ci est lié

à une réflexion qui se poursuit sur la gouvernance des universités. Il y a des messages très clairs qui sont transmis par la ministre Courchesne et qui vont dans le sens d'une modification du conseil d'administration.»

Dans le cas des établissements de santé, Claude Castonguay recommandait lui aussi de modifier les conseils pour y introduire plus de gens de l'extérieur en lien avec le secteur privé: «L'idée, c'est d'avoir une expertise des entreprises privées dans les établissements publics et parapublics. À l'UQAM, la participation des personnels est importante depuis toujours dans la gestion, ça veut dire que des chargés de cours, des étudiants et des profs pourraient être impliqués. Il est très clair que cette approche envoie un très mauvais message aux personnels en place.»

Il pose ce bémol sur une situation déplorable: «Les sommes qui ont été dilapidées à l'Université du Québec, c'est une chose, mais s'il y a des gens qui ont le souci de la pérennité de leurs établissements, ce sont bien ces personnels. Une grosse bataille s'annonce, car le cas de l'UQAM est un cas type, et l'ensemble des autres composantes, en particulier du réseau de l'UQ, va être associé à ces discussions sur la gouvernance et la composition des conseils d'administration au cours de la prochaine année. Pour les chargés de cours, c'est le gros dossier, car les négociations sont à peu près terminées partout.»

Rehausser la scolarisation...

Malgré ces avancées, le CSE estime que des efforts supplémentaires doivent être faits. Il remarque l'écart croissant entre les femmes et les hommes qui ont accès au baccalauréat. Il déplore également le faible accès à l'université des étudiants venant d'une famille à faible revenu ou dont les parents n'ont pas de formation universitaire. Enfin, il fait état du manque de persévérance des étudiants à temps partiel pour parvenir à l'obtention du diplôme.

... au détriment de la qualité ?

Dans ce contexte, les universités ne seraient-elles pas susceptibles d'être tentées de diminuer leurs

exigences pour remettre un diplôme au plus grand nombre d'étudiants possible? «Accessibilité au baccalauréat et qualité de la formation ne s'opposent pas, affirme Nicole Boutin, présidente du CSE. Dans notre rapport sur l'état et les besoins de l'éducation pour 2003-2004, les étudiants consultés ont tous porté un jugement favorable sur la qualité de leur formation et sur les exigences des universités.»

Mme Boutin en veut aussi pour preuve les résultats de l'enquête «La relance à l'université (promotion 2005)». Menée par le MELS, cette enquête vise à déterminer la situation des personnes diplômées à l'université, environ 20 mois après l'obtention du diplôme. En janvier 2007, 88,6 % des personnes qui avaient obtenu un baccalauréat travaillaient à temps plein. Parmi celles-ci, 81 % travaillaient dans un domaine lié à leurs études et, de ce nombre, près de 95 % étaient satisfaites de leur formation.

D'autres facteurs amènent également le CSE à être confiant. «Au Québec, les programmes sont évalués par les instances départementales des universités, qui font appel à des experts externes. La Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ) intervient aussi dans ce processus en faisant l'évaluation transversale de l'offre de formation universitaire. Conjointement avec le MELS, elle participe également à l'analyse des nouveaux programmes de formation. Par ailleurs, tous les programmes faisant partie des conditions d'admission aux ordres professionnels sont évalués par ceux-ci. À cela s'ajoute le regard des organismes d'agrément canadiens et pancanadiens. Ces mécanismes attestent que les programmes suivent l'évolution de la science et continuent à s'améliorer.»

Une question de talent

Comment se fait-il alors que des personnes réussissent à obtenir un diplôme, mais sans pouvoir écrire dans un français convenable? «La qualité de

la langue pose un défi, explique Mme Boutin. Les étudiants n'ont pas tous les mêmes talents ni le même bagage.» Même son de cloche de la part de Mme David. «Autrefois, seule l'élite fréquentait l'université. Aujourd'hui, grâce à la démocratisation des études supérieures, ce n'est plus le cas. Les universités prévoient des mécanismes pour aider les étudiants les moins doués.»

Si certains départements semblent donner facilement leur diplôme, d'autres sont très exigeants. «Dans les programmes contingentés, on refuse

cinq fois plus de candidats que l'on en accepte, ajoute Mme David. Les étudiants doivent donner le meilleur d'eux-mêmes pour réussir. D'autres programmes accueillent une clientèle diversifiée. Les étudiants très brillants compléteront une maîtrise ou un doctorat; d'autres se contenteront d'un baccalauréat. La société s'en portera beaucoup mieux. Il est souhaitable d'avoir davantage de personnes diplômées dans une société dont la survie repose sur le savoir.»

Et de conclure Mme David: «Les critères d'embauche des professeurs n'ont jamais été aussi élevés. Auparavant, lorsqu'on détenait une maîtrise, on pouvait enseigner à l'université. Aujourd'hui, il faut un doctorat ou un post-doctorat. Même les chargés de cours ont souvent un doctorat. Il est impossible que des personnes archiformées enseignent n'importe quoi au baccalauréat.»

Collaboratrice du Devoir

Secondaire - Bienvenue à l'école « utile »: Le nouveau programme en cours d'implantation vise à donner aux jeunes les moyens de passer à l'action et de faire évoluer le monde qui les entoure

Laurence Martin

À quoi ça sert, un diplôme d'études secondaires (DES)? À doter les jeunes d'une série d'outils dont ils se serviront tout au long de leur vie. Trois professeures spécialisées en sciences de l'éducation nous expliquent plus en détail ce nouveau programme aux visées très ambitieuses.

Définir les caractéristiques spécifiques du secondaire n'a jamais été chose facile, et encore moins ces dernières années, avec l'arrivée de la réforme scolaire. «La réforme a sans aucun doute amené une plus grande continuité entre le programme de formation du primaire et celui du secondaire», explique Hélène Hensler, professeure au département de pédagogie de l'Université de Sherbrooke.

«Les compétences générales que l'on veut développer chez les élèves sont souvent les mêmes entre les deux niveaux d'enseignement», fait également remarquer Louise Lafortune, professeure au département des sciences de l'éducation de l'UQTR et porte-parole du Réseau pour l'avancement de l'éducation au Québec (RAEQ). Difficile, donc, de délimiter les «frontières» du secondaire.

«En mathématiques, par exemple, on retrouve les mêmes trois énoncés de compétences, à quelques nuances près, en première année qu'en secondaire 1», poursuit Mme Lafortune. Dans les deux cas, les jeunes développent, entre autres, la compétence intitulée «Résoudre une situation-problème», mais à un niveau de difficulté différent. «En première année, si un jeune a à construire une maquette, il la fera avec des formes géométriques simples et des approximations de grandeurs, alors qu'au secondaire on lui demandera des mesures très précises et peut-être même de faire appel à des notions de trigonométrie.»

Le secondaire possède tout de même ses particularités. «Pour la première fois, les élèves ont affaire à des spécialistes disciplinaires et ils ne retrouvent plus le même professeur en maths qu'en français», explique Mme Lafortune. Le secondaire marque ainsi un passage important dans la responsabilisation des élèves, car ils apprennent à gérer leur emploi du temps scolaire et à s'organiser.

La fin du secondaire marque aussi une première étape-clé dans l'orientation future des jeunes. À partir de la troisième secondaire, les élèves qui suivent le parcours de formation générale commencent à choisir des cours à option (espagnol, sciences et technologies, cinéma, etc.). D'autres optent carrément pour un parcours de formation axé sur l'emploi qui les mènera vers le marché du travail.

Former des jeunes connaisseurs et compétents

Le cœur du nouveau programme de formation a un nom: la fameuse «approche par compétence»,

celle qui a créé bien des remous depuis le début de l'implantation de la réforme scolaire au secondaire, en 2005. Pour Joséphine Mukamura, professeure au département de pédagogie de l'Université de Sherbrooke et responsable de la formation des futurs enseignants du secondaire, «si le nouveau programme a donné lieu à plusieurs récriminations de la part des professeurs et des parents, c'est souvent parce qu'il a été mal expliqué et mal compris.»

Une des grandes incompréhensions a été que l'approche par compétence amènerait l'évacuation des connaissances fondamentales. Par exemple, certains craignent que mettre l'accent sur les compétences pourrait nuire à l'apprentissage de notions de base, notamment en français. «C'est bien mal comprendre le concept de compétence, qui peut se définir comme le fait de savoir agir en contexte et qui oblige forcément les élèves à utiliser leurs connaissances», remarque Mme Mukamura. Comme elle l'explique, si vous avez une compétence qui s'intitule «Lire et apprécier des textes variés», il est bien évident que les élèves doivent être capables de maîtriser plusieurs notions de base en français (en lecture, en vocabulaire, en grammaire, etc.) s'ils veulent être à même d'apprécier les textes étudiés.

«Placer l'accent sur les compétences, c'est, au fond, permettre aux jeunes de mobiliser et de mettre en pratique leurs connaissances», ajoute-t-elle.

Un programme plus interdisciplinaire, plus ancré dans la réalité

Cette mise en pratique, elle passe notamment par l'élaboration de projets interdisciplinaires qui demandent aux jeunes d'établir des ponts entre les différentes matières étudiées. Mme Mukamura donne l'exemple d'un professeur de mathématiques qui, au lieu de donner un cours «traditionnel» sur le calcul des surfaces et des volumes, demanderait plutôt à ses élèves d'élaborer un projet spécial en lien avec la géométrie.

«Si un professeur propose aux jeunes d'élaborer un plan d'aménagement paysager, par exemple, il fait appel à leurs connaissances en mathématiques mais aussi à celles en arts plastiques (s'ils doivent démontrer une créativité artistique) et en économie (s'ils ont à élaborer un budget pour l'aménagement)», explique-t-elle.

Grâce à cette approche, les élèves appliquent à des situations réalistes et concrètes les connaissances qu'ils ont acquises en cours. «C'est fini, le temps où les jeunes apprenaient pour apprendre; aujourd'hui, on leur montre comment se servir des savoirs acquis à l'école dans la vie de tous les jours», ajoute Mme Mukamura.

C'est extrêmement stimulant pour les élèves, surtout pour ceux qui avaient, au départ, des problèmes de motivation. «Avec les nombreux cas de décrochage au secondaire, la contextualisation des connaissances se révèle aussi être une façon d'intéresser davantage les jeunes à l'école»,

explique Mme Hensler, également professeure au département de pédagogie de l'Université de Sherbrooke.

Former les acteurs de demain

En classe, les élèves sont amenés à participer activement à l'élaboration des divers projets. «Pas question qu'ils restent passifs en face du professeur; les jeunes ont des savoirs, nous voulons leur montrer comment les utiliser», précise Mme Mukamura. Le secondaire marque en cela une étape importante dans l'apprentissage de l'autonomie et de la responsabilisation. «Ultimement, nous voulons développer chez les jeunes un pouvoir d'action, celui qui leur permettra de faire évoluer la société de demain», ajoute-t-elle.

Le nouveau programme met d'ailleurs l'accent sur des compétences qui visent à préparer le mieux possible les jeunes à la vie adulte: les élèves doivent se donner des méthodes de travail efficaces, exercer un jugement critique, gérer de l'information, s'ouvrir au monde, etc.

Les élèves du secondaire sont aussi amenés à se questionner sur de grandes problématiques en lien avec différentes sphères de leur existence, présente ou future: la santé, les médias, l'environnement et la consommation, la citoyenneté et le vivre-ensemble, l'orientation et l'entrepreneuriat.

Quelques réserves tout de même

Les trois professeures en sciences de l'éducation reconnaissent que le nouveau programme n'est pas parfait. Mme Hensler fait remarquer, entre autres, le danger de vouloir à la fois renforcer la culture générale des élèves et développer, chez eux, un très grand nombre de compétences. «Élaborer des projets prend du temps, et c'est bien évidemment plus rapide d'apprendre aux jeunes à calculer la surface d'un cercle que de leur proposer de créer tout un plan d'aménagement paysager», explique-t-elle.

«Mais ce programme amène une coche de plus et, si l'on veut mettre en Œuvre des projets significatifs pour les élèves, peut-être cela impliquera quelques sacrifices au niveau de l'ampleur des connaissances apprises, ajoute-t-elle. D'ailleurs, l'école n'a plus pour rôle de transmettre une formation encyclopédique aux élèves, d'autant plus qu'ils sont envahis aujourd'hui, entre autres grâce à Internet, par une tonne d'information à laquelle la génération d'avant avait peu ou pas accès.» Sans aucun doute, la réforme veut s'adapter aux réalités du XXI^e siècle.

Mme Lafortune croit, elle, que si beaucoup de parents ont exprimé leurs réserves quant au nouveau programme, c'est parce qu'ils le regardent en fonction de ce qu'ils ont appris, eux, au secondaire. «Nos jeunes peuvent sembler être moins bons sur certains aspects, mais on oublie de considérer tout ce qu'ils ont appris aujourd'hui que nous, on ne savait pas», précise-t-elle.

Collaboratrice du Devoir

Enseigner le français au niveau primaire - Créativité et autonomie ont autant d'importance que la connaissance de la langue: "Maintenant l'élève doit être évalué en fonction du moment où il est rendu dans ses apprentissages au moment du bulletin"

Martine Letarte

Lorsqu'on entend parler de l'enseignement primaire, c'est souvent lors de débats sur les pourcentages dans le bulletin ou encore sur la pertinence d'évaluer les compétences transversales. Mais si nous laissons tomber le contenant pour regarder le contenu? En matière d'objectifs, sommes-nous plus ou moins exigeants qu'auparavant envers les élèves du primaire?

Difficile à établir si les exigences imposées aux élèves lors de l'enseignement du français sont plus lourdes maintenant qu'autrefois, selon Micheline-Joanne Durand, professeure à la faculté des sciences de l'éducation de l'Université de Montréal. «En fait, c'est la façon d'aborder les connaissances qui a beaucoup changé. Les objectifs, que ce soit par rapport à l'accord des participes passés ou à la compréhension de textes, demeurent les mêmes. Toutefois, ce qui est nouveau, c'est qu'on demande aux élèves de réinvestir leurs apprentissages dans différents contextes», explique-t-elle.

Maryse Dubois, enseignante à l'école primaire Pie-XII, à Repentigny, est bien d'accord. Chaque jour de classe, elle doit avoir en tête cette idée de réinvestissement des connaissances acquises.

«Avant, lorsqu'on apprenait la règle du participe passé avec être, on faisait une feuille d'exercice complète là-dessus et on passait à autre chose. Or, souvent, lorsqu'on arrivait dans des compositions écrites, on ne mettait même pas la règle en application. Maintenant, l'élève voit la règle et fait différents travaux d'écriture où l'enseignant vérifiera qu'il la maîtrise bien et est capable de la mettre en pratique dans différentes situations», explique-t-elle.

Même chose avec la compréhension d'un texte. «Avant, pour être connaissant, l'élève devait lire le texte et répondre aux questionnaires. Maintenant, pour être compétent, il doit aussi être en mesure de réinvestir l'information lue dans des tâches complexes, comme une activité d'écriture, une présentation orale ou la résolution d'un problème mathématique», explique Mme Durand, également chercheuse dans le domaine de l'évaluation des compétences et des apprentissages.

Du concret

Formation préuniversitaire au collégial - Le processus d'évaluation des apprentissages au collégial est bien implanté: "Le grand défi est de rendre les étudiants aptes à entreprendre des études universitaires dans des domaines multiples

Brigitte Saint-Pierre

Les cégeps, qui ont fêté l'an dernier leurs 40 ans, constituent l'une des grandes particularités du système d'enseignement québécois. Quels sont les principaux apprentissages que les étudiants doivent y faire pour être fin prêts à entrer à l'université? Coup d'oeil sur la formation préuniversitaire au collégial.

«Le grand défi des programmes préuniversitaires, c'est de développer chez les étudiants les compétences qui vont les rendre aptes à s'attaquer à des formations universitaires, dans des domaines multiples», dit François Dauphin, directeur des études au Collège de Maisonneuve, qui évoque par exemple les capacités de communiquer sa pensée et d'utiliser les technologies de l'information. «On essaie de développer la capacité citoyenne des jeunes», mentionne-t-il par ailleurs.

Outre les apprentissages disciplinaires spécifiques, la formation préuniversitaire au collégial permet aux étudiants de développer des compétences qu'ils ont commencé à acquérir plus tôt dans leur

cheminement scolaire. «C'est un processus», dit M. Dauphin. La maîtrise de la langue peut par exemple s'accroître d'un niveau d'enseignement à l'autre. «C'est une question de niveau, de profondeur dans l'approche», affirme Maurice Senneville, directeur des études et des services aux étudiants au Collège de Bois-de-Boulogne, en parlant de la différence entre le secondaire et le collégial.

Les étudiants du collège acquièrent par ailleurs des aptitudes méthodologiques et des aptitudes en recherche documentaire, indique Chantal Gariépy, adjointe à la direction des études et des services aux étudiants au Collège de Bois-de-Boulogne.

Ce que l'État demande
Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec (MELS) détermine les objectifs et les normes à atteindre pour les différents programmes collégiaux, dont la formation générale. Les cours de français ou d'anglais, langue d'enseignement et littérature, de langue seconde, de philosophie et d'éducation physique, font partie

de moyenne de ses différents travaux ou additionner des résultats de différents tests qui ont eu lieu au cours de l'étape. Ainsi, si l'élève a pris toute une étape pour comprendre ce qu'on lui montrait, il ne devrait pas être désavantagé par rapport à un élève qui aurait compris tout de suite. L'important, c'est qu'il ait fini par comprendre», indique Micheline-Joanne Durand. Toutefois, il semble que ce ne soient pas tous les enseignants qui mettent en pratique cette politique, a remarqué la chercheuse lors d'études qu'elle a menées sur le terrain. «La méthode d'évaluation change vraiment d'un enseignant à l'autre. Il y a beaucoup de confusion aussi qui s'est créée avec, notamment, le retour de la moyenne de classe, qui est bien différente de la moyenne d'un élève au cours de l'étape», explique-t-elle.

Un grand investissement des professeurs
Si, en matière d'évaluation, les pratiques varient beaucoup d'un enseignant à un autre, il en est de même pour les activités réalisées en classe. Certains suivent les grands principes de la réforme, alors que d'autres ne le font pas du tout. «Ce qui se passe dans une classe a toujours beaucoup dépendu de l'enseignant, mais, depuis la réforme, les différences sont plus évidentes. Certains enseignants suivent les manuels et, lorsqu'ils arrivent à des propositions de projet, ils sautent à la page suivante. D'autres professeurs s'inspirent des projets proposés pour les adapter aux élèves de la classe», indique Mme Durand. Il est bien évident que tous ces projets ou situations d'apprentissage, qui incluent souvent des éléments d'actualité et différents outils comme Internet, exigent beaucoup d'investissement personnel de la part des professeurs.

«Ça, c'est certain, indique Mme Dubois. Toutefois, lorsqu'on se donne la peine de travailler à partir de situations d'apprentissage, on voit vraiment les résultats auprès des élèves plus turbulents qui ont besoin de bouger et pour qui l'enseignement traditionnel fonctionne moins bien. Pour un enseignant, voir ces élèves aux problèmes de comportement enfin concentrés et allumés par des projets représente une belle victoire.»

Collaboratrice du Devoir

Le droit d'y aller à son rythme
Grand changement également dans le domaine de l'évaluation: les élèves ne devraient désormais plus être pénalisés s'ils ont mis plus de temps que d'autres à comprendre ce qui était demandé. «Maintenant, l'élève doit être évalué en fonction d'où il est rendu dans ses apprentissages au moment du bulletin. L'enseignant ne devrait pas

faire de moyenne de ses différents travaux ou additionner des résultats de différents tests qui ont eu lieu au cours de l'étape. Ainsi, si l'élève a pris toute une étape pour comprendre ce qu'on lui montrait, il ne devrait pas être désavantagé par rapport à un élève qui aurait compris tout de suite. L'important, c'est qu'il ait fini par comprendre», indique Micheline-Joanne Durand. Toutefois, il semble que ce ne soient pas tous les enseignants qui mettent en pratique cette politique, a remarqué la chercheuse lors d'études qu'elle a menées sur le terrain. «La méthode d'évaluation change vraiment d'un enseignant à l'autre. Il y a beaucoup de confusion aussi qui s'est créée avec, notamment, le retour de la moyenne de classe, qui est bien différente de la moyenne d'un élève au cours de l'étape», explique-t-elle.

Un grand investissement des professeurs
Si, en matière d'évaluation, les pratiques varient beaucoup d'un enseignant à un autre, il en est de même pour les activités réalisées en classe. Certains suivent les grands principes de la réforme, alors que d'autres ne le font pas du tout. «Ce qui se passe dans une classe a toujours beaucoup dépendu de l'enseignant, mais, depuis la réforme, les différences sont plus évidentes. Certains enseignants suivent les manuels et, lorsqu'ils arrivent à des propositions de projet, ils sautent à la page suivante. D'autres professeurs s'inspirent des projets proposés pour les adapter aux élèves de la classe», indique Mme Durand. Il est bien évident que tous ces projets ou situations d'apprentissage, qui incluent souvent des éléments d'actualité et différents outils comme Internet, exigent beaucoup d'investissement personnel de la part des professeurs.

«Ça, c'est certain, indique Mme Dubois. Toutefois, lorsqu'on se donne la peine de travailler à partir de situations d'apprentissage, on voit vraiment les résultats auprès des élèves plus turbulents qui ont besoin de bouger et pour qui l'enseignement traditionnel fonctionne moins bien. Pour un enseignant, voir ces élèves aux problèmes de comportement enfin concentrés et allumés par des projets représente une belle victoire.»

Collaboratrice du Devoir

du volet de formation générale, de même que les «cours complémentaires», dans un domaine autre que celui du programme suivi. La formation générale vise la transmission d'un fond culturel commun, l'acquisition et le développement d'habiletés génériques et l'appropriation de certaines attitudes. Elle doit par exemple amener l'étudiant à maîtriser «la langue d'enseignement en tant qu'outil de communication et de pensée», ainsi que les «règles de base de la pensée rationnelle, du discours et de l'argumentation». Parmi les habiletés génériques à développer se trouvent la conceptualisation, l'analyse et la synthèse, la cohérence du raisonnement et la maîtrise de méthodes de travail, et parmi les attitudes recherchées figurent l'autonomie, le sens critique, l'ouverture d'esprit et la créativité.

Ce qu'il faut savoir, programme par programme
Le ministère établit les différents programmes, par exemple les sciences de la nature, les sciences humaines, les arts et lettres. Les cégeps

élaborent les formations et les cours qu'ils offrent en fonction des objectifs et des normes définis par le MELs. Certains peuvent mettre un peu plus l'accent sur une compétence que d'autres collègues, mentionne Mme Gariépy.

Le programme des sciences de la nature est le plus standardisé, indique Guy Gibeau, adjoint au directeur des études au Cégep de Saint-Laurent. Il existe des préalables universitaires définis et il s'agit alors en bonne partie de maîtriser des contenus disciplinaires. «Les sciences ont une tradition assez bien enracinée d'évolution des apprentissages par pyramide, c'est-à-dire: voici la base, voici ce qu'on va ajouter l'année suivante, l'année subséquente, etc.», dit M. Gibeau. Les étudiants doivent ainsi maîtriser certaines notions en chimie, en physique, en biologie et en mathématiques. Appliquer la démarche scientifique, résoudre des problèmes de façon systématique, raisonner avec rigueur, apprendre de façon autonome et travailler en équipe sont quelques-uns des buts généraux du programme des sciences de la nature.

«Le programme de sciences humaines est moins standardisé que celui de sciences de la nature», mentionne M. Gibeau. Le ministère a défini certains cours, dont un cours de méthodes quantitatives. «C'est un contenu assez spécifique. On s'attend à ce que les étudiants soient capables de maîtriser les principales notions de statistique», indique l'adjoint au directeur des études au Cégep de Saint-Laurent. Expliquer les bases du comportement humain et des processus mentaux, reconnaître, dans une perspective historique, les caractéristiques essentielles de la civilisation occidentale, expliquer les fondements économiques de la vie en société figurent également parmi les objec-

tifs du programme de sciences humaines. «On va surtout s'assurer que les étudiants de ce programme sont capables d'utiliser des méthodes de travail et de recherche. Cela va s'appuyer sur des contenus disciplinaires, bien entendu. Mais on cherche à développer des compétences qui vont être réutilisées à l'université, pas nécessairement dans la même discipline», dit M. Dauphin.

«Les programmes d'arts et d'arts et lettres sont encore moins standardisés que le programme de sciences humaines», indique par ailleurs M. Gibeau. Les collèges ont une plus grande latitude pour définir le contenu de la formation et des cours, dit-il. En plus de faire des apprentissages spécifiques en arts, les étudiants acquièrent des compétences générales qu'ils pourront mettre à profit dans le cadre d'études universitaires dans différents domaines, par exemple les capacités de faire une dissertation et d'analyser un texte ou un document. Se situer dans le monde contemporain de la culture et dans l'histoire de la culture, utiliser différents types de langage et moyens d'expression et expérimenter le processus de création figurent parmi les buts du programme d'arts et lettres.

Il est par ailleurs possible de suivre une formation à la fois en musique et en sciences de la nature, par exemple, ou encore de s'inscrire à un programme de sciences, lettres et arts et d'acquérir alors des compétences dans différents champs d'étude.

Quand vient le moment d'évaluer

En plus de l'évaluation des apprentissages en cours de formation, une épreuve synthèse en fin de parcours vérifie l'atteinte par l'étudiant des objectifs et des normes du programme auquel il est inscrit. Pour obtenir leur diplôme, les étudiants

doivent aussi réussir l'épreuve uniforme de français, langue et littérature (ou d'anglais s'ils étudient dans cette langue).

Les collèges mettent au point une politique d'évaluation des apprentissages et une politique d'évaluation des programmes. Ils cherchent à s'assurer qu'ils préparent bien les étudiants aux études universitaires (ou au marché du travail, dans le cas de la formation technique). Ils peuvent par exemple consulter les taux d'admission de leurs finissants aux différents programmes universitaires, ainsi que des statistiques sur la persévérance et la réussite à l'université de leurs anciens étudiants. Des sondages effectués auprès des diplômés constituent un autre mode d'évaluation.

La Commission d'évaluation de l'enseignement collégial, un organisme gouvernemental autonome, évalue pour sa part la qualité de la mise en œuvre des programmes d'études collégiales, les politiques d'évaluation des apprentissages et d'évaluation des programmes qu'appliquent les collèges, ainsi que leur application, à la fois en ce qui concerne la formation préuniversitaire et la formation technique.

Le processus d'évaluation des apprentissages au collégial est bien implanté, affirme Gilles Raïche, professeur au département d'éducation et de pédagogie de l'Université du Québec à Montréal (UQAM). «C'est l'endroit au Québec actuellement où le processus d'évaluation des apprentissages est le plus suivi», estime le professeur, qui a longtemps travaillé dans le secteur collégial et qui travaille sur l'évaluation des apprentissages.

Collaboratrice du Devoir

Étudier en français - Le français n'est pas seulement une langue-culture: "On sent une forte motivation pour faire du français une langue d'avenir"

Thierry Haroun

Le XIIe Congrès mondial de la Fédération internationale des professeurs de français s'est tenu à Québec, du 21 au 25 juillet dernier, autour du thème «Faire vivre les identités francophones». Les enjeux étaient multiples et la cause est noble. Deux acteurs de premier plan nous en parlent.

Le 400e anniversaire de la fondation de la Vieille Capitale n'est pas étranger à la tenue du XIIe Congrès mondial de la Fédération internationale des professeurs de français (FIPF), auquel ont participé près de 1500 professeurs en provenance de 135 pays. Les chiffres indiquent donc à quel point la langue française, sous tous ses versants et régionalismes, est présente à l'échelle planétaire, rappelle Marguerite Hardy, présidente du comité organisateur de cet événement, jointe par Le Devoir à la toute fin

du congrès. Mme Hardy venait d'ailleurs de terminer son mandat en qualité de présidente de l'Association québécoise des enseignants de français langue seconde, l'une des associations hôtes du congrès avec l'Association québécoise des professeurs de français.

«On sent dans les corridors une forte motivation pour faire du français une langue d'avenir. Rien n'est gagné, mais cela demeure un combat. Les défis sont nombreux, mais il existe un désir, que j'ai retrouvé chez les participants tout au long de la semaine, pour faire du français une langue vivante», lance-t-elle d'un souffle.

«Par exemple, poursuit Mme Hardy, une dame venue de l'Iran nous a montré une revue que son association publie en français. Elle nous a montré ça en disant: "Ça fait dix ans qu'on tient à offrir ce service à nos membres". Je trouve ça vraiment extraordinaire!» La FIPF regroupe quelque 80 000 enseignants répartis entre 170 associations.

Le congrès

Qu'en était-il au juste de ce congrès? La documentation avance que la construction de l'identité culturelle prend ses racines dans l'environnement géographique, historique, social, politique, scolaire et religieux et qu'elle connaît des variations importantes selon que la personne vit dans une culture homogène ou multiethnique, en milieu linguistique majoritaire ou minoritaire. Dans cette construction identitaire, les enseignants du français comme langue première, seconde ou étrangère jouent un rôle de premier plan, notamment parce qu'ils sont des acteurs privilégiés de la mise en œuvre réelle de la diversité des langues et des cultures sur les cinq continents.

Deux questions existentielles coiffaient ce postulat: est-il possible de faire vivre et rayonner toutes les identités francophones à travers le monde? La mondialisation peut-elle contribuer à l'émergence d'une concertation large et consensuelle qui favorise et promeuve le dialogue entre les langues et les cultures?

Cela dit, les échanges étaient divisés en quatre grands thèmes. Premièrement, il était question des enjeux culturels et littéraires autour desquels les participants devaient notamment réfléchir aux questions suivantes: quelle place accorder à la culture et à la littérature dans la classe de français? Quels sont les rapports entre la littérature et la langue et leur interdépendance? Ou encore, choisir d'écrire en français, un enjeu de taille?

À cette dernière question, Nicole Lacasse, vice-rectrice adjointe aux études et aux activités internationales à l'université Laval, un partenaire important du congrès, répond par l'affirmative: «Écoutez, cette question, nous nous la posons sérieusement. C'est en fait une question que l'on se pose tous les jours. Quand un chercheur publie, il veut être lu par le plus grand nombre de

personnes possible. C'est un enjeu bien réel. Et nos collègues de France ont fait des choix drastiques en publiant de grandes revues en anglais qui étaient à l'origine publiées en français. Les moins "agressifs" publient dans les deux langues.»

Existe-t-il des solutions? «Je ne sais pas. Mais je sais, par contre, qu'il faut faire des efforts pour faire vivre des publications en français», souligne Mme Lacasse.

Mondialisation : bonne ou mauvaise ?

Les autres grands thèmes abordés en cette fin de juillet à Québec portaient sur la pédagogie et la didactique, les technologies et tout ce qui touche aux enjeux sociopolitiques. À ce titre, les enseignants avaient à répondre à des questions aussi importantes qui permettraient d'établir une définition de la francophonie d'aujourd'hui, tout comme de trouver des façons de l'affirmer. En d'autres mots, est-ce que la mondialisation à forte prédominance anglophone doit être vue comme une menace pour le fait français ou comme une occasion à saisir?

«C'est une menace et il faut la prendre au sérieux. C'est aussi une occasion propice. Je crois que ce n'est ni noir ni blanc, tout est dans la nuance», répond Nicole Lacasse, ajoutant que la mondialisation est au cœur de la mouvance des universités. «Chez nous, à l'université Laval, on le vit au quotidien. Chaque année, 1000 de nos étudiants vivent des expériences à l'étranger par l'entremise de nos accords internationaux. Dans l'autre sens, nous allons cette année accueillir de l'étranger pas moins de 2000 étudiants et quelque 2000 immigrants reçus. Vous voyez bien qu'avec 4000 étudiants la mondialisation est pour nous une réalité tous les matins!»

«Dans l'esprit de ce congrès, note de son côté Marguerite Hardy, la mondialisation est vue comme une occasion de restituer le français. On voit

la mondialisation comme un tremplin, comme un espace d'avenir pour la langue française.» Notons en terminant que, au terme du congrès, les participants ont adopté ce qu'ils ont appelé la Déclaration de Québec. Cette déclaration stipule notamment que la quête de l'identité francophone

Fédération des cégeps - Il faut desservir les régions: Le taux de passage du secondaire au cégep au Québec plafonne à 60 %

Pierre Vallée

C'est un vent nouveau -- sous la forme d'espèces sonnantes et trébuchantes -- qui souffle sur le réseau des cégeps et qui caractérise la prochaine rentrée scolaire. En effet, le gouvernement Charest, lors du dernier budget, a décidé d'accorder au réseau des cégeps une somme additionnelle de 75 millions de dollars.

Une somme de 75 millions de dollars correspond à 40 % des 187 millions de dollars que Québec a reçu du gouvernement fédéral dans le cadre du budget Harper de 2007, décision par laquelle Ottawa transférerait aux provinces un montant de 800 millions de dollars pour l'enseignement post-secondaire.

«Nous avons travaillé très fort pour obtenir ces 40 %, précise Gaëtan Boucher, président et directeur général de la Fédération des cégeps. Le fait de les avoir obtenus est le signe que le gouvernement à Québec reconnaît l'importance du réseau en tant qu'agent et outil de développement économique, culturel et régional.»

Ce nouveau montant permettra au réseau de respirer un peu mieux, mais il ne saurait à lui seul corriger le sous-financement que connaît le réseau des cégeps. «Cette somme servira principalement à rétablir les services aux étudiants et à combler le déficit que nous avons à cet égard depuis quelques années, faute d'argent.» Mais il faudra faire mieux, puisqu'on estimait le sous-financement du réseau, avant cette nouvelle rentrée d'argent, à 300 millions de dollars. «Il faut que le gouvernement fédéral investisse davantage dans l'enseignement post-secondaire. Nous allons appuyer toutes les tentatives du gouvernement Charest afin de convaincre le fédéral qu'il doit agir et en faire plus.»

Clientèle malheureusement stable

Bon an mal an, ce sont un peu plus de 150 000 étudiants qui sont inscrits au cégep en enseignement général. À cela s'ajoutent environ 25 000 étudiants en formation continue. On compte 58 % de filles contre 42 % de garçons, et les étudiants se répartissent à peu près également entre la formation préuniversitaire et la formation technique.

«La clientèle se maintient et cela sera ainsi pour les deux prochaines années. Ensuite, nous connaîtrons une baisse due à la diminution du nombre

des élèves qui fréquentent présentement le secondaire. Mais, malheureusement, il n'y a pas encore assez de jeunes qui choisissent d'entreprendre des études post-secondaires. Le taux de passage du secondaire au cégep au Québec plafonne à 60 %.»

Il faudra donc rajuster le tir si l'on veut augmenter le nombre d'étudiants. «Nous avons fait des efforts importants auprès de la clientèle adulte, qui connaît présentement un développement considérable. Le Pacte pour l'emploi du gouvernement Charest nous a donné un second souffle. Mais il faut faire plus pour attirer les jeunes, surtout les garçons.»

Formation technique

Même si la moitié des étudiants qui s'inscrivent au cégep optent pour une formation technique, c'est le secteur de la formation technique qui est le plus affecté par le manque d'étudiants. «Selon Emploi Québec, il faudra combler d'ici 2012 environ 700 000 emplois, dont la grande majorité seront des emplois de technicien et de technologue qui exigeront un diplôme d'études collégiales en formation technique. C'est donc dire que la formation technique est au cœur du défi économique du Québec et que les cégeps sont appelés à y jouer un rôle crucial. Il va falloir faire preuve collectivement d'imagination afin de convaincre les jeunes de l'importance d'une éducation post-secondaire, en particulier en formation technique, puisque c'est une main-d'œuvre spécialisée dont le Québec a besoin.»

Formation continue

Depuis quelques années, la formation continue a fait son apparition dans le réseau des cégeps sous la forme des attestations d'études collégiales (AEC). Ces programmes s'adressent principalement à des adultes déjà sur le marché du travail qui cherchent à se perfectionner ou à se spécialiser. On compte présentement 25 000 adultes dans ce secteur, un nombre résolument trop bas, selon Gaëtan Boucher.

«On accuse un important retard dans le domaine de la formation continue, par rapport à l'Ontario. L'an passé, nous avions 25 000 adultes inscrits dans notre réseau collégial, tandis qu'en Ontario on en comptait 290 000 inscrits dans les collèges communautaires ontariens.» Comment expliquer pareil écart? «Il n'y a rien qui puisse justifier l'écart entre l'Ontario et le Québec, sinon une

francophonie institutionnelle, par ses politiques d'aménagement, constitue le pilier de la francophonie linguistique et culturelle.

Collaborateur du Devoir

question de culture. C'est un défi collectif auquel nous sommes tous confrontés, travailleurs, employeurs et cégeps.»

Un défi qu'il juge important puisque la formation continue, selon lui, remplit plusieurs fonctions. «Elle permet à un employé de se spécialiser, souvent dans des domaines de pointe, comme la technologie médicale. Elle permet aussi d'augmenter l'employabilité d'un individu et peut même permettre à un travailleur de changer de secteur. Elle peut répondre adéquatement aux besoins du marché du travail en formant des travailleurs dans les secteurs où il y a pénurie. Elle sert aussi à recycler les travailleurs, ce qui est particulièrement important en région. Un cégep peut mettre en place une AEC qui permettra de recycler des travailleurs forestiers au chômage en travailleurs miniers, par exemple. C'est la beauté de la chose. Le nombre, le contenu et même la livraison à la clientèle des AEC peuvent varier selon les besoins.»

Le transfert technologique

Les cégeps ne sont pas uniquement des établissements d'enseignement. Ils jouent aussi un rôle économique important, comme en témoignent les quelque 40 Centres collégiaux de transfert technologique que compte le réseau. «Nos centres de transfert technologique sont très sollicités par les entreprises, en particulier les PME. L'an dernier, nos centres ont eu ensemble un chiffre d'affaires de 45 millions de dollars.» D'ailleurs, le gouvernement Charest a reconnu l'importance des Centres collégiaux de transfert technologique, lors du dépôt de sa politique scientifique en 2007, en leur accordant un financement de 32 millions étalé sur trois ans. Il a aussi accordé des crédits fiscaux aux entreprises qui font appel à leurs services.

Tous ces rôles qu'assume aujourd'hui le réseau des cégeps s'inscrivent en droite ligne avec «la loi de 1993 qui définit le cégep comme un agent de développement économique, culturel et communautaire. Il ne faut pas oublier que nous sommes un service public et que nous n'existons pas pour nous-mêmes. Nous sommes là pour répondre aux besoins de la collectivité et pour contribuer à son développement.»

Collaborateur du Devoir

Mouvement étudiant : 1968 : le ras-le-bol et ses suites ... / 2008 : s'attaquer au sous-financement

MÉTRO : Le ras-le-bol étudiant de 1968 et ses suites – Mercredi 13 août 2008

Marie-Eve Shaffer, MÉTRO

L'année 1968 est marquante pour le militantisme étudiant. À l'époque de la naissance des cégeps, les étudiants québécois voulaient transformer du tout au tout l'éducation post-secondaire.

«On sortait des collèges classiques réservés à une élite qui ne se préparait qu'aux professions libérales, raconte la députée d'Hochelega-Maisonnette, Louise Harel, qui a été très active au sein de la défunte Union générale des étudiants du Québec (UGEQ). C'était une sorte de carcan avec un

enseignement très traditionnel. C'est au moment de la révolution tranquille alors, je crois, que le mouvement étudiant était porté par l'air du temps.»

Comme en France, aux États-Unis, au Japon et au Mexique, des étudiants québécois se sont révoltés. La crise a été déclenchée au début du mois d'octobre 1968 au cégep de Lionel-Groulx, où le militantisme étudiant était déjà une tradition. L'agitation a rapidement gagné une dizaine d'autres cégeps. Des écoles secondaires et même

des universités ont emboîté le pas en déclenchant des grèves.

Des étudiants révoltés

«Naguère, l'étudiant devait se monter digne, pacifique, discipliné, positif et responsable; en octobre 1968, l'inverse est vrai, et l'étudiant modèle est grossier, violent, tapageur, critique et téméraire», écrit le professeur du département de sociologie et d'anthropologie de l'Université Concordia, Jean-Philippe Warren, dans son livre paru aux éditions Boréal, Une douce anarchie.





Paul Henri Talbot/Archives La Presse
Une manifestation d'étudiants devant l'immeuble de la Cour municipale le 19 février 1969.

Des slogans, comme «Négocié, c'est se faire fourrer», «Exagérer, c'est créer» ou «Je me révolte donc je suis», ont été scandés par les étudiants de l'époque. Issus de la génération du baby-boom, ils dénonçaient le peu de places disponibles dans les cégeps et réclamaient la création d'un réseau d'universités. À l'époque, seulement trois institutions universitaires francophones existaient : Laval, Montréal et Sherbrooke. «Il y avait une forte croissance de la fréquentation au collégial, mais il y avait un goulot d'étranglement au niveau universitaire», rapporte Mme Harel.

En même temps, les étudiants étaient scandalisés par le peu de place qui leur était réservée dans l'administration des cégeps et des universités. Certains revendiquaient même l'abolition pure et simple de la gouvernance de ces institutions. La société de consommation de l'après-guerre faisait aussi l'objet de critiques acerbes.

«Il y a eu un grand cri pour que la société change, mentionne l'un des vice-présidents de l'UGEQ, l'actuel chef du Bloc québécois Gilles Duceppe. C'était un grand cri, qui n'était pas nécessairement réfléchi. Il y avait certains philosophes qui réfléchissaient, mais peu les comprenaient.»

La révolte étudiante de 1968 n'était pas dépourvue de violence. «Il y a eu des actes de sabotage dans les écoles, expose Jean-Philippe Warren. On a fait des alertes à la bombe, des incendies dans les écoles; on a cassé des vitres; on a vandalisé des bureaux; on a inscrit des graffiti sur les murs.» Rien à voir avec les souvenirs un peu rose bonbon que des soixante-huitards ont relaté à M. Warren.

Le retour à la normale

Si le mouvement de grève s'est propagé à la vitesse de l'éclair, il s'est aussi essouffé rapidement. À la mi-octobre, la paix était revenue dans pratiquement toutes les institutions postsecondaires. Seuls les étudiants des cégeps Maisonneuve et Édouard-Montpetit et de l'École des beaux-arts ont résisté un peu plus longtemps avant de retourner en classe.

L'UGEQ a tenté de raviver la flamme de la révolte lors d'une grande marche le 21 octobre, qui se déroulait à la fois à Montréal, Québec et Chicoutimi, mais sans succès. Malgré la volonté de quelques groupes étudiants révolutionnaires de poursuivre la contestation, la majorité a choisi plutôt de préparer ses examens de mi-session.

L'héritage de 1968

Bien que la contestation étudiante de 1968 ait duré à peine un petit mois, son héritage est incontestable.

La création du réseau des universités du Québec est sans doute le legs le plus patent des soixante-huitards étudiants. En décembre 1968, à peine deux mois après la fin des grèves étudiantes,

l'Assemblée nationale a voté en faveur de la mise sur pied d'un réseau d'établissements d'enseignement universitaire et de recherche, qui sera implanté à ses débuts à Montréal, Trois-Rivières, Chicoutimi et Rimouski.

«À partir de cette forte contestation de 1968, le mouvement étudiant est devenu une force qu'on ne pouvait plus écarter ou ignorer», fait valoir la députée d'Hochelaga-Maisonneuve, Louise Harel. «Il a permis de développer une conscience collective que les étudiants sont des membres actifs de la société et peuvent proposer des projets bénéfiques pour toute la société», renchérit l'actuel président de la Fédération étudiante universitaire du Québec, David Paradis.

Le mouvement étudiant de l'époque a aussi contribué à changer les mœurs de la société québécoise, avance le professeur au département de sociologie et d'anthropologie de l'Université Concordia et auteur du livre Une douce anarchie Jean-Philippe Warren. «En 1968, on a quitté définitivement l'univers des collèges classiques et du Canada français pour entrer de plain-pied dans la société québécoise telle qu'on la connaît aujourd'hui», rapporte-t-il.

Rendez-vous manqué

En contrepartie, les étudiants de 1968 ont manqué leur rendez-vous avec l'Histoire. Ils revendiquaient la gratuité scolaire, qui leur a été refusée par le gouvernement du Québec. «Si l'objectif n'a pas été atteint, les frais des scolarités demeurent les plus bas en Amérique du Nord», soutient en revanche Mme Harel.

«[Le mouvement étudiant de 1968] n'a pas provoqué la modification radicale que l'on espérait à ce moment-là à travers l'établissement d'une culture nouvelle et le renouvellement de l'espèce humaine, explique M. Warren. C'était la grande bataille de la fin des années 1960.»

MÉTRO : Le mouvement étudiant s'attaque au sous-financement – Mercredi 13 août 2008

Marie-Eve Shaffer, MÉTRO

Aucune grève n'est prévue pour le moment à l'agenda du mouvement étudiant. En mars 2007, une grève d'un jour avait été déclenchée, alors qu'une manifestation de l'ASSÉ avait attiré un millier d'étudiants.

Le sous-financement de l'éducation postsecondaire sera le cheval de bataille des étudiants au cours de la prochaine année.

Le mouvement étudiant ne provoquera pas autant de remous que les années passées. Aucune grève n'est prévue pour le moment à l'agenda. Mais il ne sera pas invisible pour autant. Les différentes organisations sont bien décidées cette année à réclamer davantage de ressources pour remédier au manque d'investissement en éducation postsecondaire.

Les fédérations étudiantes collégiales et universitaires du Québec (la FECQ et la FEUQ) s'attaqueront à l'aide financière offerte aux étudiants. Elles réclament entre autres une indexation des dépenses admises. «Actuellement, on calcule à 6 \$ par jour les besoins alimentaires quotidiens d'un étudiant, ce qui est aberrant», mentionne le président de la FECQ, Xavier Lefebvre-Boucher.

L'an passé, Québec a bonifié de 26 M\$ l'aide financière aux études, mais ce réinvestissement a

été perçu par les étudiants comme une goutte d'eau dans l'océan.

«Il y a un rattrapage à faire. Il faut que cette indexation soit systématique chaque année et



archives métro

qu'elle soit incluse dans une loi», soutient le président de la FEUQ, David Paradis.

L'inclusion des pensions alimentaires dans le calcul de l'aide financière aux études pose aussi problème. «C'est discriminatoire puisque ces allocations servent à subvenir aux besoins de l'enfant et non à ceux du parent», ajoute M. Lefebvre-Boucher.

La privatisation

Aussi consciente du manque de ressources financières en éducation postsecondaire, l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) veut entamer un large débat sur la privatisation, qui résulte, selon elle, du sous-financement des services sociaux.

«On essaie un peu d'ouvrir nos horizons, explique le porte-parole de l'ASSÉ, Alex Desrochers. On veut consulter les différents syndicats de l'éducation pour essayer de créer un manifeste sur la privatisation des services sociaux.» L'ASSÉ compte ainsi démontrer les effets néfastes de la privatisation des services en éducation.

Le financement des universités

La FEUQ veut aussi amorcer un grand débat, mais celui-ci concernera le financement des institutions universitaires. «On déplore qu'il n'y ait pas de projet à long terme de développement des universités, fait savoir David Paradis. C'est une espèce de gestion à la petite semaine, qui ne permet pas de régler les problèmes de fond.»

En ce sens, la FEUQ reviendra à la charge en demandant une loi sur l'imputabilité des établissements universitaires. Elle aimerait qu'ils soient redevables envers le gouvernement du Québec, mais aussi envers la communauté universitaire. «C'est surtout pour atteindre un équilibre entre la reddition de compte et l'autonomie universitaire», dit M. Paradis.

Jeunes libéraux du Québec : vers un triplement des droits de scolarité et autres orientations « libérales »

LE DEVOIR : Opinion : Quand les ailes jeunesse refusent de s'envoler, par Paul St-Pierre Plamondon, Mélanie Joly et Stéphanie Raymond-Bougie, Fondateurs de Génération d'idées (GEDI) - Édition du mercredi 06 août 2008

Dans une lettre ouverte parue dans un quotidien le vendredi 1er août dernier, le président de la Commission-Jeunesse du Parti libéral du Québec, François Beaudry, dénonçait l'inaction des jeunes en politique et, au passage, leur manque d'engagement au sein des partis politiques.

Mais voilà justement là où le bât blesse. On ne discute ni de la raison qui explique ce problème ni de la façon d'y remédier. Selon nous, nos partis politiques ne répondent pas aux aspirations de la génération montante, car ils sont fondés sur des idéologies qui datent d'un Québec bien différent de celui d'aujourd'hui, soit celle de la dichotomie gauche-droite, fédéraliste-souverainiste, etc. La place démesurée du réseautage, les lignes de partis et le peu de diversité idéologique amènent les jeunes à s'impliquer dans d'autres forums. Et si les jeunes d'aujourd'hui étaient moins portés à épouser une plate-forme politique qui a été élaborée dans un climat qui date d'une cinquantaine d'années et dans lequel nous n'avons jamais vécu?

Nos partis sont souvent davantage motivés par la protection des intérêts de leurs membres. Ils sont par définition réticents aux nouvelles idées. Or, bien que certains sceptiques puissent penser le

contraire, ce sont les idées qui changent le monde. C'est en acceptant que de nouvelles idées puissent se transposer dans notre réalité que l'on parviendra à se motiver. Par exemple, quel parti aura le courage de mettre l'environnement comme « première priorité »? Pourquoi ne pas repenser notre modèle de fonctionnement économique et politique en fonction de l'épuisement de nos ressources naturelles? Pourquoi ne pas repenser notre urbanisme et l'amélioration de nos milieux de vie? On ne demande pas à nos politiciens de faire du « greenwashing » et de se vautrer dans le discours vert: on exige que toutes nos décisions politiques tiennent compte des impacts sur l'environnement. Vous n'avez qu'à constater le nombre de jeunes présents dans les organismes voués à la protection de l'environnement afin de retrouver foi en leur action politique.

C'est sur le thème « Repenser les modèles à la base de la société québécoise » que la Commission-Jeunesse du PLQ s'est rencontrée au cours de la fin de semaine. Aucune idée révolutionnaire n'est ressortie de ce congrès. Bien qu'ils aient osé proposer des idées impopulaires, comme l'augmentation des droits de scolarité et le balisement de la syndicalisation, l'aile jeunesse d'un parti de

l'establishment peut-elle vraiment aspirer à repenser notre société? Peut-on en vouloir à notre génération de s'impliquer ailleurs? Parce que, franchement, les ailes jeunesse des partis politiques ne sont pas les incubateurs d'idées qu'elles devraient être et, malheureusement pour plusieurs, elles représentent souvent une pouponnière de privilégiés « voués » au succès politique.

Tenez-vous-le pour dit: les problèmes qui nous guettent doivent être définis collectivement, et ce n'est pas en nous divisant sur la base de faux débats que nous parviendrons à augmenter la participation des jeunes en politique traditionnelle. Bref, tout cela nous amène au constat suivant: le ralliement des jeunes, passera soit par un changement à l'interne des plateformes des partis, ou soit à l'externe, par l'ajout ou la suppression des partis existants. Tout comme en ce qui a trait à l'environnement, nous sommes à l'aube de grands bouleversements. On ne peut pas se permettre de manquer le bateau parce que l'on n'aime pas les passagers, puisque la seule façon de changer leur destination, c'est d'embarquer. En ce sens, l'appel de M. Beaudry sera nécessairement entendu, non pas par élan soudain de motivation, mais par nécessité d'agir.

CYBERPRESSE/LE SOLEIL – COMMENTAIRE : Nous ne voulons pas de la société des jeunes libéraux, par Simon Bérubé, Président de la CADEUL* – Université Laval - Le mercredi 06 août 2008

(A François Beaudry, président de la Commission jeunesse du parti libéral du Québec)

Le moins que l'on puisse dire, c'est que votre lettre ouverte publiée dans La Presse du 1er août m'a laissé très songeur. Alors que vous nous conviez à l'optimisme, c'est plutôt un avenir sombre dans une société rétrograde que vous nous avez fait entrevoir durant votre congrès de la fin de semaine. Dans votre lettre, vous dressez un portrait indûment noirci de la situation démographique et économique au Québec.

Ces derniers jours, vos collègues et vous-même avez adopté des propositions qui ne feront qu'empirer la situation. Vos propositions n'auront pour seul effet que d'écraser les étudiants sous les dettes à l'aube de leur vie active. Puis-je vous rappeler qu'il s'agit des futurs contribuables québécois? Est-ce là votre conception de « l'équité intergénérationnelle », une « valeur libérale » que vous avez adoptée en congrès en 2005?

Avez-vous considéré qu'avec un endettement accru, les jeunes renoncent à certains projets

comme l'achat d'une maison ou le démarrage d'une entreprise? Par des mesures comme celles que vous proposez, c'est l'économie de demain que vous menacez, ainsi que notre capacité à faire face à la concurrence. Vous dénoncez que la démographie québécoise est en déclin, or vous proposez des politiques qui retardent les projets de famille des jeunes de votre génération. J'ai peine à vous suivre. Comment, M. Beaudry, pouvez-vous espérer créer une société compétitive sur le plan international alors que vous entendez couper l'accès à l'université à plus de 32 000 jeunes issus de familles des classes modeste et moyenne? Ai-je pourtant besoin de vous rappeler que, dans un contexte d'économie du savoir, les entreprises ont un urgent besoin de cerveaux créatifs?

Si vos propositions devaient se concrétiser, le Québec sera une société où seuls les privilégiés auront accès à l'université. Voulez-vous vraiment une société où les parents devront se serrer la ceinture dès la naissance de leur enfant pour,

PEUT-ÊTRE, avoir les moyens de l'envoyer à l'université. Dans d'autres pays du monde, cette recette a directement mené à l'agrandissement de l'écart entre les riches et les pauvres. La classe moyenne québécoise sera la victime des politiques que vous proposez. Pour ma part, je n'adopte certainement pas ce qui me semble être votre vision: un gouvernement qui adopte des politiques visant à privilégier les plus aisés et ne laissant pas la chance aux moins favorisés d'améliorer leur sort. J'ignore si on vous l'a dit récemment, mais un véritable libéral croit en l'égalité des chances et à la mobilité sociale. Ce n'est certes pas ce que nous avons vu, en fin de semaine dernière, alors que nous vous regardions dans votre bulle, déconnecté de la réalité des jeunes et des étudiants.

**La Confédération des associations d'étudiants et d'étudiantes de l'Université Laval regroupe les 28 000 étudiants de premier cycle de cette institution.*

LE SOLEIL - POINT DE VUE : Propositions proprement scandaleuses!, par François Bernard Malo, Ph.D., Professeur agrégé de gestion des ressources humaines, Département des relations industrielles, Université Laval – Le mercredi 06 août 2008

Le dernier congrès de l'aile jeunesse du Parti libéral du Québec vient tout juste de prendre fin dans le désaveu à demi-caché du grand chef, Jean Charest, qui a souvent donné d'une main pour reprendre de l'autre. Ouf! « La mise est sauvée! » diront joyeusement certains.

Dans cette vague de « profondes » (sic) remises en question offerte généreusement par quelques personnes désireuses de se faire remarquer on constate que plusieurs éléments des idées voulant

contribuer au changement de culture syndicale existent déjà dans les lois actuelles! Pire encore, selon le professeur de gestion des ressources humaines que je suis, c'est que ces propositions proprement scandaleuses cachent un but non avoué.

Si le but officiel est de recentrer le syndicalisme sur la défense des intérêts de ses membres, le but réel est de réformer en profondeur le mouvement syndical québécois en adoptant de nouvelles

lois ayant pour conséquence directe de le fragiliser et de permettre à tous ceux qui n'ont en plus que pour leur petit nombril de mettre à mort l'un des plus grands artisans de la justice sociale des derniers siècles. J'ai nommé le mouvement syndical.

Qui ignore qu'à l'heure actuelle partout dans le Monde, sauf au Québec et dans « quelques rares contrées éloignées », le syndicalisme se meurt de plus en plus chaque jour? Quelqu'un n'a-t-il pas



remarqué que, simultanément, croissent partout les inégalités sociales et la très grande pauvreté? Chez l'Oncle Sam, que beaucoup prennent naïvement en exemple, savez-vous combien de millions de personnes vivent depuis des années sous le seuil de la pauvreté, travaillent d'arrache-pied plus de soixante-heures par semaine sans pour autant être capables de bien se nourrir et finalement meurent prématurément sans pratiquement aucun soin de santé car ils n'ont tout simplement pas les moyens de se les payer?

Dans une perspective plus simplement managériale, ne saviez-vous donc pas que de nombreuses recherches ont démontré que là où il y a un syndicat, il y a moins de recours à la discipline par les contremaîtres, un plus bas taux de roulement de la main-d'œuvre et plus généralement une gestion davantage cohérente et respectueuse des travailleurs? De plusieurs façons le syndicalisme contribue à l'amélioration des performances des organisations... n'en déplaise à tous ces «faiseux d'opinion publique et à tous ces démagogues radio-phoniques» qui ont plus d'intérêt pour leurs cotes d'écoute que pour le respect des faits et de la réalité.

En demandant à ce que le gouvernement légifère pour aider les entreprises privées à combattre les syndicats, on s'attaque directement à un mode de fonctionnement qui a fait ses preuves et qui est

l'un des principaux garants de la survie des institutions syndicales à une époque où l'individualisme à outrance est devenu le mot d'ordre des plus égoïstes et de ceux qui aspirent à devenir plus riches que leurs voisins, quitte à leur marcher sur la tête.

Faut-il pour autant plaider pour l'immobilisme et le maintien en vie d'une structure archaïque? Pas du tout! Le mouvement syndical, comme tout organisme vivant, doit continuer de s'adapter à son environnement au risque de disparaître. Depuis quelques années déjà je peux vous assurer qu'il s'en brasse des idées au sein des divers syndicats québécois!

La présidente de la CSN, madame Claudette Carbonneau, en a récemment fait la preuve par le truchement de nombreux articles parus dans les divers médias d'ici. L'histoire du capitalisme nous apprend d'ailleurs qu'il faut faire confiance au mouvement syndical en sus de son rôle de défense des intérêts de ses membres, l'une de ses principales missions est de contribuer au mieux-être de la société dans laquelle il évolue.

Au cours des dernières années de nombreux jeunes travailleurs sont montés aux barricades pour dénoncer avec rage la règle de l'ancienneté et ses effets pervers qui font que les derniers entrés doivent souvent cumuler les contrats à temps partiel ou à temps occasionnel pour quel-

que temps. Cette précarité est réelle et particulièrement problématique aussi bien dans le réseau québécois de la santé et des services sociaux que dans le réseau québécois de l'éducation.

Pour autant, a-t-on quelques fois pris le temps d'interroger les milliers de travailleurs syndiqués québécois qui ont aussi du passer par là pour aujourd'hui bénéficier d'un contrat de travail à temps complet de manière régulière qui leur permet désormais d'offrir à leurs enfants un rythme de vie stable relativement à l'abri des aléas de la vie économique?

Ces plaintes répétées mais somme tout minoritaires de la part des plus jeunes travailleurs et des employés les plus récemment embauchés au sein des organisations ne sont, à mon avis personnel, que le reflet désolant d'une génération '2018Y' se croyant avoir tous les droits et souhaitant continuer à se faire considérer comme des enfants roi à qui tout est offert, sans limite ni responsabilité, sur un plateau d'argent.

Les petits amis, ouvrez-vous les yeux! Le syndicalisme que vous décriez tant est celui qui a permis à vos parents de vous faire grandir et de vous élever dans l'ambiance de richesse et d'égalité sociale qui a si bien soigné vos petites fesses! À bon entendeur, Salut!

MÉTRO : Lettre : Jeunes libéraux démasqués, par Eloï Bureau, étudiant en science politique – Mercredi 06 août 2008

La fin de semaine dernière se tenait à Sherbrooke le Congrès annuel de la Commission-Jeunesse du Parti libéral du Québec (CJ-PLQ). Comme lors des précédents Congrès, on adopta pendant celui-ci nombre de positions visant à aligner le parti sur un modèle néo-libéral des plus stricts.

Au sortir du Congrès de la CJ-PLQ, même le chef du parti, M. Charest, était visiblement mal à l'aise devant certaines idées comme celles de tripler les frais de scolarité ou de remettre en question les formules de syndicalisation. Cela n'est pas peu dire, considérant le terne bilan du gouvernement Charest en matière de solidarité sociale, avec la complicité des deux partis d'opposition.

Le manque de responsabilité des jeunes libéraux est révoltant. Les délégués présents à ce Congrès ont adopté une foule de propositions dont ils et elles ne connaissent même pas les conséquences. Lorsque le président de la CJ-PLQ eut à défendre les positions adoptées au Congrès devant les

médias, il martelait les impératifs de compétitivité économique, ressassant du même coup les peurs de délocalisation de la main-d'œuvre et du vieillissement de la population, et maintes autres chimères.

Sans doute y a-t-il un grand fossé entre la vision individualiste de la société québécoise des jeunes libéraux (et de l'ensemble du PLQ, ajouterais-je) et la mienne, empreinte de solidarité sociale. Il m'apparaît toutefois aberrant de vouloir sacrifier (privatiser) l'ensemble des services sociaux comme le souhaitent à terme les libéraux au profit du... profit.

En matière d'éducation, le principe d'utilisateur-payeur sous-tend la volonté des jeunes libéraux de décupler les frais de scolarité. Cette vision des choses met au rancart l'accessibilité et l'universalité de l'éducation (même chose lorsqu'elle est appliquée à la santé, aux infrastructures routières, etc.). Déjà, à l'heure actuelle,

l'éducation postsecondaire n'est pas accessible à tous et à toutes, et pour de nombreux autres étudiant-es, elle ne l'est qu'au prix d'un lourd endettement.

À quoi bon une économie «compétitive» qui profiterait à une infime élite si cela se fait au détriment de la santé de l'ensemble des Québécoises et des Québécois? La vision – qu'on peut globalement qualifier de néolibérale –, mise de l'avant par la Commission-Jeunesse du PLQ aura nécessairement une forte influence sur l'ensemble du PLQ. Si elle a l'avantage de dévoiler des bribes du plan de match de nos futur-es politiciens et politiciennes, elle laisse présager que les étudiants et étudiantes, mais aussi l'ensemble des citoyens et citoyennes, devront se mobiliser massivement pour construire une société où le capital financier ne régnera pas en maître absolu sur toutes les sphères de notre épanouissement collectif.

LE DEVOIR : Éditorial : Surtout pas de vagues!, par Jean-Robert Sansfaçon – Édition du mardi 05 août 2008

Il n'a pas fallu de temps au premier ministre Charest pour prendre une distance polie, mais ferme, des résolutions les plus controversées adoptées ce week-end par la Commission-Jeunesse du PLQ. Hausse majeure des droits de scolarité, remise en cause des pratiques syndicales, enseignement universel de l'anglais par immersion en sixième année... autant de sujets qui n'avaient rien pour faire honte à un ancien conservateur, mais dont M. Charest préfère désormais se dissocier. Tous les ans, au début août, revient le congrès de la Commission-Jeunesse du Parti libéral du Québec comme un signal de la rentrée politique prochaine à Québec.

Il y a deux ans, les jeunes avaient fait parler d'eux à cause d'une résolution demandant l'adoption d'une charte des grands projets destinée à répondre à ceux qui se plaignent de l'immobilisme causé par l'opposition des groupes contestataires. L'an dernier, c'est la déclaration du nouveau président de la Commission-Jeunesse, François Beaudry, voulant que le Québec soit une province

bilingue qui avait fait des vagues. Cette année, ce sont les résolutions portant sur la démocratie syndicale, ou l'absence de démocratie, sur la nécessité de hausser les droits de scolarité et d'universaliser l'enseignement de l'anglais par immersion qui ont retenu l'attention. De toute façon, quels que soient les sujets, c'est moins l'opinion des jeunes militants que la tenue de l'événement lui-même qui compte pour les bonzes libéraux qui se doivent de faire un peu de place à la relève au sein du parti.

C'est aussi l'occasion pour le chef de parti, et premier ministre depuis 2003, de profiter du discours de clôture pour offrir un avant-goût de la saison politique à venir. Il y a deux ans, M. Charest avait critiqué la lenteur du fédéral en matière de financement de l'éducation postsecondaire et annoncé que le Québec n'attendrait pas l'argent d'Ottawa pour injecter les millions qui manquent. L'an dernier, c'était au tour du chef de l'ADQ de faire l'objet des attaques du premier ministre pour sa position frileuse en matière d'immigration.

Cette année, M. Charest n'a voulu attaquer personne, pas même l'opposition, ni soulever de débats. Au contraire, il s'est contenté de rappeler un thème qui lui est cher, celui de l'ouverture économique que la visite prochaine du président français devrait concrétiser dans des textes, et de jouer les modérateurs auprès des jeunes du PLQ.

Ainsi, en matière d'enseignement de l'anglais, le gouvernement étudiera l'idée d'offrir six mois d'immersion à tous les élèves de sixième année, mais compte tenu des coûts d'une telle mesure et de la nécessité pour les libéraux de redorer leur image à titre de défenseurs de la langue française, on devine que l'immersion pour tous ne fera pas partie du programme.

De même pour la démocratie syndicale. Après s'être fait un ennemi personnel du mouvement syndical qu'il a attaqué de front dès le début de son premier mandat, le premier ministre parle aujourd'hui de paix sociale et de consultation obligée des «partenaires syndicaux» avant quelque changement que ce soit. Changements qui,

de toute façon, ne font pas partie des plans non plus.

Quant aux droits de scolarité que les jeunes libéraux proposent de tripler en suggérant qu'ils soient perçus après les études, à même les revenus du diplômé, encore là, le premier ministre s'est contenté de rappeler que son gouvernement était allé assez loin en la matière. Et tel un slogan, M. Charest de répéter que cette résolution des jeunes du parti, comme les autres, «chemine-

ra dans les instances». Une formule polie pour dire qu'elle n'ira nulle part...

Les temps changent au Parti libéral du Québec! Grâce au recentrage de ses positions politiques, M. Charest a connu une remontée spectaculaire qu'il semble bien décidé à maintenir. Si le ton de ses interventions de fin de semaine ne laissait aucunement deviner la tenue d'élections prochaines, le contenu, lui, ne laissait pas de doute sur les orientations qu'il entend prendre.

Que ceux que la confrontation intéresse soient prévenus: Jean Charest a pris goût au statut de premier ministre paternel, sympathique et inoffensif. Voilà un homme prêt à tout, y compris à ne rien faire du tout pour conserver le pouvoir longtemps.

Pour le moment, cette stratégie lui réussit, au grand dam de la classe médiatique, et quiconque osera le renverser sans motif grave risque de s'en mordre les doigts.

LE DEVOIR : Idées : Le congrès des jeunes libéraux du Québec - La politique, entre perversion et hystérie, par Dominique Trudel, doctorant et chargé de cours à l'Université de Montréal, spécialiste de la théorie politique – Édition du mardi 05 août 2008

Il fallait quand même le faire. Non pas exiger simplement le dégel des droits de scolarité, poursuivant ainsi la critique libérale classique de l'État social, mais présenter une dépense annuelle supplémentaire de 4000 \$ pour chaque étudiant du Québec comme un geste «courageux» qui allait enfin «bien les préparer à affronter la vie». Ce qui permet d'affronter véritablement des affirmations si grotesques, ce qui se révèle enfin au grand jour dans l'immense écart séparant ces deux discours, c'est la matrice plus générale d'une vie politique contemporaine structurée par une série d'allers-retours entre perversion et hystérie.. La prémisse de la position politique des jeunes libéraux est en fait à l'exact opposé du courage ou d'un quelconque engagement vertueux envers la vie. Au contraire, difficile de ne pas voir une tendance exacerbée à la mortification dans le fait de proposer avec grande satisfaction son propre appauvrissement. Car, paradoxalement, c'est précisément au nom même de l'avenir que les jeunes libéraux sont prêts à assumer un fardeau fiscal supplémentaire hypothéquant leur propre avenir.

Un tel comportement, loin d'être le résultat d'une analyse rationnelle des enjeux économiques et démographiques, témoigne plutôt de ce que le psychanalyste Jacques Lacan appelait une «structure perverse». Ce qui caractérise la structure perverse, c'est un certain rapport à la Loi (c'est-à-dire au père et, en ce sens, la présence parmi les jeunes libéraux d'Antoine Charest, le fils du premier ministre, est significative), fait de défiance et de provocation. Ce faisant, ce que recherche le pervers, ce n'est jamais tant de renverser la Loi

ou de lui faire face «courageusement», mais bien de s'assurer de sa présence et d'en éprouver la solidité.

Si les jeunes libéraux voulaient changer la Loi plutôt que de la «tester», ce qui est très différent, ils se seraient contentés d'une proposition plus modeste, incrémentale et réaliste considérant les forces politiques en présence. En ce sens, la nouvelle structure d'imposition postuniversitaire est une fantaisie absolument incompatible avec l'idéologie libérale du rôle restreint de l'État, tout comme ces débats surréalistes sur l'habillement décent, le port du string à l'école et Britney Spears. Le pervers sombre facilement dans le moralisme et la remise en cause des «valeurs», un lieu commun constamment évoqué lors du congrès, constitue l'essentiel de son rapport à la Loi.

La Loi, évidemment, accueillera avec enthousiasme une telle invitation à se réaffirmer. Jean Charest félicitera la vision de l'aile jeunesse tout en repoussant aux calendes grecques ces demandes faites dans l'urgence d'une envie de pénal désinhibée. La Loi, précisément en écartant les propositions des jeunes libéraux, satisfait leur demande fondamentale de voir la Loi se réaffirmer. Qui se souvient aujourd'hui des projets du congrès 2006 où, après avoir mangé un bon repas de hot-dogs préparé par les ministres libéraux, les jeunes libéraux exigèrent une vaste campagne d'élimination de la malbouffe assortie d'une surtaxe de cinq sous sur les croustilles? Pourtant, l'histoire se répète aujourd'hui dans l'allégresse, car les jeunes libéraux pervers autant que les «vieux» libé-

raux hystériques trouvent leur compte à ce petit jeu.

Le pervers est celui qui connaît le désir secret de l'Autre, et son plaisir consiste à être pleinement l'objet de ce désir. Dans le cas des jeunes libéraux, ils devinent (ce n'était pas bien difficile) l'envie de leurs aînés de hausser les droits de scolarité, d'en découdre avec les syndicats et même, à l'encontre de toute tradition libérale authentique, d'établir vaniteusement de nouvelles structures étatiques d'imposition afin que l'on ne les oublie pas.

L'hystérique, au contraire, ne connaît pas le désir de l'Autre et le lui demande. D'après Lacan, la question hystérique première, qui est étonnamment électorale par ailleurs, se formule ainsi: «Que suis-je pour l'Autre?», ce qui, dans ce cas précis, signifie très concrètement: «Que veulent les jeunes?» La réponse d'un pervers qui connaît le désir secret de l'Autre consiste toujours à retourner un miroir vers l'hystérique, à lui montrer l'image inversée de son propre désir. L'hystérique est alors maintenu dans cette position ambivalente et constitutive du doute, confronté à son désir véritable mais inavouable qui à la fois le fascine et le repousse. Telle est l'hystérie, un champ de bataille de désirs nécessairement secrets dont le seul désir vraiment fondamental consiste finalement à maintenir son désir éternellement insatisfait. Ainsi, la question hystérique seconde de Lacan est aussi la question hystérique des libéraux, de la réingénierie de l'État jusqu'au CHUM et en passant par le Suroît: «Est-ce réellement ça?»

LE SOLEIL : Éditorial : JEAN-MARC SALVET : Pour élites seulement? - Le mardi 05 août 2008

Les jeunes libéraux ont frôlé la bêtise — et même la disqualification politique — avec leur idée d'instaurer une demi-année d'immersion anglaise à tous les niveaux du primaire, de la première à la sixième année. Une courte majorité des délégués présents au 26e congrès de la Commission-Jeunesse du Parti libéral du Québec a heureusement rejeté ce mauvais projet. Il aurait été un passeport pour un bilinguisme bancal, où bien des élèves auraient fini par mal maîtriser à la fois le français et l'anglais!

La proposition finalement retenue par les jeunes militants porte sur une demi-année d'immersion à la fin du primaire. En sixième année seulement, donc. Voilà qui est beaucoup plus intéressant. Suffisamment en tout cas pour ouvrir la discussion.

Domage que le premier ministre Jean Charest ait été si prompt à l'écartier du revers de la main. Son premier devoir est de défendre et de promouvoir la langue française. Mais il a raté une occasion de faire avancer un débat sensé. Inutile de chercher midi à quatorze heures. S'il a jugé peu intéressant le projet d'offrir quelques semaines d'immersion à des jeunes de 12 ans, c'est

pour éviter toute controverse sur un sujet délicat. M. Charest se pince de se voir aussi haut dans les sondages. Il travaille fort à ne pas perdre ce qu'il a récolté.

Que l'idée d'une demi-année d'immersion en sixième ne soit pas la meilleure ou que le manque d'enseignants la rende difficile à concrétiser, c'est une chose. Mais on reste stupéfait de constater qu'elle puisse être pourfendue pour de mauvaises raisons. Des raisons qui — voyons les choses en face — font qu'aucune proposition sérieuse ne trouvera jamais grâce dans notre société.

Car, au fond, c'est le principe même de favoriser l'apprentissage de l'anglais, comme seconde langue, qui passe mal chez certains. C'est stupide. Nous en avons eu une désolante illustration lorsque la chef du Parti québécois, Pauline Marois, a déclaré en février que c'est en concentrant l'apprentissage de l'anglais à la fin du primaire que davantage de Québécois auront la chance de devenir bilingues. Elle a été brocardée.

Comment de supermilitants péquistes ont-ils pu, à ce moment-là, s'insurger contre le fait que le plus de Québécois possible puissent maîtriser l'anglais quand eux-mêmes ont ce privilège?

Pensons aux emplois et à la mobilité que procure l'apprentissage d'une seconde et même d'une troisième langue.

S'il existe un scandale aujourd'hui, il réside dans le fait que ce sont les enfants dont les parents ont les capacités financières de les envoyer dans de coûteux camps de vacances aux États-Unis, dans le reste du Canada ou ailleurs qui bénéficieront de cet atout. Y a-t-il des élites qui veulent conserver leurs privilèges pour elles? On trouve toujours le meilleur et le pire dans ces congrès.

Le pire, cette année, chez les jeunes libéraux, découle de leurs hallucinations antisyndicales. Elles n'ont aucun sens. Ils oublient que le Québec n'a jamais connu une aussi longue paix sociale et syndicale. Se souviennent-ils des déboires éprouvés par le gouvernement Charest lorsqu'il a décidé de triturer l'article 45 du Code du travail par pure idéologie?

Si, par ailleurs, ils poussent le bouchon beaucoup trop loin en suggérant de tripler les droits de scolarité à l'université, leur proposition d'instaurer un impôt postuniversitaire n'est pas scandaleuse en soi — pour autant qu'un projet du genre



s'accompagne d'une bonification du régime de prêts et bourses.

En dénonçant leurs vis-à-vis libéraux, les jeunes péquistes ont préféré faire comme si plusieurs

d'entre eux n'avaient jamais soutenu de semblables propositions. Certains l'ont pourtant fait dès 1994... Non, cette idée n'est pas née en fin de

semaine à Sherbrooke. Et elle ne disparaîtra pas de sitôt.

JOURNAL DE MONTRÉAL : Caricature : Résolutions de la Commission jeunesse du PLQ : Charest réagit, par Pascal – Mardi 05 août 2008



24 HEURES : Face aux résolutions de la Commission-Jeunesse du Parti libéral : Indignation chez les étudiants – Mardi 05 août 2008

JCG

L'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante dénonce les résolutions de la Commission-Jeunesse du Parti libéral du Québec et réaffirme la nécessité d'investir de nouvelles sommes dans les programmes sociaux.

Cette demande fait suite au désengagement de l'État dans les programmes sociaux qui s'accroît

depuis l'arrivée au pouvoir du Parti libéral du Québec en 2003.

L'Association s'en prend à la Commission-Jeunesse qui laisse croire qu'un assouvissement financier grandissant de la jeunesse québécoise est essentiel tout en sacrifiant les principes d'accessibilité et de gratuité de l'éducation qui ont

pourtant permis au fil des ans l'essor du milieu collégial et universitaire au Québec.

«La Commission-Jeunesse du PLQ a étalé au grand jour son irresponsabilité et son ignorance en matière sociale.» s'insurge Eloi Bureau, porte-parole de l'ASSÉ.

LE DEVOIR : 1ère page : Charest modère les jeunes libéraux les propositions controversées de la Commission jeunesse « chemineront dans les instances » – Édition du lundi 04 août 2008

Antoine Robitaille

Sherbrooke -- Jean Charest a poliment désavoué les jeunes libéraux hier, lesquels venaient d'adopter des propositions controversées, notamment sur le bilinguisme obligatoire à 12 ans, des hausses radicales des droits de scolarité et un «rafraîchissement» de la démocratie syndicale. Le premier ministre a répété à de multiples reprises que ces propositions de la Commission-Jeunesse (CJ) allaient «cheminer dans les instances», soulignant au passage que «le gouvernement, lui, a ses responsabilités, va prendre ses décisions». Dans son discours de clôture du 26e congrès de la Commission-Jeunesse du Parti libéral du Québec (PLQ), il avait soigneusement évité d'aborder les thèmes des résolutions de la CJ. Samedi, à l'Université de Sherbrooke, les quelques 250 jeunes participants au congrès (sur 650 inscrits et non «presque 900», comme l'organisation l'avait soutenu vendredi) ont adopté à une forte majorité leur proposition d'instaurer une demi-année d'immersion anglaise obligatoire en 6e année -- non sans être passés à un cheveu d'entériner un amendement qui aurait généralisé la méthode à l'ensemble de l'enseignement primaire. Cela aurait rendu l'école primaire québécoise entièrement bilingue.

En point de presse, Jean Charest -- qui a peiné cette année à regagner des points dans les cir-

conscriptions francophones -- a rejeté implicitement cette proposition sur le bilinguisme en insistant à de multiples reprises sur l'importance de la défense du français. «C'est pas une exagération, c'est pas une hyperbole de dire que c'est une mission sacrée de protéger, de s'assurer de la pérennité de la langue française au Québec», a-t-il martelé. Faisant référence à mots couverts aux jeunes, il s'est même dit d'avis que «les Québécois ne mesurent pas tout à fait ce qu'ils ont réalisé», en 400 ans d'histoire. «C'est quelque chose d'assez exceptionnel d'avoir pu vivre en Amérique du nord. D'avoir gardé notre langue et notre culture. C'est très important comme réalisation. Je veux que nous en soyons tous conscients parce que c'est un objet de fierté.» Dans son discours, il avait aussi tenu à rappeler que c'est le Parti libéral qui a fait du français la langue officielle du Québec en 1974.

Plus tôt, le président de la CJ, François Beaudry, dans un discours, avait déclaré que «le Québec est une province francophone». Bien qu'il faille en être fier, avait-il argué, cela ne doit pas «limiter» les Québécois, les empêcher de «s'ouvrir au monde», c'est-à-dire apprendre l'anglais. «Or, pour maîtriser l'anglais, l'immersion, ça marche!» Le premier ministre n'a pas nié l'importance d'apprendre d'autres langues que le français. Mais il a dit qu'il fallait toujours avoir à l'esprit,

d'abord, l'importance de protéger cette langue. Une fois cela rappelé, «il faut avoir la capacité de communiquer dans une autre langue», voire une troisième et même une quatrième. «L'avenir est là.» Pour ce faire, l'immersion en 6e année est-elle une option? «On verra selon les modalités», a-t-il répondu vaguement, avant d'ajouter: «Au besoin, elle fera l'objet d'une analyse par le ministre de l'Éducation.» La Commission-Jeunesse n'avait pas cru bon d'évaluer, ne serait-ce que sommairement, la mesure qu'elle proposait.

Froideur

La réaction du premier ministre aux autres principales propositions de la CJ ont été à l'avenant. Il a à peine évoqué l'idée de la CJ de tripler les droits de scolarité et d'instaurer un impôt universitaire en rappelant qu'il venait d'adopter, pour cinq ans, une politique sur le sujet. Celle-ci consiste à dégeler «de manière responsable» les droits de scolarité en les augmentant de 50 \$ par session jusqu'en 2012. Et les propositions de la CJ? «Ça cheminera dans les instances», a-t-il répondu.

Quant à l'idée de «rafraîchir» la démocratie syndicale, sur laquelle les jeunes libéraux ont beaucoup insisté, il n'était pas difficile de lire entre les lignes de la réponse du premier ministre: «On a une bonne relation avec les instances syndicales et on travaille avec le leadership syndical. Ce sont des

partenaires. Et ce sont des partenaires avec qui nous voulons travailler. S'il y a des changements qui sont proposés, on va le faire en consultant les partenaires sur le plan syndical.» Prenant carrément ses distances avec la résolution de la CJ, le premier ministre a souligné que son gouvernement n'avait pas «proposé ces changements-là» et que la résolution «cheminera dans les instances». La formule sonnait presque comme une antiphrase puisque, sur le vote secret obligatoire dans les syndicats, une proposition quasi similaire à celle adoptée cette fin de semaine -- et aussi déposée par les jeunes -- avait déjà été battue lors du congrès de mars.

Joint par Le Devoir samedi, l'ancien président de la CJ de 2004 à 2006, Simon Bégin (avocat, toujours membre de la commission politique du PLQ), a dressé un parallèle entre l'exécutif de François Beaudry, «inexpérimenté» et le gouvernement Charest du premier mandat. «La Commission-Jeunesse, c'est pour apprendre. Ils appren-

ent, comme le PLQ a appris depuis 2003. En politique, on ne peut pas toujours faire ce que l'on veut. Il faut des compromis socialement acceptables.»

Boucliers

«Il faut sans doute s'attendre à de nombreuses levées de boucliers face à ce qui sera adopté lors de Congrès-Jeunes», avait écrit le président de la Commission-Jeunesse, François Beaudry, dans le cahier de résolutions du congrès.

En effet, le congrès de la CJ a reçu plusieurs représentants des jeunes, hier. Le représentant du Comité jeunes de la FTQ, Dominic Lemieux, est venu sur place déplorer le «manque de sérieux» des jeunes libéraux, affirmant que deux de leurs propositions sur la protection des droits des syndiqués faisaient déjà l'objet de mesures précises dans le Code du travail.

La présidente du Comité national des jeunes du Parti québécois, Isabelle Fontaine, en matinée, a soutenu que les jeunes libéraux proposaient la

«destruction des acquis sociaux». «Il n'y a pas à dire, les jeunes libéraux ont vraiment pété les plombs!» Mme Fontaine n'a toutefois pas complètement écarté l'idée d'un impôt post-universitaire (IPU), mais a dit que celui-ci ne doit pas «être le prétexte d'une hausse massive» comme celle proposée par les libéraux. La Commission des jeunes de l'ADQ, pour sa part, a soutenu que la CJ libérale était «irresponsable» de proposer d'augmenter les droits de scolarité de 4000 \$ par année. D'accord avec un IPU, les adéquistes soutiennent que leur position est claire: «Qu'on indexe les frais de scolarité à l'IPU. Le gouvernement et les étudiants contribueraient chacun à leur juste part», a déclaré Catherine Goyer, présidente de la CDJ-ADQ.

Notons que le congrès de la CJ a finalement rejeté une proposition pour exporter l'eau afin de «s'enrichir grâce à l'or bleu» et a biffé une proposition de hausse des tarifs d'Hydro-Québec.

LE DEVOIR : Opinion : Un coup de jeune pour les institutions syndicales, par Maude Boyer, Enseignante en francisation à l'éducation des adultes – Édition du lundi 04 août 2008

Je veux appuyer la Commission-Jeunesse du Parti libéral du Québec qui propose de rafraîchir les institutions syndicales au Québec.

Je ne suis plus toute jeune (dans la quarantaine) et pourtant je peux affirmer avoir vécu et vivre encore les effets pervers de nos institutions syndicales.

J'ai travaillé à l'étranger pendant cinq ans en tant que professeur de français dans des écoles internationales à Caracas et à Moscou. Parcourir le monde est très formateur et enrichissant (tant sur les plans personnel que financier) et surtout permet de s'affranchir de ce trop lourd monde syndical québécois qui jouait sans doute à ses débuts un rôle d'équité et de justice mais s'est mué en conventions collectives rigides valorisant la prudence et l'immobilisme au détriment de la performance, du dynamisme et du talent..

À 40 ans, j'en avais assez de ramasser les miettes de chargé de cours d'un cégep à l'autre et d'attendre des contrats à statut précaire à la formation des adultes à une commission scolaire où je travaillais depuis quelques années. En termes concrets, on appelle ça une jobine... Avec ma maîtrise et ma dizaine d'années d'expérience, il me semblait que je méritais mieux.

Marre d'être l'éternelle relève à 40 ans, j'ai fait le grand saut et suis partie du Québec en 2002 pour travailler dans les écoles internationales à l'étranger. Ce fut une des meilleures décisions que j'ai prises dans ma vie. Je me suis refait une santé

financière et, surtout, je n'étais plus sous le joug de ces conventions collectives qui ont créé une autre forme d'injustice en faisant des professeurs à statut précaire des employés de deuxième classe, c'est-à-dire ceux qui doivent se contenter des restants sans avoir droit ni aux avantages sociaux ni à des congés payés ou des journées de maladie. Notez que ces employés à statut précaire doivent payer obligatoirement les cotisations syndicales.

Cette époque misérabiliste était terminée. Du jour au lendemain, je suis devenue un professeur bien rémunéré ayant de bonnes conditions de travail et, surtout, on me valorisait pour mes qualités d'enseignante et non pour mon rang sur la liste d'ancienneté.

Travailler à l'étranger est enrichissant, mais demande un effort constant afin de s'adapter à un nouveau pays, une autre culture, une autre langue. Je suis Québécoise dans l'âme et particulièrement attachée à Montréal, qui est une ville vivante et agréable sur plusieurs plans (sauf pour les nids-de-poule). Bref, je suis revenue au bercail en janvier 2008. Je suis revenue au bercail, mais surtout à la case départ... La commission scolaire pour laquelle je travaillais avant mon départ avait fermé mon dossier, car «selon la convention collective» on ferme le dossier après deux ans d'absence. Il a fallu que je repasse une entrevue d'embauche, moi qui avais travaillé bon an mal plus de dix ans pour cette même commission

scolaire. Je me retrouve donc au bas de la liste comme surnuméraire à statut précaire.

Mon expérience internationale n'a aucune valeur, mes talents de prof non plus: le seul talent reconnu et valorisé est celui de la force de l'inertie. Celui ou celle qui aura eu le «talent» d'attendre sans bouger aura droit à une sécurité d'emploi et à des avantages sociaux. Les gourous du monde syndical s'opposent farouchement à un système de santé à deux vitesses. Pourtant, avec les conventions collectives, on a créé un monde du travail à deux et même à trois vitesses: les permanents blindés, les contractuels et les surnuméraires (communément appelés les bouche-trous). En exprimant mes réserves sur ce qu'est devenu le monde syndical dans notre société actuelle, je veux partager humblement avec vous et les lecteurs mes réflexions sur ce sujet et profiter de ce droit de parole qui est un premier pas vers l'action.

Certes, il n'existe pas de système parfait et, certes, il faut lutter contre les abus et l'injustice au travail. Il faudrait cependant repenser notre système syndical et toute cette culture bureaucratique qui en découle.

J'appuie les jeunes de la Commission-Jeunesse à trouver des solutions pour rafraîchir le fonctionnement des institutions syndicales. Ce n'est pas uniquement leur génération qui en bénéficiera, mais les moins jeunes aussi et, enfin, la société québécoise dans son ensemble.

LE SOLEIL : Congrès des jeunes libéraux : Charest calme le jeu - Le lundi 04 août 2008

Gilbert Lavoie, Le Soleil
Sherbrooke

Les étudiants et les syndicats peuvent dormir tranquille, ce n'est pas demain la veille que le gouvernement Charest triplera les droits de scolarité universitaire ou imposera le vote secret aux instances ouvrières. Malgré les résolutions adoptées à cet effet samedi par les jeunes libéraux à Sherbrooke, le premier ministre a tenu hier à se distancer de ces politiques, en déclarant qu'il appartiendrait maintenant au parti et non au gouvernement de statuer sur les demandes des jeunes.

Concernant les droits de scolarité, Jean Charest a rappelé que le gouvernement a déjà adopté sa politique en 2007 pour les cinq prochaines années, politique qui a bonifié le système des prêts et bourses, tout en prévoyant une hausse des frais de 50 \$ par session d'ici 2012. Il n'a pas ouvert la porte à une modification de cette politique.

Ne pas briser la Paix syndicale

Le chef libéral a affiché la même prudence à l'endroit des syndicats, refusant même de voir, dans la proposition des jeunes, une méfiance à l'endroit des instances ouvrières. Prié de dire si les syndicats devraient faire un examen de conscience à la lumière des doléances des jeunes, Jean Charest a vanté la paix syndicale au Québec. «Il y a très peu de conflits actuellement au Québec, et ce, depuis plusieurs années. Les relations que nous avons, nous, sont bonnes avec la FTQ, la CSN. (...) Alors si on doit aborder des changements, on va le faire avec les instances syndicales. On ne le fera pas contre.»

Les propositions adoptées samedi ont provoqué une levée de boucliers, notamment du côté de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), qui avait demandé une rencontre pour expliquer les pratiques actuelles des syndicats. Hier matin, le président du Comité jeunes de la FTQ, Dominic Lemieux, s'est pointé à la porte du congrès libéral

et a accusé les jeunes leaders du PLQ d'avoir fait preuve d'ignorance en demandant un vote secret lors de la présentation d'une requête en accréditation. «Ironiquement, cette résolution-là a été votée à main levée par les jeunes libéraux», a-t-il déclaré en se disant surpris qu'on veuille ensuite imposer le vote secret aux syndicats. M. Lemieux a expliqué que le vote secret sur l'accréditation, en vigueur aux États-Unis, avait un effet pervers dans le sens qu'il donnait aux employeurs, un délai de plus pour intimider les employés et bloquer la syndicalisation.

Un peu plus tôt en matinée, le Parti québécois avait dénoncé à son tour les résolutions libérales «qui proposent ni plus ni moins que la destruction des acquis sociaux des Québécois».

Bons débats

Le premier ministre Charest ne s'est pas montré étonné du caractère radical de certaines propositions de son aile jeunesse. Il a déclaré que le congrès s'était déroulé «dans les meilleures tradi-



tions du PLQ». Il a fait valoir que les jeunes avaient eu les coudées franches, ce qui avait donné «de bons débats». Interrogé sur les pressions pour accroître le bilinguisme des Québécois,

M. Charest a fait un long plaidoyer en faveur du caractère francophone du Québec, et déclaré que ce caractère sera toujours «le point de départ de toute politique linguistique». Pour ce qui est de

l'apprentissage de l'anglais, le premier ministre a déclaré que les méthodes doivent faire l'objet d'études au ministère de l'Éducation.

LE SOLEIL: Les comités jeunesse de l'opposition choqués – Lundi 04 août 2008

Les comités jeunesse de l'opposition choqués

La Presse Canadienne

MONTREAL — Les comités jeunesse des partis d'opposition ont réagi vivement aux propositions mises de l'avant par les jeunes libéraux lors de leur congrès annuel, tenu cette fin de semaine à Sherbrooke. La question des droits de scolarité a été au cœur des critiques adressées aux libéraux.

Les jeunes péquistes se sont dits surpris et choqués du virage radical pris par les jeunes libéraux au cours de la fin de semaine. Selon la présidente du Comité national des jeunes du Parti québécois (CNJQP), Isabelle Fontaine, on s'attaquant directement à la classe moyenne, aux plus démunis et aux jeunes, les jeunes libéraux ont dé-

montré qu'ils étaient déconnectés des priorités des jeunes et de la nation québécoise.

Elle souligne que tripler les droits de scolarité est une entrave directe à l'accessibilité, ce qui est incohérent et irresponsable dans une l'économie du savoir.

De son côté, la Commission des jeunes de l'Action démocratique du Québec a fait savoir qu'elle trouve qu'une augmentation annuelle de 4000 \$ des droits de scolarité est une mesure draconienne et irresponsable.

La présidente, Catherine Goyer, précise que la mesure était très controversée à l'intérieur même de l'aile jeunesse libérale. Elle déplore que dans la perspective où le Québec a besoin d'une main-

d'œuvre plus qualifiée, cette proposition équivaudrait à se tirer dans le pied, un plus de pénaliser toute une génération.

Elle rappelle qu'il existe déjà un déséquilibre à l'aide financière aux études depuis l'augmentation des droits de 50 \$ par session. Conséquemment, s'ajuster à une augmentation de 4000 \$ annuellement serait irréalisable.

Par ailleurs, le Comité jeunes de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) a dénoncé le manque de sérieux de l'aile jeunesse du Parti libéral du Québec, qui souhaite la tenue d'un vote obligatoire secret lors de l'implantation d'un syndicat.

«Nos craintes étaient fondées, l'aile jeunesse du PLQ a adopté

L'aile jeunesse du PLQ a adopté une résolution qui propose un important retour en arrière

— Dominic Lemieux, président du Comité jeunes de la FTQ

une résolution qui propose un important retour en arrière sans même avoir pris la peine d'écouter ceux qui ont l'expérience du terrain, des jeunes de surcroît. C'est un grave manque de sérieux», a déclaré le président du comité, Dominic Lemieux.

LA TRIBUNE : LES JEUNES LIBÉRAUX EN CONGRÈS : Charest refuse de commenter les résolutions adoptées - Le lundi 04 août 2008

Caroline Chrétien, La Tribune
Sherbrooke

Bien qu'heureux de la qualité des débats qui ont eu lieu en fin de semaine au congrès de la commission jeunesse du Parti libéral du Québec (PLQ), le premier ministre Jean Charest a refusé de se prononcer sur les résolutions adoptées par les jeunes libéraux.

Frais de scolarité triplés, exigence du vote secret dans les syndicats et immersion anglaise pour la moitié de la sixième année scolaire au primaire: le premier ministre s'est contenté à de nombreuses reprises de dire que ces idées devraient d'abord «cheminer dans les instances du parti», un appui plutôt froid pour les jeunes libéraux en fin de congrès.

Il a cependant précisé que la mission du PLQ est de laisser libre cours aux débats de la commission jeunesse du parti, et ce, sans «restriction mentale».

Un peu plus loquace sur la question de la langue française, Jean Charest a insisté sur la nécessité de l'affirmer comme instrument de liberté et d'accès au monde.

«La langue française, c'est sacré. Ça nous définit. Il faut commencer par affirmer son importance, et il faut sans cesse le répéter, car on ne peut pas

prendre pour acquis que tout le monde le sait», a-t-il lancé, avant de préciser que le français devait d'abord être maîtrisé avant de faire l'apprentissage d'une seconde ou d'une tierce langue, calmant les ardeurs des jeunes libéraux, qui ont sont passés à deux doigts de voter pour un amendement instaurant l'immersion anglaise obligatoire pour la moitié du temps de classe de tous les élèves du primaire.

Concernant l'idée de ramener les frais de scolarité universitaire à la moyenne canadienne (soit environ 6000 \$ annuellement au lieu des quelque 2500 \$ payés actuellement pas les étudiants québécois), le premier ministre s'est contenté de rappeler la position du PLQ sur le dégel (50\$ de plus par session jusqu'en 2012). «Nous avons décidé d'une hausse des frais sur cinq ans, par des montants graduels et raisonnables, tout en bonifiant le régime des prêts et bourses.»

Questionné sur le manque de confiance apparent des jeunes libéraux par rapport aux institutions syndicales, Jean Charest a tenu à souligner «la paix syndicale» régnant au Québec depuis les dernières années, institutions qu'il qualifie par ailleurs de «partenaires» du gouvernement, détonnant ainsi avec maintes interventions faites par les jeunes libéraux au cours du week-end.

La résolution adoptée samedi proposait notamment la tenue d'un vote secret par les travailleurs concernés lors des processus de grève ou d'accréditation syndicale ainsi que la possibilité pour ces derniers de déposer une plainte auprès de la Commission des relations de travail et d'exiger un remboursement de cotisations ou un congé de cotisations équivalent.

Pas d'élections en vue

S'il régnait un climat pré-électoral dans l'assemblée réunie au centre sportif de l'Université de Sherbrooke pour écouter le discours de clôture de Jean Charest qui a longuement vanté les mérites de son parti au cours des cinq dernières années ce dernier assure qu'il ne prévoit pas d'élections pour l'automne.

«Nous avons une rentrée très chargée et il n'y a pas pour l'instant d'élections sur notre écran radar», affirme le responsable des dossiers jeunes.

En plus du sommet Union européenne-Canada, le Québec recevra le sommet de la Francophonie en octobre prochain. Jean Charest souhaite d'ailleurs en venir à la signature d'une entente bilatérale de reconnaissance des compétences professionnelles avec le président français, Nicolas Sarkozy.

JOURNAL DE MONTRÉAL : Les jeunes du PQ choqués – Lundi 04 août 2008

Les jeunes du PQ choqués

PC | Les comités jeunesse des partis d'opposition ont réagi vivement aux propositions mises de l'avant par les jeunes libéraux lors de leur congrès annuel, tenu ce week-end à Sherbrooke. La question des droits de scolarité a été au cœur des critiques adressées aux libéraux.

Les jeunes péquistes se sont dits surpris et choqués du virage radical pris par les jeunes libéraux au cours du week-end.

Déconnectés

Selon la présidente du comité national des jeunes du Parti québécois (CNJQP), Isabelle Fontaine, on s'attaquant directement à la classe moyenne, aux plus démunis et aux jeunes, les jeunes libéraux ont démontré qu'ils étaient déconnectés des priorités des jeunes et de la nation québécoise.

Elle souligne que tripler les frais de scolarité est une entrave directe à l'accessibilité, ce qui est incohérent et irresponsable dans le contexte de l'économie du savoir.

De son côté, la commission des jeunes de l'Action démocratique du Québec a fait savoir qu'elle trouve qu'une augmentation annuelle de 4000 \$ des frais de scolarité est une mesure draconienne et irresponsable.

■ Le premier ministre Jean Charest a pris beaucoup de distance face aux résolutions controversées des jeunes libéraux, comme celle visant à tripler les droits de scolarité et celle ayant pour objectif de favoriser une plus grande démocratie syndicale.

Pas de Québec bilingue

■ Charest refroidit l'ardeur des jeunes libéraux

SHERBROOKE | (PC) Le Québec bilingue, tel que rêvé par les jeunes libéraux, n'advient pas de sitôt.

Le premier ministre Jean Charest a rappelé à l'aile jeunesse de son parti, hier, que le français au Québec était une chose sacrée, dont on ne pouvait pas disposer impunément, surtout pas à l'école.

Il s'est donc empressé, au terme du 29^e congrès de la commission-jeunesse de Parti libéral du Québec (PLQ), de tuer dans l'œuf une des principales résolutions adoptées durant le week-end, soit d'implanter le bilinguisme intégral en 6^e année du primaire pour tous les élèves québécois.

«C'est une mission sacrée que de protéger, de s'assurer de la pérennité de la

langue française au Québec», a-t-il répondu, quand on lui a demandé quand son gouvernement avait l'intention d'implanter le bilinguisme intégral à la fin du primaire, soit la moitié de l'année en français pour toutes les matières et l'autre moitié en anglais.

Tout le primaire

Les jeunes libéraux sont même passés à un cheveu, par un vote très serré, samedi, de suggérer que tous les élèves du primaire, de la 1^{re} à la 6^e année, passent la moitié du temps en classe en immersion totale anglaise.

M. Charest a donc freiné leur ardeur à édifier un Québec bilingue.

Dans son allocution, puis en conférence de presse, le premier ministre a insisté pour rappeler que chaque fois qu'il est

question de l'apprentissage de la langue au Québec, il faut commencer par affirmer l'importance de la langue française.

À l'école, «l'objectif fondamental est la maîtrise de la langue française» et il faut que ce soit clair «dans l'esprit de tout le monde», a-t-il dit, tout en favorisant l'apprentissage d'une deuxième et d'une troisième langue.

Pour ce qui est de l'apprentissage de l'anglais comme langue seconde, il a posé le ballon au ministre de l'Éducation, chargé de définir les meilleurs moyens d'atteindre ce but, s'est-il contenté de dire.

Pour le reste, quand on regarde les autres enjeux défendus par leur exécutif, les jeunes libéraux sont également repartis de Sherbrooke bredouilles, le premier ministre leur ayant réservé une douche froide.

24 HEURES : Congrès des jeunes libéraux : Des propositions vivement critiquées – Lundi 04 août 2008

■ CONGRÈS DES JEUNES LIBÉRAUX

Des propositions vivement critiquées

Les comités jeunesse des partis d'opposition ont réagi vivement aux propositions mises de l'avant par les jeunes libéraux lors de leur congrès annuel, tenu ce week-end à Sherbrooke. La question des frais de scolarité a été au cœur des critiques adressées aux libéraux.

Les jeunes péquistes se sont dit surpris et choqués du virage radical pris par les jeunes libéraux au cours du week-end. Selon la présidente du comité national des jeunes

du Parti québécois (CNPJQ), Isabelle Fontaine, en s'attaquant directement à la classe moyenne, aux plus démunis et aux jeunes, les jeunes libéraux ont démontré qu'ils étaient déconnectés des priorités des jeunes et de la nation québécoise.

Elle souligne que tripler les frais de scolarité est une entrave directe à l'accessibilité, ce qui est incohérent et irresponsable dans le contexte de l'économie du savoir.

De son côté, la commission des jeunes de

l'Action démocratique du Québec a fait savoir qu'elle trouve qu'une augmentation annuelle de 4000 \$ des frais de scolarité est mesure draconienne et irresponsable.

Par ailleurs, le Comité jeunes de la FTQ a dénoncé le manque de sérieux de l'aile jeunesse du Parti libéral du Québec qui souhaite la tenue d'un vote obligatoire secret lors de l'implantation d'un syndicat.

(Presse canadienne)

MÉTRO: Les jeunes libéraux sèment le mécontentement – Lundi 04 août 2008

Les jeunes libéraux sèment le mécontentement

POLITIQUE. Durant le week-end, les jeunes libéraux ont réussi à se mettre à dos plusieurs groupes de jeunes, dont les comités jeunesse des partis d'opposition.

Plusieurs ont vivement réagi aux propositions mises de l'avant par les jeunes libéraux lors de leur congrès

«Les jeunes libéraux ont démontré qu'ils sont déconnectés des priorités des jeunes et de la nation québécoise.» Isabelle Fontaine

annuel. La question des frais de scolarité a été au cœur des critiques des comités jeunesse des partis d'oppositions.

Les jeunes péquistes se sont dit choqués du virage radical des jeunes libéraux. Selon la présidente du Comité

national des jeunes du Parti québécois (CNPJQ), Isabelle Fontaine, tripler les frais de scolarité, comme l'ont proposé les jeunes libéraux, serait une entrave à l'accessibilité. Le comité jeunesse de l'ADQ a qualifié cette mesure de draconienne et irresponsable. LA PRESSE CANADIENNE

RADIO-CANADA : Politique : Jeunes du PLQ : Charest modère l'élan des jeunes - Mise à jour le dimanche 3 août 2008 à 16 h 11

Le partage de signets permet d'archiver, d'organiser et, bien sûr de partager des signets (ou favoris) de pages Web. Il suffit de sauvegarder les liens des pages Web que l'on veut retrouver facilement ou partager. Cliquez sur un de ces liens pour ajouter notre article à votre liste. L'accès aux sites proposés est gratuit, mais vous devez être inscrit.

Comme le veut la tradition, le chef du Parti libéral du Québec a mis fin au congrès annuel de la Commission-Jeunesse du PLQ, qui se tenait en fin de semaine à Sherbrooke, en s'adressant aux militants et en répondant aux questions des journalistes.

En conférence de presse, le premier ministre Jean Charest ne s'est pas vraiment avancé sur les résolutions adoptées par son aile jeunesse, dont celle de tripler les droits de scolarité dans les universités.

Jean Charest a rappelé que cette proposition, comme toutes les autres, devra faire leur chemin lors des diverses instances de l'organisation politique.

Toutefois, il a rappelé que son parti avait prévu un dégel des frais de scolarité et une hausse

graduelle des montants qui va de pair avec une bonification du programme de prêts et bourses.

On a respecté intégralement cette politique qui prévoit un dégel des frais de scolarité et une hausse à des montants qui sont graduels et qui sont raisonnables, tout en bonifiant le programme de prêts et bourses. [...] Et c'est la politique du gouvernement du Québec pour les cinq prochaines années à partir du moment de sa mise en oeuvre et la proposition de la Commission jeunesse cheminera dans les instances du Parti libéral du Québec. On verra si elle sera adoptée.

Jean Charest

Le premier ministre a également tenu à prendre ses distances par rapport au souhait des jeunes de renforcer le bilinguisme.

M. Charest a rappelé l'importance de maîtriser une deuxième, voire plusieurs autres langues. Mais, du même souffle, il a rappelé que le Québec était d'abord et avant tout francophone, comme s'il voulait remettre les pendules à l'heure.

Toute la question de la langue française, c'est sacré. Je sais que c'est un mot qui est lourd de sens, mais c'est sacré. Il faut le rappeler à chaque fois qu'on entame un débat sur la langue au

Québec puis sur l'apprentissage de la langue, quant à moi c'est une règle que je m'impose, il faut commencer par affirmer l'importance de la langue française. Il faut que ce soit clair dans l'esprit de tout le monde, ce que l'on défend.

— Jean Charest

Des changements importants

Au cours du congrès, les jeunes libéraux ont adopté des résolutions prévoyant des changements majeurs, surtout en éducation. Ils veulent ainsi que gouvernement augmente les droits de scolarité à l'université de 2000 \$ à 6000 \$ par année.

Les associations étudiantes disent que cette mesure, si elle était mise en pratique par le gouvernement, aurait pour effet d'exclure de 30 000 à 50 000 jeunes par année d'une éducation universitaire.

David Paradis, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), croit que cette proposition serait un « passe-droit pour les riches », et mènerait à la création d'un système d'éducation à deux vitesses.

Les jeunes du PLQ estiment que, pour mieux financer les universités, le Québec doit s'aligner

sur la moyenne canadienne. La proposition stipule que les étudiants pourraient acquitter la différence entre ce qu'ils paient actuellement et la moyenne canadienne une fois qu'ils sont rendus sur le marché du travail, avec un impôt postuniversitaire (IPU).

Immersion anglaise

Par ailleurs, les jeunes libéraux du Québec sont passés à un cheveu, samedi, d'adopter une autre proposition appelant le gouvernement à imposer le bilinguisme intégral aux enfants du primaire, de la première à la sixième année.

À défaut d'imposer le bilinguisme durant tout le cours primaire, les jeunes libéraux demandent au gouvernement d'obliger tous les enfants de sixième année à passer la moitié de leur année scolaire en immersion anglaise totale.

De plus en plus, la maîtrise de l'anglais s'impose comme une préoccupation centrale des jeunes libéraux. Ce sont eux qui avaient exhorté et convaincu le gouvernement de rendre obligatoire

l'apprentissage de l'anglais dès la première année du primaire.

Ce sont également eux qui sont à l'origine du dégel graduel, décrété en 2007, des droits de scolarité.

Des réactions

La réaction de hausser les droits de scolarité a vivement fait réagir les comités jeunesse des partis d'opposition.

Les jeunes adéquistes considèrent qu'une augmentation annuelle de 4000 \$ des frais de scolarité est une mesure draconienne et irresponsable. La présidente de la commission des jeunes de l'ADQ, Catherine Goyer, a rappelé que la mesure était très controversée à l'intérieur même de l'aile jeunesse libérale.

De leur côté, les jeunes péquistes se sont dits surpris et choqués du virage radical pris par les jeunes libéraux au cours du week-end. La présidente du comité national des jeunes du Parti québécois, Isabelle Fontaine, dit qu'en s'attaquant

directement à la classe moyenne, aux plus démunis et aux jeunes, les jeunes libéraux démontrent qu'ils sont déconnectés des priorités des jeunes et de la nation québécoise.

D'autres sujets sur la table

Âgés de 16 à 25 ans et venus des quatre coins du Québec, les centaines de jeunes militants ont également débattu d'autres sujets qui les préoccupent.

Samedi, ils ont rejeté l'idée d'exporter l'eau potable, « l'or bleu » du Québec, mais ils se sont montrés très ouverts à celle de mater les syndicats. Ils veulent qu'un travailleur syndiqué soit mieux outillé pour porter plainte contre son syndicat « et exiger un remboursement de cotisations ou un congé de cotisation équivalent ».

Dans son discours d'ouverture des travaux, samedi matin, le président de l'aile jeunesse, François Beaudry, a dit aux membres qu'il ne fallait pas voir dans cette proposition une position anti-syndicale.

LA PRESSE : Les jeunes libéraux s'attirent les foudres des étudiants - Le dimanche 03 août 2008

Maïorie Beauchemin, La Presse Sherbrooke

Réunis en congrès à Sherbrooke, les membres de l'aile jeunesse du Parti libéral du Québec ont adopté à forte majorité une résolution demandant au gouvernement de tripler les droits de scolarité, s'attirant immédiatement les foudres des associations étudiantes.

«On constate que la Commission-Jeunesse du Parti libéral du Québec a décidé d'exclure de 32 000 à 50 000 étudiants universitaires du réseau», a estimé le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec, David Paradis, qui a cité une étude du ministère de l'Éducation sur différents scénarios de contributions étudiantes.

Selon la FEUQ, les jeunes libéraux cautionnent un système d'éducation à deux vitesses en voulant hausser les droits de scolarité jusqu'à 6000\$.

«C'est un passe-droit pour les riches et, si tu es pauvre, on te taxe», a souligné le président.

«C'est dire non à tout l'héritage des acquis sociaux au Québec, a renchéri son homologue de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Xavier Lefebvre Boucher. On veut faire un retour en arrière et créer une élite sociale qui elle seule va avoir accès à l'éducation postsecondaire.»

Au contraire, rétorque Julien Gagnon, responsable de la thématique du congrès. Selon lui, l'accès aux études universitaires ne serait pas compromis, grâce à un système d'impôt où l'étudiant ne rembourserait ses droits de scolarité qu'une fois sur le marché du travail et lorsqu'il aurait atteint un revenu jugé suffisant.

«On supprime le poids psychologique de la dette en transposant le remboursement d'une partie des frais sur le revenu gagné. Le remboursement est plafonné selon le revenu», a-t-il soutenu pour calmer le jeu.

Les débats, autant en atelier qu'en plénière, ont donné lieu à l'affrontement de deux visions du libéralisme. Pour certains, comme Marc Chétrit, d'Outremont, la mesure est tout simplement «antilibérale». «Il y a 20% des étudiants qui ne pourront plus aller aux études supérieures. C'est la population de l'Université de Sherbrooke qui disparaîtrait», a-t-il souligné en plénière.

«Un libéral n'aurait pas pu écrire une telle proposition», a aussi clamé Olivier Coulombe. La résolution rompt, selon lui, avec l'héritage d'Adélard Godbout et de Jean Lesage.

Mais la majorité des quelque 250 jeunes libéraux qui ont participé à l'étude des résolutions cadres - sur 650 inscriptions au congrès - ont finalement estimé que la seule solution au sous-financement des universités était une contribution accrue des étudiants à leur formation.

Les jeunes suggèrent aussi de différencier les droits de scolarité selon les programmes d'études. Ainsi, étudier en médecine serait plus cher qu'en philosophie, étant donné la plus grande capacité de payer d'un médecin. La FEUQ rejette aussi catégoriquement cette proposition. «Il ne faut pas oublier qu'il y a plusieurs disciplines qui coûtent cher au plan de la formation, comme en communication, en cinéma, en biologie, où les revenus ne sont absolument pas comparables à ce qu'un

médecin va pouvoir gagner après ses études», a dit David Paradis.

Bilinguisme obligatoire

Les jeunes libéraux s'entendent toutefois sur l'importance du bilinguisme, quitte à l'imposer de force. Ils proposeront au gouvernement que chaque enfant au Québec soit obligé de suivre la moitié de sa sixième année du primaire en immersion anglaise. Un amendement, rejeté de justesse, proposait même que l'anglais intensif soit offert durant tout le cours primaire.

D'autres propositions controversées, visant à «modifier le modèle syndical», ont toutes été adoptées, notamment l'imposition du vote secret. Plutôt que de hausser le salaire minimum, les jeunes demandent aussi au gouvernement de privilégier les primes au travail. Dans un article du journal de la Commission-Jeunesse, un des responsables de l'organisation, Patrick Mercier, soutient même que l'augmentation du salaire minimum constitue un acte de «charité».

Seule la résolution visant à exporter l'eau du Québec a été rejetée. La proposition d'une hausse des tarifs d'Hydro-Québec a pour sa part été retirée d'une résolution plus globale pour une réforme fiscale.

Les ailes jeunesse de l'Action démocratique et du Parti québécois réagiront toutes deux ce matin aux propositions des jeunes libéraux. Le premier ministre Jean Charest, lui, fera ses commentaires en après-midi - une réponse très attendue par les associations étudiantes.

LE SOLEIL : Hausse des droits de scolarité : les étudiants en appellent au PM - Le dimanche 03 août 2008

Gilbert Lavoie, Le Soleil Sherbrooke

Les représentants des grandes associations étudiantes des niveaux universitaire et collégial se sont déplacés à Sherbrooke hier après-midi pour en appeler auprès du premier ministre, de l'augmentation des droits de scolarité proposée par les jeunes libéraux.

«La Commission jeunesse du Parti libéral a décidé d'exclure 32 000 à 50 000 étudiants universitaires du réseau» a affirmé David Paradis, le président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). Ces chiffres proviennent, a-t-il indiqué, des études effectuées par le ministère de l'Éducation lors de l'étude de différents scénarios de hausses des droits de scolarité.

Les propositions adoptées hier par les jeunes libéraux auraient pour effet de porter à la moyenne canadienne les droits universitaires annuels,

soit environ 6000 \$, au lieu des quelque 2500 \$ demandés actuellement. Le gouvernement assumerait l'écart entre les deux tarifs, mais se rembourserait ensuite par le biais d'un impôt postuniversitaire sur le salaire des gradués qui arrivent sur le marché du travail. Le président de la FEUQ a soutenu qu'une telle politique réduirait l'accès à l'université pour les enfants des familles à revenus modestes, même dans des disciplines comme la médecine. Il a cité en exemple le cas de l'Université Western en Ontario, où la proportion des étudiants en médecine issus de familles disposant de revenus de 60 000 \$ et moins, a chuté de 35 à 15 % de 1997 à 2000, à la suite d'une hausse des droits de scolarité.

Le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Xavier Lefebvre-Boucher, a accusé les jeunes libéraux d'avoir «tourné le dos à la jeunesse». «On nous a sortis de la grande

noirceur et là on veut revenir en arrière», a-t-il dénoncé, en faisant allusion au fait que ce sont les libéraux de Jean Lesage qui ont ouvert la porte de l'éducation postsecondaire à tous les Québécois dans les années 60.

Malgré tout, c'est sans véritable controverse que la hausse des frais de scolarité universitaire et l'impôt postuniversitaire ont été adoptés par les jeunes libéraux. «On investit dans les infrastructures, pourquoi n'investirait-on pas dans l'éducation?» a fait valoir une déléguée, chaudement applaudie par l'assemblée. Un seul délégué, Olivier Coulombes, de Bourassa-Sauvé, a sévèrement critiqué cette mesure en disant qu'elle n'était pas libérale et ne respectait pas l'héritage d'Adélard Godbout et de Jean Lesage.

Croisé peu après le vote dans les corridors, le premier ministre Jean Charest s'est contenté de dire qu'on «aura l'occasion d'en reparler». Ce qui

laisse entendre, connaissant le leader libéral, qu'il ne tardera pas à désavouer cette proposition de son aile jeunesse.

C'est également sans véritable controverse que les jeunes libéraux ont demandé des changements dans les pratiques syndicales afin de don-

ner plus de libertés aux travailleurs et d'imposer le vote secret lors de l'accréditation et du déclenchement d'une grève.

JOURNAL DE MONTRÉAL: PLC | Commission jeunesse: tentée par le bilinguisme à l'école : la proposition a été battue de justesse - Dimanche 03 août 2008

PLC | COMMISSION JEUNESSE Tentée par le bilinguisme à l'école

La proposition a été battue de justesse

SHERBROOKE | (PC) Après avoir suggéré la veille de tripler les frais de scolarité à l'université, les jeunes libéraux ont passé à un cheveu, hier, de reconnaître au gouvernement d'imposer le bilinguisme intégral à tous les enfants du primaire de la première à la sixième année.

Après deux votes serrés et un recomptage, cependant, l'amendement à une autre proposition moins radicale a finalement été battu, de justesse.

Mais à défaut d'imposer le bilinguisme durant tout le cours primaire, la commission jeunesse a insisté cependant qu'un système d'obligation de bilinguisme soit mis en place à partir de la première année scolaire en immersion anglaise totale.

Si cette suggestion était retenue par Québec, l'apprentissage de toutes les matières se ferait donc uniquement en anglais, durant l'un ou l'autre des deux semestres de la sixième année du primaire.

Haussé des frais
L'autre grand sujet de débat du congrès des jeunes libéraux, la hausse des frais de scolarité, a semblé moins délicate pour eux. Ils demandent donc au gouvernement de tripler les frais de scolarité, afin de mieux financer les universités et s'ajuster à la moyenne canadienne.

Aussi, si le gouvernement donnait suite à leur requête, les étudiants devraient, approximativement, déboursier 6000 \$ par année scolaire, au lieu de 2000 \$ actuellement, pour fréquenter l'université.

La FEUQ réagit
Une proposition controversée qui a aussitôt été rejetée par la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). Son président, David Paradis, s'est même déplacé sur les lieux du congrès pour dénoncer le fait qu'entre "32 000 et 50 000 étudiants seraient exclus du réseau", si le gouvernement faisait sien la proposition.

A ses yeux, il s'agirait d'un "passe-droit pour les riches, précédé de la création d'un système d'obligation de bilinguisme". Mais les jeunes du PLC font le calcul que Québec devrait s'aligner sur la moyenne canadienne, ce qui suppose un rattrapage énorme à faire.

Et, les jeunes du PLC ont rejeté l'idée d'exporter l'eau potable, "l'or bleu" du Québec, mais ils se sont montrés très ouverts à l'égard des syndicats.

Le meilleur syndiqué soit mieux outillé pour porter plainte contre son syndicat, et exiger un remboursement de cotisations ou un congé de cotisation équivalent.

Un syndiqué devrait pouvoir "se défendre face à une machine qui est assez imposante", a fait valoir une militante favorable à la proposition.

THE GAZETTE : Aye for hike in tuition fees : ' We'll talk about it,' premier says after ' unLiberal' resolution is adopted - Sunday, August 03, 2008

KEVIN DOUGHERTY GAZETTE QUEBEC BUREAU
SHERBROOKE - The Quebec Liberal youth wing adopted a resolution yesterday to double, and in some cases triple, university tuition fees, raising them to the Canadian average of \$6,000 a year. Premier Jean Charest would only say "We'll talk about it" after the vote, which wasn't even close, despite vocal protests from delegates to the weekend convention who argued the party was betraying its Liberal principles. Julien Gagnon, defending the resolution, warned that something has to be done to deal with the under-financing of Quebec's university system and said he was disappointed newspaper stories about the proposal focused on the higher fees. Gagnon said the novelty of the proposal is that students will only have to repay their additional debt burden in the form of a fiveper-cent charge on top of their income taxes when they enter the labour market. "We are removing the psychological weight of the debt," Gagnon said. But David Paradis, president of the Fédération étudiante universitaire du Québec, claiming 145,000 members, said the approach will create two types of students: a well-off elite able to pay the higher fees, and less welloff students who will go deeper in debt. "If you are poor, you will be taxed," Paradis said. "It is a step backward."

The student leader also quoted a Quebec education department study that determined that at the level of tuition proposed, between 32,000 and 50,000 fewer students would enroll in Quebec's universities. Paradis said that when the University of Western Ontario raised tuition for medical students, after three years the percentage of students from families with incomes below \$60,000 fell from 35 per cent to 15 per cent. He suggested instead that Charest ask the federal government to restore cuts in higher education transfers, pumping more money into higher education. Before the vote Patrick Mercier, a delegate from WestmountSaint-Louis, argued that delegates should be proud of the motion. "Why not invest more in your education so that Quebec can progress?" Mercier said. Olivier Coulombe, of Montreal's less well-off Bourassa-Sauvé riding, said he was "saddened" by the proposal. "We are the party of Adélard Godbout," he said referring to the Liberal premier in the 1940s who gave women the vote and created Hydro-Québec. "We are the party of Jean Lesage," Coulombe added, naming the premier who led Quebec's Quiet Revolution in the 1960s, when CÉGEPs and new universities were created and student aid established to make higher education more accessible.

"Defeat this resolution that isn't even Liberal," Coulombe said. But in what student protesters outside the convention at the Université de Sherbrooke sports centre described as a shift further to the right by the Quebec Liberals, delegates also adopted a resolution to allow union members to ask for refunds of their union dues. Mariper Isabelle, of Quebec City's Jean-Lesage riding, who presented the resolution on unions, said the idea was to empower union members. "If he feels free, he will be more productive," Isabelle said. An amendment to ban media coverage of deliberations dealing with union dues was defeated. Another resolution calling for immersion programs in Grade 6, sending francophones to English schools and anglophones to French schools for a half a school year to master their second language, was adopted with some dissent. Delegates suggested Quebec might have trouble finding enough English teachers for the program. An amendment proposing accelerated English courses from Grade 1 to Grade 6 was rejected, but another amendment proposing enriched English for students doing well in the language was accepted. And delegates adopted another amendment to award students who completed the Grade 6 English program a special diploma as an incentive to learn.

LE DEVOIR: 1ère page: Pour le bilinguisme intégral à 12 ans: - Édition du samedi 02 et dimanche 03 août 2008

Antoine Robitaille
Sherbrooke -- Hausser les droits de scolarité au niveau de la moyenne canadienne, ce qui représenterait un effort d'environ 4000 \$ de plus par année par étudiant, telle est l'une des résolutions phares dont les jeunes libéraux vont discuter aujourd'hui à Sherbrooke, lors de leur 26e congrès annuel, afin de changer «des modèles québécois». Plusieurs des 11 autres résolutions

rédigées par l'exécutif (les régions en ont proposé 26), après une tournée de quelque 20 villes, risquent de provoquer d'âpres débats au sein et à l'extérieur du PLC, notamment la proposition d'instaurer un programme obligatoire d'immersion en 6e année afin que tout Québécois devienne bilingue à 12 ans, celle de privilégier une hausse des tarifs d'Hydro-Québec à toute hausse de taxes, la diminution des taux d'imposition des

entreprises, la promotion de l'exportation de l'eau «afin que les Québécois puissent commencer à s'enrichir grâce à leur or bleu», ainsi que l'adoption du principe du «consentement présumé» pour les greffes d'organes. Quelque 800 à 900 jeunes âgés de 16 à 25 ans s'étaient inscrits au congrès hier.
Rafraîchir le syndicalisme



Leur cahier de résolutions, dont le thème est «Le Québec, un travail d'équipe», est un document empreint d'une vive inquiétude à l'égard des tendances démographiques du Québec, lesquelles le feront passer «d'une société de travailleurs à une société de retraités».

Aussi, comme Le Devoir le révélait hier, les membres de la CJ proposent des façons de «rafraîchir» les institutions syndicales. Ils ont entre autres jugé bon de ramener leur proposition (déjà battue au congrès des membres en mars à Québec) d'imposer des votes secrets «par les travailleurs concernés lors des processus de grève ou d'accréditation syndicale». Selon les jeunes de la CJ, il est «primordial que l'action syndicale représente en tout temps les intérêts et les préoccupations des travailleurs syndiqués». Le président de la CJ, François Beaudry, a soutenu que le principe du vote secret est «incontournable» en démocratie et que, par conséquent, personne ne devrait s'y opposer dans le monde syndical.

À la Fédération des travailleurs du Québec, on déplorait hier ce positionnement. Le président de la FTQ, Michel Arseneault, a soutenu, lors d'un entretien téléphonique, que les votes secrets pour l'accréditation avaient entraîné, là où ils ont été adoptés, une baisse radicale du taux de syndicalisation (actuellement à 40 % au Québec), notamment parce qu'ils ont pour «effet pervers» de reporter souvent indéfiniment la décision de se syndiquer ou non.

Au reste, M. Arseneault s'est plaint que les jeunes libéraux aient refusé de recevoir un représentant du comité jeune de la FTQ, Dominique Lemieux. Ce dernier avait proposé de venir faire une présentation devant les membres jeunes, laquelle aurait été suivie d'une période de questions.

Interrogé à ce sujet, François Beaudry a confirmé avoir bien reçu une proposition de la FTQ. Mais selon lui elle est venue trop tard. De plus, la CJ, a-t-il insisté, ne reçoit habituellement aucun conférencier extérieur, qu'il soit représentant du patronat ou des syndicats. «J'ai vu une annonce contre les PPP sur l'autoroute 40; je n'ai pas été consulté non plus pour savoir si j'étais pour ou contre», a-t-il rétorqué. Il s'est toutefois dit disposé à rencontrer M. Lemieux «une prochaine fois».

Impôt post-universitaire

Quant à l'augmentation radicale des droits de scolarité, François Beaudry insiste sur le fait qu'elle s'accompagnerait de l'adoption d'un «impôt post-universitaire» (IPU), une formule selon laquelle on étudie maintenant et on paie plus tard, mais en proportion avec le salaire décroché. Et si un diplômé ne réussit pas à se trouver de l'emploi? «Il ne paie pas, c'est tout», a répondu M. Beaudry. L'idée d'un IPU a aussi circulé au sein du Parti québécois et avait même été évoquée l'an dernier comme solution au problème de financement des universités par le député de Gouin et ancien leader étudiant Nicolas Girard.

En 2005, alors que les droits de scolarité étaient «gelés», les jeunes libéraux, réunis à Sherbrooke, avaient appuyé massivement une résolution prônant un «dégel responsable». M. Charest avait trouvé l'idée intéressante et en avait par la suite fait une proposition électorale lors du scrutin de 2007. Le dégel a été appliqué en septembre 2007. Au reste, François Beaudry a fait une sortie virulente contre le manque «d'imputabilité» qui a mené à ce qu'il est convenu d'appeler «le fiasco immobilier de l'UQAM», un «dérapage» qui s'est pourtant produit sous les libéraux.

Tous bilingues à 12 ans

La Commission jeunesse débattira aussi aujourd'hui de l'opportunité d'implanter un «véritable système d'apprentissage de la langue anglaise en sixième année du primaire», lequel comprendrait, pour tous les élèves «de la province», «un programme intensif en anglais d'une demi-année scolaire». Même si le français demeure la langue de «première importance», l'anglais est un atout dans la mondialisation actuelle, ont-il argué. Le jour de son arrivée à la tête de la CJ, l'an dernier, M. Beaudry avait provoqué une petite commotion lorsqu'il avait déclaré: «On est une province bilingue, qui va de plus en plus vers trilingue, quadrilingue. Donc, je pense que c'est important de parler autant en anglais qu'en français, deux langues qui sont égales, qui sont reconnues au Québec.» Il avait rectifié le tir le lendemain après avoir essuyé des critiques acerbes de la part du chef adéquate Mario Dumont et de la chef péquistte Pauline Marois: «Le français est la langue officielle du Québec et n'est pas à égalité avec l'anglais; il n'y a aucun doute dans mon esprit.»

Combien coûterait un programme d'immersion obligatoire? Pour l'instant, le responsable de cette question au congrès, Julien Gagnon, dit n'en avoir aucune idée. Il s'agit pour la CJ de proposer une «grande orientation»: «Un changement de modèle, c'est donner de nouvelles orientations, de nouveaux objectifs.»

À l'entrée d'un caucus des élus libéraux qui avait lieu en marge de l'ouverture du congrès, le chef libéral Jean Charest a dit qu'il prêterait une grande attention à ce que les jeunes de son parti proposeraient. Mais il a ajouté que, lorsqu'on est jeune, «on est toujours plus pressé».

JOURNAL DE MONTRÉAL: Congrès jeunes libéraux : Droits de scolarité: de 2000 \$ à ... 6000 \$: l'aile jeunesse du PLQ veut faire payer davantage les étudiants – Samedi 02 août 2008

DROITS DE SCOLARITÉ

De 2000 \$ à... 6000 \$

■ L'aile jeunesse du PLQ veut faire payer davantage les étudiants

SHERBROOKE | (PC) Les jeunes libéraux voudraient voir le gouvernement tripler les droits de scolarité.

Selon ce scénario, un étudiant devrait donc déboursier environ 6000 \$ par année pour s'inscrire à l'université, au lieu d'environ 2000 \$ actuellement.

L'aile jeunesse du Parti libéral du Québec (PLQ) est réunie tout le week-end à Sherbrooke, pour son congrès annuel et la question des droits de scolarité sera à l'ordre du jour des débats, comme ce fut le cas à maintes reprises dans le passé.

Les jeunes du PLQ font le calcul que pour mieux financer les universités, le Québec devrait s'aligner sur la moyenne canadienne, pour ce qui est des frais imposés aux étudiants.

Or, le Québec est actuellement, et de loin, la province où les droits de scolarité, qui ont été gelés pendant plusieurs années, sont les plus bas

au pays. D'où un rattrapage énorme à faire.

Cependant, la résolution à l'étude indique que les étudiants pourraient acquitter la différence entre ce qu'ils payent actuellement et la moyenne canadienne une fois qu'ils sont rendus sur le marché du travail, via un impôt post-universitaire (IPU).

Pour amortir le choc

Les jeunes libéraux croient ainsi amortir le choc.

«On veut un système de financement échelonné, pour ne pas exercer de pression sur le portefeuille des étudiants, pour qu'ils aient le même argent disponible dans leurs poches lorsqu'ils sont aux études et qu'ils payent lorsqu'ils sont sur le marché du travail», a expliqué en conférence de presse, hier, le président de la commission-jeunesse, François Beaudry.

Déjà, avec la bénédiction de l'aile jeunesse, le gouvernement libéral a

mis un terme au gel des droits de scolarité, imposé depuis les années 90.

Une première brèche a donc été faite, cette année, grâce à une augmentation graduelle, à raison de 50 \$ par session, jusqu'en 2012, des frais exigés à l'étudiant.

Il y a entre 800 et 900 jeunes âgés entre 16 et 25 ans qui sont attendus à Sherbrooke pour débattre de plusieurs sujets durant tout le week-end.

Par exemple, ils seront aussi appelés à se prononcer sur l'idée d'imposer le bilinguisme à tous les élèves de 6e année.

La proposition à l'étude stipule qu'à la fin du cycle du primaire, tous les enfants devraient faire une demi-année en immersion totale en anglais.

Hier, les organisateurs du 26^e congrès-jeunes n'étaient pas en mesure d'élaborer sur la faisabilité d'un projet aussi majeur, ni sur les coûts engendrés.

LA PRESSE: Les jeunes libéraux veulent tripler les droits de scolarité - Le samedi 02 août 2008

Malorie Beauchemin, La Presse
Sherbrooke

Des droits de scolarité trois fois plus élevés, des tarifs d'Hydro qui grimpent en flèche, le bilinguis-

me à 12 ans et le vote secret dans les syndicats: tel est le modèle de société que proposera à ses

membres la Commission-Jeunesse du Parti libéral du Québec au cours de son 26e congrès, à Sherbrooke.

Le président des jeunes libéraux, François Beaudry, a dévoilé hier les résolutions qui seront débattues aujourd'hui et demain, en vue de proposer au gouvernement de Jean Charest de nouvelles idées pour l'avenir du Québec.

Si le thème général du congrès de la Commission-Jeunesse est le travail et les travailleurs, l'éducation et la fiscalité se retrouvent au centre des résolutions controversées des jeunes. Ainsi, les droits de scolarité dans les universités québécoises devraient, selon eux, rejoindre la moyenne canadienne. Pour la plupart des étudiants, cela voudrait dire une facture de 6000\$ par année, soit près de 4000\$ de plus qu'actuellement.

En 2005, les jeunes libéraux avaient plutôt prôné un dégel responsable des droits de scolarité. Cette fois, les étudiants ne paieraient les droits supplémentaires qu'après être entrés sur le marché du travail et selon leur capacité de rembourser.

«L'étudiant continuerait à déboursier la même somme d'argent que maintenant, et une fois qu'il serait capable de payer, cette portion additionnelle serait perçue sous forme d'impôt postuniversitaire», explique François Beaudry. L'accessibilité ne serait ainsi pas touchée, ajoute le jeune leader.

Passablement complexe, le nouveau système engendrerait toutefois un «stress initial» pour le gouvernement, avant que les étudiants devenus travailleurs ne payent leur part.

Les jeunes libéraux proposent aussi une importante réforme fiscale qui privilégierait les taxes à la consommation et l'augmentation des tarifs d'Hydro-Québec pour arriver à réduire les impôts. Le coût, au final, serait nul pour le gouvernement. Syndicalisme

La Commission-Jeunesse n'hésite pas non plus à remettre en question les pratiques syndicales. «On veut que l'organisation syndicale soit modifiée pour la ramener vers le travailleur. Il est temps de mettre de côté l'approche patronat-syndicat et l'affrontement», soutient M. Beaudry. Les jeunes proposent de faciliter la contestation à l'intérieur d'un syndicat et d'imposer le vote secret.

Par ailleurs, les jeunes libéraux proposent que tous les enfants soient bilingues en sortant de l'école primaire. La moitié de la sixième année enseignée en anglais intensif, ou encore un stage en immersion donnerait à la prochaine génération «un atout d'une très grande importance», croit Julien Gagnon, responsable de la thématique du congrès 2008.

La cheffe du Parti québécois, Pauline Marois, qui avait proposé sensiblement la même chose il y a quelques mois, avait été critiquée de toutes parts. Pour les jeunes libéraux, le bilinguisme est depuis longtemps une préoccupation importante. En 2000, le congrès avait suggéré l'enseignement de l'anglais dès la première année du primaire, proposition plus tard reprise par le gouvernement Charest.

Le jour de son entrée en poste, l'an dernier, l'actuel président avait même déclaré au Devoir: «On est une province bilingue (...) de plus en plus trilingue et quadrilingue.» Il avait dû par la suite se rétracter, en réitérant que le français est la seule langue officielle du Québec.

Or bleu

Parmi les autres propositions qui seront débattues, il y a l'exportation de l'eau du Québec pour «s'enrichir grâce à l'or bleu», l'instauration du consentement présumé pour les dons d'organes et l'obligation pour les ordres professionnels d'offrir gratuitement un examen de reconnaissance des compétences aux candidats étrangers.

Les propositions adoptées après les débats seront présentées aux instances du Parti libéral. Le premier ministre, présent toute la fin de semaine, prononcera le discours de clôture du congrès, demain.

THE GAZETTE : Young Liberals ponder tuition hike : Delegates at convention call for rapid changes – Saturday, August 02, 2008

KEVIN DOUGHERTY GAZETTE QUEBEC BUREAU SHERBROOKE – About 800 delegates to a weekend convention of the Quebec Liberal Party's youth wing will debate the doubling of university tuition fees, to about \$6,000 a year, and a proposal for refunds of union dues.

They will also debate proposals calling for elementary students in the French system to do half their Grade Six school year in English, so they become bilingual, as well as motions calling for higher hydro rates and a shift away from income tax to consumption taxes, like sales tax, to put more cash in Quebecers' pockets.

François Beaudry, president of the youth wing, says the Liberals should step on the accelerator and he told reporters he isn't worried about the political price the proposals might carry.

"I am one of those who doesn't think politics is about polls," Beaudry told reporters. "It's about ideas."

The proposals are the result of province-wide consultations with members of the party's youth wing, who hold one-third of the votes at Quebec Liberal conventions.

"We have good ideas," Beaudry said. "They will be debated. We are presenting what the young Liberals want."

In recent months, the popularity of Premier Jean Charest has risen in the polls, and more Quebecers are satisfied with his government, even though the opposition parties charge Charest is running government by cruise control.

Charest said on the way to a meeting with his caucus yesterday, before the weekend youth convention, that he isn't alarmed the youth wing wants him to step on the gas.

"Well, if the youth wing had said the contrary, I would be disappointed and surprised," Charest said. "If you are young, you are always a lot more in a hurry than if you are in another age in your life."

The premier said he would pay attention to the weekend deliberations, adding that his government has been "very active." He noted its \$1-billion Employment Pact, in partnership with employers, and agreements to add 2,000 megawatts of wind energy.

And he denied he has been avoiding controversy, pointing to plans to build three new teaching hospitals as public-private partnerships.

The youth wing proposal to raise Quebec's tuition fees, now the lowest in Canada, to the Canadian average, goes beyond the Charest government's

plan to phase in a \$500 annual tuition increase over five years.

Under an innovative proposal, students would not have to pay the additional tuition burden right away, but only after they graduate.

They would pay a percentage of their additional debt in the form of a so-called "post-graduate tax." Details as to how much they would repay and for how many years have not been worked out.

Beaudry explained that the proposal to allow union members a refund of their dues is meant to establish a new balance of power between unions and their members.

"The worker works hard and he contributes for many years," Beaudry said. "It's a lot of his money. We want to protect the workers."

Another resolution under debate calls for banning "mosquitoes," ultrasonic alarms that can only be heard to people under age 25 that are used to keep young people away from certain places.

Printed and distributed by NewspaperDirect | www.newspaperdirect.com, US/Can: 1.877.980.4040, Intern: 800.6364.6364 | Copy-right and protected by applicable law.

LA PRESSE : Lettre : Un peu d'optimisme, bon sang!, par François Beaudry, président de la Commission-Jeunesse du Parti libéral du Québec - Le vendredi 01 août 2008

J'ai décidé de m'impliquer en politique pour faire avancer le Québec, pour l'adapter et lui donner les outils nécessaires pour mieux faire face au XXIe siècle. Trop souvent cependant, j'ai fait face au cynisme ou au pessimisme des jeunes et moins jeunes sur l'impact réel de mon engagement sur la société.

Soit, au cours des ans, des événements malheureux peuvent avoir nourri cette perception. Mais il est temps de tourner la page. On ne peut se permettre d'être désabusés et, en même temps, hausser sans cesse ses attentes face au gouvernement. On demande de fournir gratuitement des services de santé et d'éducation de première qualité, des programmes sociaux toujours plus généreux, une économie rugissante, des tâches

de travail limitées et des salaires faramineux, bref, le beurre et l'argent du beurre.

Ces conditions idéales ne peuvent être édifiées sans qu'il y ait des efforts soutenus en ce sens.

C'est malheureusement le problème au Québec. Lorsqu'arrive le temps de mettre la main à la pâte, de poser les balises de ce Québec de demain, c'est trop souvent le silence, le «criticisme», le désengagement, la division, la résistance, voire la dérision. «Je suis trop occupé», «Les partis politiques ne m'écoutent pas, je ne me sens pas représenté», «de toute façon, ça change quoi?» Et bien ça change tout! Un peu d'optimisme, bon sang!

J'en appelle donc à une plus grande implication des gens dans le monde politique, mais surtout à l'implication des jeunes de ma génération.

J'insiste sur ma génération pour une raison: n'ayant plus le poids du nombre, nous devons compenser par la qualité et la force de l'engagement. Parce que les décisions d'aujourd'hui mettent en jeu notre avenir.

Le défi générationnel n'est pas un mythe, c'est une évidence. Faites le calcul: plus de retraités et moins de travailleurs. D'une société de travailleurs, on passe à une de retraités. Comment, dans un tel contexte, imaginer maintenir le modèle québécois qui fait supporter nos institutions aux grands frais des travailleurs? Ce sont ces travailleurs qui tomberont en pénurie! Ne sait-on pas



non plus que ces services accusent déjà des retards de financement et que l'état démographique du Québec ne va qu'accentuer ce constat? Le statu quo nous impose ce fardeau. Si rien ne bouge, c'est notre génération qui sera sacrifiée pour subvenir à celle qui nous a précédés. Est-ce qu'on est rendu maso au point de rester les bras croisés face à cette situation? Ouverts sur le monde

Je refuse un tel constat. L'incidence de la mondialisation avec, en plein coeur, la révolution qu'a provoquée l'internet a aboli les frontières physiques. Sachez-le, les jeunes sont maintenant, plus que jamais, ouverts sur le monde, dans ce monde qui est en pénurie de jeunes. Combien de temps réussiront-ils à subvenir aux besoins sociaux qui ne cesseront d'augmenter? Combien préféreront partir? Qu'arrivera-t-il alors?

Il est temps pour nous les jeunes de prendre en main notre avenir, de faire entendre notre voix avec beaucoup plus de force, d'investir la sphère politique et de participer au façonnement de la société de demain: c'est plus que notre devoir, c'en est rendu une obligation. À tous les autres, laissez-nous notre place, c'est votre devoir.

Étudiants : finances

JOURNAL DE MONTRÉAL: Étudiants – Dettes: Mauvais payeurs - Mise à jour: jeudi 24 juillet 2008, à 06:13

Jean-Philippe Pineault, Le Journal de Montréal
Des étudiants mauvais payeurs coûtent une fortune aux contribuables. Québec a épongé 21 millions de dollars en dettes d'études non remboursées l'an dernier. Le compte en souffrance dépasse maintenant les 800 millions de dollars.

Des données du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) obtenues par le Journal révèlent que les créances en souffrance des étudiants qui ont contracté un prêt ont bondi l'an dernier.

Alors qu'en 2005-2006, Québec avait pour 793M\$ en dettes d'études à recouvrer, le total des comptes impayés a grimpé à 815M\$ en 2006-2007. En tout, plus de 65 000 étudiants ont un prêt étudiant en souffrance.

«On veut que les étudiants réussissent, honorent leur contrat et remboursent leurs dettes», a indiqué en entrevue la ministre de l'Éducation, Michelle Courchesne.



«Mais le régime parfait n'existe pas. Il y aura toujours du recouvrement à faire», a-t-elle dit, ajoutant qu'il y a aussi des situations incontrôlables, où les gens sont incapables de payer. Le programme d'aide financière créé en 1966

permet aux étudiants d'obtenir des prêts qu'ils n'ont à rembourser qu'une fois leur formation terminée. Lorsqu'ils négligent de payer, font faillite ou sont introuvables, la créance est refilée au gouvernement, qui essaie ensuite de récupérer les comptes en souffrance.

L'État peut, entre autres, effectuer des saisies, se payer à même des remboursements d'impôt ou inscrire des hypothèques légales sur leurs propriétés. Ainsi, 74,4 M\$ ont été récupérés auprès d'emprunteurs étudiants en 2006-2007 et 74,1 M\$ l'année

précédente. «Il ne faut pas penser que l'argent est complètement perdu. Il y a des sommes importantes qui

sont recouvrées», affirme la ministre Courchesne, faisant valoir que plus de 5G\$ ont été payés.

Faillites étudiantes
Pas moins de 1241 personnes qui avaient obtenu un prêt étudiant ont fait faillite en 2006-2007, selon les plus récentes données du ministère de l'Éducation. En quatre ans, près de 5000 jeunes ont déclaré faillite.

«Le gouvernement récupère les cas le plus à problème», affirme David Paradis, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), qui est d'avis que le programme d'aide financière est déconnecté de la réalité en surévaluant la capacité de payer des étudiants.

Merlin Trottier-Picard, de la Fédération étudiante collégiale du Québec, affirme, quant à lui, que des étudiants qui ont cumulé parfois plus de 20000\$ de dettes frappent un mur en terminant leur formation.

«C'est facile d'emprunter. C'est plus difficile de rembourser», lance-t-il.

JOURNAL DE MONTRÉAL: Étudiants – Dettes: Un budget pour couvrir des besoins, pas des extras - Mise à jour: jeudi 24 juillet /2008, à 06:13

Jean-Philippe Pineault, Journal de Montréal
Budget, budget, budget : voilà la recette pour éviter de frapper le mur du surendettement, affirme une spécialiste.

«Le budget est vraiment très important. Ça permet à l'étudiant de contracter un prêt qui couvre ses besoins et non des extras qui ne sont pas nécessaires», affirme Tannis Dawson, spécialiste senior en planification financière et en fiscalité chez Investors.

«Souvent, lorsque des étudiants obtiennent des prêts trop importants, ils gaspillent de l'argent dans les partys, dans les vacances ou en s'achetant un gros téléviseur», fait-elle valoir.

Différentes ressources gratuites existent pour élaborer un bon budget. Le gouvernement a d'ailleurs mis en ligne sur le site www.canlearn.ca un estimateur de budget.

On tient notamment compte des dépenses reliées au logement, au transport en commun, à la nourriture et aux vêtements.

Conseiller
Tannis Dawson recommande aussi aux étudiants qui s'apprentent à rembourser un prêt à la fin de leurs études de rencontrer d'abord un conseiller financier.

Ce dernier pourra expliquer les technicalités du programme d'aide financière qui peuvent parfois échapper aux étudiants.

LA PRESSE: De plus en plus de Québécois comptent sur l'aide financière aux études - Le samedi 19 juillet 2008

Vioiane Ballivy, La Presse
De plus en plus de Québécois peuvent compter sur le soutien financier du gouvernement du Québec pour obtenir un diplôme d'études postsecondaires. Mais les fédérations étudiantes réclament encore davantage: un doctorat se décroche généralement en même temps qu'une dette de 21 376\$, révèle le [dernier bulletin statistique sur l'Aide financière aux études](#) dévoilé hier par le ministère de l'Éducation du Québec.

En 2006-2007, près de 70 000 étudiants universitaires ont reçu une bourse, un prêt ou les deux du gouvernement du Québec, soit 5000 de plus qu'il y a cinq ans. «Mais l'aide financière n'est pas ajustée à la réalité puisque la dette moyenne d'études a crû pendant la même période de plus de 20%, passant de 8895\$ à 9984\$», a relevé

hier David Paradis, président de la Fédération étudiante universitaire du Québec.

M. Paradis y voit un impact direct de la hausse fulgurante entre 1996 et 2007 des frais afférents facturés par les universités aux étudiants, en dépit de gel des droits de scolarité, mais à laquelle le Ministère vient de mettre un terme à l'aide d'un nouveau règlement au printemps dernier. Les étudiants estiment aussi que Québec sous-évalue les charges liées aux études postsecondaires. Les dépenses reconnues par Québec ont d'ailleurs baissé pendant la même période et n'ont pas été indexées au cours de neuf des 15 dernières années. Cette fois encore, le Ministère a entrepris de corriger la situation, reconnaît M. Paradis, «mais le décalage reste très important», dit-il.

À la lueur de ces données, les étudiants ont réclamé une fois de plus hier la révision à la hausse du seuil à partir duquel Québec considère que les parents sont en mesure d'épauler leurs enfants, et qui oscille à l'heure actuelle autour de 30 000\$. «Cela ne correspond même pas au seuil de la pauvreté fixé par Statistique Canada. Ce n'est pas vrai qu'avec un tel salaire, les parents peuvent aider leurs enfants», assure Merlin Trottier-Picard, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).

Le rapport met aussi en lumière la croissance importante du nombre de Québécois qui concilient les études et la famille. Le pourcentage de bénéficiaires d'une aide financière aux études a doublé en cinq ans. À noter que plus de 650 étudiants se sont partagé quelque 9,6 millions de dollars pour poursuivre leurs études à l'étranger, pour la

Québec : Les écoles publiques se vident

LE DEVOIR : Libre Opinion - Éducation : l'heure n'est plus à la critique mais à l'action, par André Caron, Président de la Fédération des commissions scolaires du Québec – Édition du jeudi 21 août 2008

Le système public d'éducation du Québec fait l'objet de critiques constantes et constructives, certes, mais plusieurs opinions émises à son sujet sont souvent incomplètes ou non fondées. Ces critiques sont malheureusement omniprésentes dans un espace public qui accorde trop peu de place aux réalisations positives et particulièrement aux nombreux bons coups de notre système public d'éducation. Résultat: beaucoup de Québécois ignorent que derrière ces préjugés se cache une école publique rayonnante et de grande qualité, animée par des personnes engagées et dévouées à la réussite de nos jeunes.

C'est bien connu, tout le monde a une opinion sur l'éducation. Mais peu importe celle-ci, il faut vite remettre l'éducation en tête de liste de nos priorités et passer à l'action avant que les Québécois ne décrochent de leur école. C'est cet esprit qui m'anime au moment de cette rentrée scolaire et je souhaite le partager avec vous.

J'aimerais vous rappeler que la dernière année a été ponctuée d'excellentes nouvelles pour notre système éducatif et par le fait même pour toute la société québécoise.

- Les élèves québécois se sont classés au 5e rang mondial en mathématiques, au 8e rang en lecture et au 10e rang en sciences. (Programme international pour le suivi des acquis des élèves - décembre 2007)
- Les Québécois de 13 ans se sont classés premiers au pays en lecture et en mathématiques, et deuxièmes en sciences. (Conseil des ministres de l'Éducation - avril 2008)
- Pour une neuvième fois consécutive, le Québec a rafé le titre canadien lors des 14es Olympiades canadiennes de la formation professionnelle et technique. (mai 2008)
- Un Québécois a remporté le titre de meilleur au monde pour les résultats scolaires lors du 39e Mondial des métiers, tenu au Japon. L'équipe canadienne était composée de 27 membres, dont 18 étaient issus du Québec. Ils ont remporté deux médailles d'or, une d'argent et deux de bronze, en plus de trois médailles d'honneur. (novembre 2007)

Ces honneurs démontrent éloquentement que le système éducatif du Québec est un des meilleurs au monde, tant au niveau de la formation de

base que de la formation professionnelle. Mais notre mémoire collective a la formidable faculté de retenir les mauvaises nouvelles. Pour ce qui est des bonnes... nous avons encore du chemin à parcourir.

Bien sûr, tout n'est pas parfait. La persévérance scolaire, entre autres, reste un défi de tous les instants. Il est essentiel que tous nos jeunes puissent acquérir minimalement une formation de base et une première qualification leur permettant de se réaliser, de travailler, de rêver, d'occuper une place constructive dans notre société et de contribuer à la rendre plus forte. C'est là une priorité des commissions scolaires. Car, au-delà des réalisations personnelles et professionnelles, il y a aussi les défis que nous devons relever collectivement. Dans le match qui se joue actuellement sur le plan mondial, nous avons besoin de tous nos joueurs pour rester dans le peloton des équipes gagnantes. Nous ne pouvons pas nous permettre d'en laisser au vestiaire.

Persévérance et valorisation

Au cours des dernières années, les intervenants des commissions scolaires ont renforcé l'encadrement, augmenté considérablement le soutien offert aux élèves en difficulté, ouvert des centres spécialisés, varié les approches pédagogiques, multiplié les projets novateurs pour augmenter la réussite scolaire. Des efforts colossaux sont aussi investis quotidiennement pour permettre à chaque jeune de réussir. Des efforts qui font appel aux compétences des intervenants scolaires, mais également à leur motivation. Amener un élève en difficulté à réussir est une tâche fort complexe. Cela nécessite notamment un accompagnement constant, une grande capacité d'écoute et d'analyse et une aptitude peu commune à encourager et à guider. De telles qualités sont impossibles sans un engagement et un amour inconditionnel pour ces jeunes qui vivent des difficultés qui n'ont rien à voir avec le manque d'aptitudes scolaires.

Il faut le rappeler: les jeunes n'arrivent pas tous à l'école avec le même bagage dans leur sac à dos... Ils vivent parfois des problèmes familiaux ou sociaux qui sont loin de leur capacité à résoudre un problème mathématique ou à accorder un participe passé avec l'auxiliaire avoir. Même en

déployant des trésors de compétence et d'engagement, les intervenants scolaires ne peuvent à eux seuls faire réussir tous ces jeunes. Il faut que leur réussite et surtout que la persévérance scolaire deviennent une priorité pour l'ensemble de notre société.

Mais comment y parvenir? Je vous propose aujourd'hui de remettre l'éducation au premier rang de nos priorités, car elle est la pierre d'assise de la force de notre société et de sa cohérence. Je lance un appel aux parents, au milieu des affaires et aux médias pour qu'ils valorisent le monde de l'éducation et ceux qui travaillent en première ligne à la réussite des élèves. Tous et toutes doivent retenir les bonnes nouvelles diffusées au sujet de l'école publique, pas juste les mauvaises. Nous avons un système public d'enseignement parmi les meilleurs au monde, et il est donc essentiel que nous en soyons fiers et que nous lui accordions le crédit qu'il mérite. Il n'y a pas que les élèves qui aient besoin d'encouragement pour réussir! Les gens qui travaillent au quotidien auprès des élèves ont aussi besoin d'encouragements pour les aider à réussir.

Il faut aussi faire appel à nos jeunes afin qu'ils valorisent la réussite et l'effort et qu'ils agissent comme des leaders positifs et inspirants auprès de leurs pairs. Il nous faut également pouvoir compter sur l'engagement de toutes les forces vives de la société pour soutenir nos jeunes, et ce, tant sur le plan éducatif que sur les plans social, économique et culturel. Plusieurs milieux ont développé des actions en concertation qui ont donné des résultats très encourageants et motivants. Il est urgent de s'en inspirer!

En ce début d'année scolaire, nous avons besoin de vous tous et toutes pour contribuer à la réussite de nos jeunes. Nous savons bien qu'il est plus facile de critiquer un match que de sauter sur la patinoire. Mais nous ne pouvons plus nous payer le luxe de la critique ou de l'indifférence tout court. Nous avons besoin de tous nos joueurs et joueuses. L'heure est maintenant à l'action. Nous comptons sur chaque personne de toutes les générations, parce que l'avenir de notre société en dépend.

LE DEVOIR : Idées : La désertion des élèves du secteur public au profit du privé, par Daniel Épinat, Enseignant en anglais langue seconde – Édition du mardi 05 août 2008

Dernièrement, on pouvait lire dans les journaux que la fréquentation des écoles publiques était en diminution au profit du secteur privé. Et, comme il se doit, le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (le MELS) s'est penché sur ce phénomène afin d'y trouver une réponse. En tant qu'enseignant, j'attendais une réponse du ministère afin qu'il puisse apporter des pistes de solution qui auraient fait en sorte que tous les enseignants comme moi-même, qui se sentent interpellés par ce problème, puissent mettre en œuvre une certaine pratique pédagogique qui pourrait apporter une solution en salle de classe.

Mais, qu'en est-il au juste? Les explications semblent se limiter au fait que les écoles privées sont trop subventionnées par le ministère, que ces écoles privées forment les

élites de demain qu'il faut absolument proscrire pour rendre égalitaire le nivellement par le bas, que, si l'on baisse les effectifs pour avoir 20 élèves par classe dans le secteur public, cela pourrait répondre aux attentes, ce qui aiderait les élèves, qu'il faut former les enseignants et enseignants, et j'en passe.

La question que je me pose est de savoir si les parents envoient leurs enfants au privé à la suite de la venue de la réforme scolaire (renouveau pédagogique) ou si c'est une tendance qui est stable et s'il y a toujours eu au cours des années un certain nombre d'élèves qui quittent le public pour se rendre au privé.

Après ce que le ministère de l'Éducation a mentionné et que l'on pouvait lire dans un quotidien de Montréal du 18 juin dernier, il ne semble pas y

avoir péril en la demeure. En effet, le nombre d'élèves inscrits au privé n'est pas plus alarmant que les années passées puisque, cette fois-ci, c'est la faute de la dénatalité, une des raisons citées par le MELS. Cela crée donc un choc qui influe sur les chiffres et induit les contribuables en erreur. Donc, faut-il s'inquiéter? La réponse est oui.

Pas de la présence de plus en plus des élèves du public dans le réseau privé, mais bien de l'inaptitude du ministère de l'Éducation à constater le vrai problème qui va s'accroître: celui des élèves qui désertent le public pour aller au privé à la suite de l'application de ce nouveau pédagogique qui tient de l'idéologie, et non de la science de l'éducation.

À lire les commentaires, rien ne semble attaquer de front la réforme. Qu'en pensent les enseignantes et enseignants qui sont les grands oubliés de la réforme, ceux qui sont sur le terrain? Il suffit de parler avec la plupart pour constater une dégradation de la pédagogie. De plus, quelle est cette étrange vision scolaire que la société québécoise s'est donnée, et qui, par Lucien Bouchard, pour faire accepter cette réforme, a osé traiter les enseignantes et les enseignants de dinosaures s'ils n'appliquaient pas le nouveau pédagogique. N'est-ce pas lui et d'autres qui plus tard ont demandé un retour du bulletin chiffré? Je ne savais pas qu'une réforme, pour être acceptée, devait passer par le mépris et non par le débat des idées. L'étonnement, dans tout cela, est la facilité que le Québec a à adhérer à toutes les idéologies qui courent. Certes, de la Révolution tranquille à

aujourd'hui, le Québec a connu une succession d'idéologies qui allait régler tous les maux de la société. Que l'on se souvienne de l'idéologie communiste qui régna entre les années 60 et 80 dans les écoles pour ensuite être remplacée par l'idéologie de libre échange qui ferait de tous les Québécois et Québécoises les riches de demain, que, pour y accéder, il fallait enseigner l'économie aux élèves dès le primaire, pour ensuite se tourner vers la mondialisation et aujourd'hui encore, dans le domaine de l'éducation, le socioconstructivisme. D'ailleurs, dans son livre Le Déclin de la mondialisation (The Collapse of Globalism), l'auteur John Ralston Saul a un chapitre qui traite de l'idéologie qui finit par le suffixe «isme». En résumé, tout ce qui finit par «isme» tend à se donner le concept de science donc de solidité pour régler tous les maux de la société. C'est plus facile et sécuritaire de se cacher derrière l'idéolo-

gie, cela permet de ne pas voir la réalité, mais de facilement trouver, dans le cas de l'éducation, des réponses et des boucs émissaires, comme les enseignantes et enseignants si rien ne fonctionne. Le Québec a-t-il appris de son passé? Pour conclure, et ce qu'il y a de plus tragique, c'est que cette réforme, selon les recherches effectuées, demande dans son application une pédagogie des plus inégalitaires jamais créées et pensées dans l'histoire de l'éducation et que les élèves des milieux défavorisés en sont les plus outrageusement les victimes. De plus, est-ce la raison de l'exode des élèves du public vers le privé? N'est-ce pas là aussi, la meilleure façon de créer dans le public, le cheap labour de demain, ce dont le Québec semble avoir désespérément besoin? N'est-ce pas là aussi, l'idéologie du libéralisme?

LE DEVOIR: CARICATURE: Si la remise des médailles olympiques était confiée au Ministère de l'éducation du Québec ..., par Michel Garneau – Édition du mardi 05 août 2008

SI LA REMISE DES MÉDAILLES OLYMPIQUES ÉTAIT CONFIEE AU MINISTRE DE L'ÉDUCATION DU QUÉBEC...



LE DEVOIR: En bref - Moins d'élèves dans les écoles publiques – Édition du mardi 29 juillet 2008

La Presse canadienne
Ottawa -- [Une nouvelle étude de Statistique Canada](#) révèle que les inscriptions dans les écoles publiques du Canada ont chuté entre les années scolaires 1999-2000 et 2005-06. Pour l'année scolaire 2005-06, un peu plus de 5,2 millions d'enfants étaient inscrits, soit une baisse de 3 % par rapport à 1999-2000. L'Alberta a été la seule province à enregistrer une hausse des inscriptions, avec une augmentation de 1 %, soit 552

000 élèves au total. Au Québec, un peu plus de 1,2 million d'enfants étaient inscrits en 2005-06, soit une baisse de 2,5 % par rapport à 1999-2000. La chute la plus notable des inscriptions est survenue à Terre-Neuve-et-Labrador, où le nombre d'élèves a baissé de 18,4 %. Ailleurs au pays, les baisses ont varié de 10,1 % en Nouvelle-Écosse à 0,6 % en Ontario. D'autre part, le nombre d'élèves canadiens titulaires d'un diplôme d'études secondaires en 2005-06 a augmenté de

3 % par rapport à celui de 1999-2000, pour s'établir à un peu moins de 314 000 diplômés. Au Québec, 69 984 élèves ont obtenu un diplôme d'études secondaires en 2005-06, en hausse de 1,4 % par rapport à 1999-2000. L'Alberta figure encore au sommet parmi les provinces avec ses 32 400 détenteurs d'un diplôme d'études secondaires, soit une augmentation de 14,2 % par rapport à 1999-2000.

CYBERPRESSE: Les inscriptions dans les écoles publiques en baisse - Le lundi 28 juillet 2008

La Presse Canadienne, Ottawa
[Une nouvelle étude de Statistique Canada](#) révèle que les inscriptions dans les écoles publiques du Canada ont chuté entre les années scolaires 1999-2000 et 2005-2006. Pour l'année scolaire 2005-2006, un peu plus de 5,2 millions d'enfants étaient inscrits, soit une

baisse de trois pour cent par rapport à 1999-2000. L'Alberta a été la seule province à enregistrer une hausse des inscriptions, avec une augmentation de un pour cent, soit 552 000 étudiants au total.

Au Québec, un peu plus de 1,2 million d'enfants étaient inscrits en 2005-2006, soit une baisse de 2,5 pour cent par rapport à 1999-2000. La chute la plus notable des inscriptions est survenue à Terre-Neuve-et-Labrador, où le nombre d'étudiants a baissé de 18,4 pour cent.

Ailleurs dans le pays, les baisses ont varié de 10,1 pour cent en Nouvelle-Ecosse à 0,6 pour cent en Ontario.
D'autre part, le nombre d'étudiants canadiens titulaires d'un diplôme d'études secondaires en 2005-2006 a augmenté de trois pour cent par

rapport à celui de 1999-2000, pour s'établir à un peu moins de 314 000 diplômés.
Au Québec, 69 984 étudiants ont obtenu un diplôme d'études secondaires en 2005-2006, en hausse de 1,4 pour cent par rapport à 1999-2000.

L'Alberta figure encore au sommet parmi les provinces avec ses 32 400 détenteurs de diplômes d'études secondaires, soit une augmentation de 14,2 pour cent par rapport à 1999-2000.

JOURNAL DE MONTRÉAL: Écoles - Réseau public: «Les parents n'ont plus confiance» - L'ADQ - Mise à jour: vendredi 18 juillet 2008, à 05:55

Jean-Philippe Pineault, Le Journal de Montréal
Les parents qui ont délaissé massivement les écoles publiques n'ont tout simplement «plus confiance» au réseau, juge l'Action démocratique du Québec.
Éric Laporte, porte-parole de l'opposition officielle en matière d'enseignement supérieur, juge que les parents choisissent de plus en plus le privé parce qu'ils veulent davantage pour leurs enfants. «Le système public ne répond pas à leurs exigences», lance le député de L'Assomption.
Ce dernier est d'avis que le ministère de l'Éducation a tort de montrer du doigt le choc démographique pour justifier l'effritement de la clientèle dans les écoles publiques.

«Ce n'est pas juste une question de démographie, sinon le privé serait lui aussi en baisse depuis des années, alors que ce n'est pas le cas», souligne M. Laporte.
Chute libre
Le Journal révélait hier que la fréquentation des établissements publics est en chute libre. Alors que les établissements privés continuent d'avoir la faveur des parents, les écoles publiques se vident à un rythme alarmant.
Lors de la prochaine rentrée scolaire, le réseau public comptera 20 000 jeunes de moins. En l'espace de cinq ans, c'est 75 000 étudiants qu'ont perdus les écoles publiques.

En dix ans, le privé a pour sa part enregistré une augmentation de 21 000 jeunes.
Pas de différence
François Paquette, vice-président de la Fédération des comités de parents, estime que les différences entre le public et le privé sont minces.
«Si on enlève le fait que les écoles privées sélectionnent leurs élèves, je pense que les deux réseaux sont équivalents», dit-il.
«Mes deux enfants sont allés au public. Je suis content qu'ils aient fréquenté des jeunes pépés et avec des difficultés. Parce que le vrai monde, c'est ça», ajoute-t-il.

RADIO-CANADA / Société Éducation: La saignée se poursuit - Mise à jour le jeudi 17 juillet 2008 à 15 h 53

Les élèves québécois seront cette année encore moins nombreux sur les bancs des écoles publiques, selon des données du ministère de l'Éducation du Québec obtenues par le *Journal de Montréal*.
Selon les statistiques du ministère, le réseau d'écoles publiques du Québec comptera en septembre prochain 20 000 élèves de moins que l'an dernier.
Ce déclin des inscriptions dans les écoles publiques de la province n'est pas épisodique. Il s'agit plutôt, selon le *Journal de Montréal*, d'une ten-

dance lourde qu'on observe depuis au moins 11 ans au Québec.
Selon les données de l'État, environ 88 % des élèves québécois fréquenteront une école publique cette année, alors qu'ils étaient 91 % lors de l'année scolaire 1998-1999.
Le nombre d'élèves qui fréquentent le système public québécois est ainsi passé de 1 012 080 en 1998 à 884 651 cette année. Au moins 156 écoles publiques ont aussi fermé leurs portes au cours des cinq dernières années.

Les écoles privées, de leur côté, n'ont cessé d'agrandir leur clientèle, qui s'est enrichie de plus de 21 000 nouvelles inscriptions depuis 10 ans, passant de 102 678 élèves en 1998 à 123 694 élèves cette année.
Radio-Canada.ca avec Presse canadienne et Journal de Montréal

JOURNAL DE MONTRÉAL: EXCLUSIF: Nos écoles publiques se vident - Mise à jour: jeudi 17 juillet 2008, à 05:14

Jean-Philippe Pineault, Le Journal de Montréal
Le nombre d'élèves dans les écoles publiques ne cesse de diminuer. © Le Journal de Montréal, Pierre Vidricaire
Pour une onzième rentrée scolaire consécutive, les écoles publiques du Québec se vident à un rythme effréné, alors que la popularité des établissements privés ne se dément pas.
Lors de la prochaine rentrée, environ 88% des étudiants fréquenteront le réseau public, alors qu'ils étaient 91% en 1998-1999.
Les données fournies par le ministère de l'Éducation à la demande du Journal révèlent que le nombre d'élèves dans les écoles publiques est en chute libre. En septembre prochain, les étudiants seront 20 068 de moins que lors de la dernière année scolaire. En l'espace de cinq ans, le réseau public a perdu près de 75000 jeunes.
Spirale
Gérald Boutin, professeur au Département d'éducation et formation spécialisées de l'UQAM, s'in-

NOMBRE D'ÉLÈVES	
Ça va mal au public	
■ 1998-1999	1 012 080
■ 1999-2000	1 005 508
■ 2000-2001	998 434
■ 2001-2002	988 862
■ 2002-2003	981 383
■ 2003-2004	968 533
■ 2004-2005	958 243
■ 2005-2006	943 424
■ 2006-2007	926 231
■ 2007-2008	904 719
■ 2008-2009	884 651
Ça va bien au privé	
■ 1998-1999	102 678
■ 1999-2000	103 383
■ 2000-2001	105 108
■ 2001-2002	108 206
■ 2002-2003	111 515
■ 2003-2004	114 987
■ 2004-2005	118 294
■ 2005-2006	121 483
■ 2006-2007	123 911
■ 2007-2008	124 409
■ 2008-2009	123 694

quiète de la spirale dans laquelle se trouve le réseau public actuellement. «Ce qui me préoccupe, c'est qu'on est pratiquement en train d'inverser les choses. Si ça continue, un jour, on va avoir plus d'élèves au privé qu'au public», prévient-il.
Auteur du livre *L'école privée* : Pour ou contre, Guy Durand est sévère. «Les parents qui choisissent le privé donnent une claquette au public. Ils disent : Réveillez-vous, vous n'êtes pas assez bons», juge-t-il.
Jean-Pierre Saint-Gelais, porte-parole de la Fédération des commissions scolaires du Québec, est lui aussi préoccupé par la situation. «La baisse de l'effectif est due au taux de natalité en baisse et à l'exode vers le privé. Il faut davantage valoriser nos bons coups», dit-il.
Le ministère de l'Éducation juge pour sa part que la baisse de fréquentation dans les écoles publiques est surtout due au choc démographique. «On n'a pas le choix de composer avec ça», affirme sa porte-parole, Stéphanie Tremblay.
La popularité du privé

Alors que le nombre d'élèves dans les écoles publiques dégringole d'année en année, les établissements privés ont vu leur clientèle augmenter de 21 000 élèves au cours de la dernière décennie. Le ministère de l'Éducation prévoit toutefois une légère baisse d'environ 400 jeunes pour septembre prochain.
L'an dernier, on prédisait aussi une chute de l'effectif scolaire dans les écoles privées. Elles ont finalement accueilli 498 étudiants de plus.
La scolarité des étudiants qui fréquentent le privé est subventionnée par le gouvernement à hauteur d'environ 60%.
L'ÉDUCATION AU QUÉBEC, COMBIEN ÇA COÛTE ?
 13,4 G\$ total des dépenses du gouvernement pour l'éducation.
 111 520 \$ coût de formation d'un diplômé du secondaire au public.
 8 663 \$ dépense moyenne des commissions scolaires pour chaque élève.
 1 358 \$ dépense globale par habitant dans les commissions scolaires.
 24,9 % proportion des dépenses du gouvernement en éducation.
 11,2 : durée moyenne des études des diplômés du secondaire.



JOURNAL DE MONTRÉAL : EXCLUSIF: Plus de 100 écoles ont fermé leurs portes depuis 5 ans - Mise à jour: jeudi 17 juillet 2008 05:14

Jean- Philippe Pineault, Journal de Montréal
La chute marquée dans les écoles publiques a des conséquences dramatiques : plus d'une centaine d'établissements scolaires au Québec ont dû fermer leurs portes en l'espace de cinq ans. Entre 2002-2003 et 2006-2007, 156 bâtiments primaires et secondaires ont cessé leurs activités, révèlent des données du ministère de l'Éducation obtenues par le *Journal*.

«C'est affreux quand une école de quartier ou de village ferme. C'est une catastrophe sociale», lance Guy Durand, professeur émérite de l'Université de Montréal en théologie et en éthique. Le spécialiste juge que les écoliers bénéficient grandement de fréquenter des écoles dans leur environnement immédiat.

«À mon avis, on devrait même garder les classes de première et de deuxième secondaire dans les écoles primaires lorsqu'il y a de l'espace», dit-il. Le ministère de l'Éducation (MELS) a mis en place des mesures financières pour aider les écoles de village à survivre. «En 2007-2008, on a investi 250,8 M\$ pour résorber les effets de la décroissance des élèves», a expliqué Stéphanie Tremblay, porte-parole du MELS.

Québec : Taux d'obtention de diplôme

LA PRESSE: Un taux d'obtention de diplôme inquiétant - Le jeudi 03 juillet 2008

Louise Leduc, La Presse
Seulement six élèves sur dix obtiennent leur diplôme d'études secondaires en cinq ans. Au bout de sept ans, ils seront 72% à l'avoir finalement décroché. Un «drame humain», selon Réjean Parent, président de la Centrale des syndicats du Québec qui représente les enseignants. «S'il s'agissait d'une usine et que 30% de la production était à mettre au rebut, un comité de crise serait mis sur pied pour redresser la situation. Là, c'est sûr qu'on parle d'enfants et non de chaîne de montage et que la comparaison s'arrête là. Mais sans diplôme, où vont-ils trouver un emploi dans cette économie aujourd'hui basée sur le savoir et de moins en moins sur la forêt ou le secteur manufacturier?»

>>>[Consultez tous les résultats](#)

Réjean Parent réagissait ainsi à diverses statistiques dévoilées par le ministère de l'Éducation, hier. Ces données portent d'une part sur les taux d'obtention de diplôme et d'autre part sur les taux de réussite aux examens du Ministère administrés en 2007 (et non ceux de cette année), que ce soit en français, en anglais, en mathématiques, en histoire, etc.

M. Parent s'inquiète particulièrement des taux d'obtention de diplôme. Pour lui, les taux de réussite aux épreuves sont très peu parlants «puisque tous ceux qui ont décroché avant la fin du secondaire ne sont pas pris en compte».

Ces nuances jettent un éclairage d'autant plus inquiétant sur les piètres résultats obtenus par

l'école secondaire Pierre-Dupuy, à Montréal, qui affiche un taux de réussite aux examens de 2007 de 37,4% ou l'école Le Tremplin, dont le taux est de 38,4%.

Les résultats ne doivent pas rendre le Ministère bien fier «s'il les publicise un an plus tard, et le 2 juillet, alors que tout le monde est à la plage ou à la piscine...», ironise M. Parent.

À ce sujet, Stéphanie Tremblay, porte-parole du Ministère, admet que les résultats auraient pu sortir une semaine ou deux plus tôt, mais pas davantage, puisqu'il faut laisser à chacun le temps de faire ses deux examens de reprises réglementaires.

Par région, si l'on jette un coup d'œil à la seule cohorte de 2002 qui a fini son secondaire après les cinq années réglementaires, la région Chaudière-Appalaches se tire moins mal d'affaire, avec un taux de 58,2%. Montréal obtient un taux de 52%. C'est la cohorte du Nord-du-Québec qui a le moins décroché son diplôme dans les temps habituels: seuls 23, 5% y sont parvenus en cinq ans.

Encore une fois, on note que les garçons réussissent beaucoup moins bien, dans toutes les régions. La fracture est particulièrement nette en Abitibi-Témiscamingue, où le taux d'obtention de diplôme chez les filles de la cohorte de 2000 est de 77% et celle des garçons, de 61,8%, au bout de sept ans.

Sans surprise, les écoles privées mènent le bal.

La Commission scolaire de Montréal, l'Alliance des professeurs et le personnel politique du Ministère n'ont pas voulu commenter les résultats (le Ministère se limitant à des explications sur les statistiques).

Ce qu'en disent les ados...

Dans la rue, hier, les adolescents, eux, en avaient long à dire sur les examens du Ministère. Non pas sur ceux de 2007, déjà loin dans leur tête, mais sur ceux qu'ils viennent de passer.

Les jeunes interviewés hier étaient unanimes: l'examen d'anglais langue seconde –discipline qui obtenait le plus haut taux de réussite (78,4%) en 2007– était incroyablement facile. Au contraire, nombreux étaient ceux qui ont trouvé l'examen d'histoire de 4e secondaire extrêmement difficile.

L'examen de français était une farce, à en croire Geneviève, de l'école Jean-Jacques Rousseau. «De la petite compréhension de texte facile.»

Facile ou pas facile, il suffit souvent de s'en remettre aux plus performants, relève Lukas Brugger, un Autrichien venu faire un échange culturel d'un an au Québec. «Aux examens, notamment à celui d'anglais, ça trichait vraiment beaucoup, dans la classe!» Un vrai examen collectif, à l'entendre.

Bref, les chiffres, ça vaut ce que ça vaut!

Pour consulter tous les résultats par école, par commission scolaire et par région, nous vous invitons à aller sur cyberpresse.ca/examens

THE GAZETTE: High school students' provincial exam marks, pass rates improved in 2007 – Thursday, 3 July 2008

BRENDA BRANSWELL GAZETTE EDUCATION REPORTER

Their average mark inched up and so did their pass rate.

[Results made public](#) yesterday by Quebec's Education Department show high school students turned in a slightly better performance on provincial exams in June 2007 than they did in 2006.

The pass rate climbed to 84.4 per cent on the final exams compared with 83.2 per cent in June 2006. And the average mark nudged up to 73.2 per cent from 72.6 per cent in 2006.

Continuing a trend of previous years, francophone students performed slightly better than their anglophone peers in average marks and pass rates. The pass rate among francophone students was 84.8 per cent compared with 82.4 per cent for anglophone students.

However, on the island of Montreal, for instance, the percentage of students who graduated within a five-year time frame was considerably higher at the two English school boards than the three French ones.

The rate was almost identical for the English Montreal School Board and the Lester B. Pearson School Board – 69.1 per cent and 69.3 per cent, respectively. The graduation rate at the Commission scolaire de Montréal within the same five-year period was 40.7 per cent. The graduation rates rose significantly at all five boards on the island when the time frame was stretched to six and seven years.

"We're not going to call in the brass bands because these numbers suggest that too many students are not completing high school," said

David Birnbaum, executive director of the Quebec English School Boards Association.

In all, 72 per cent of Quebec students obtained their high school diploma in 2006-07 with 60 per cent of them doing so after five years of studies.

Birnbaum said the most important thing is for students to successfully get through their studies. "If it requires an additional year for certain students to complete their high school, so be it."

More than 159,000 students in Grades 10 and 11 wrote the exams last year. The pass rates tumbled noticeably in the Grade 11 French-as-a-second-language course as well as in Mathematics 514. The pass rate rose significantly in the 2007 Grade 10 history exam compared with June 2006.

Les titres du Courrier international

les titres du 29 août 2008



THE WASHINGTON POST

Barack Obama : "Il est temps pour nous de changer les Etats-Unis"

Quatre-vingt mille personnes s'étaient rassemblées au stade de Denver le 28 août pour entendre Barack Obama accepter son investiture comme candidat démocrate à la présidentielle. Le jour anniversaire du célèbre discours de Martin Luther King, le sénateur de l'Illinois a haussé le ton contre son rival républicain John McCain, accusé de faire retourner les Etats-Unis "en arrière". Sur le fond, commente l'éditorialiste du quotidien, le programme démocrate n'est guère différent de ce qu'il était en 2004. Mais, cette fois-ci, le parti dispose d'un "leader charismatique" qui a réussi à s'imposer comme l'incarnation du changement.



DIE WELT

L'UE étudie des sanctions contre la Russie

"Le conflit dans le Caucase isole de plus en plus la Russie sur la scène internationale", annonce le quotidien berlinois. La Chine, entre autres, refuse de reconnaître, à la suite de Moscou, l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie. Elle plaide pour une résolution diplomatique du conflit. De leur côté, les membres de l'UE doivent se réunir lundi pour tenter de s'accorder sur d'éventuelles sanctions. La Pologne plaiderait pour des mesures énergiques, comme la restriction de visas aux citoyens russes.



GAZETA.RU

Poutine dévoile un complot

Dans un entretien accordé le 28 août à la chaîne américaine CNN, le Premier ministre russe Vladimir Poutine a presque ouvertement accusé l'administration Bush de complot visant à propulser le républicain John McCain à la Maison-Blanche. Sans "une petite guerre victorieuse" en Géorgie, on n'aurait pas observé cet "élan patriotique" aux Etats-Unis, qui permet de "soudier le pays autour de certaines forces politiques", a-t-il assené "d'un ton particulièrement dur", estime le quotidien en ligne.



L'ORIENT-LE JOUR

Le Hezbollah aurait abattu un hélicoptère de l'armée libanaise

Un hélicoptère militaire a été abattu alors qu'il survolait Iqlim El-Touffah, un fief du Hezbollah libanais. L'attaque a fait un mort et plusieurs blessés. Un détail attire particulièrement l'attention du quotidien de Beyrouth : "Le silence assourdissant du Parti de Dieu". Il fait état de "sources concordantes" selon lesquelles les miliciens seraient à l'origine des tirs. L'armée se refuse officiellement à toute précision et ne fait état que d'"hommes armés" qui ont tiré sur son hélicoptère.



CLARÍN

Deux anciens généraux argentins éclopent de la perpétuité

Antonio Domingo Bussi et Luciano Benjamín Menéndez ont été condamnés le 28 août à la prison à vie par un tribunal argentin. Ces deux généraux retraités, âgés de 82 et 81 ans, dirigeaient la province de Tucumán pendant la dictature (1976-1983). Ils ont été jugés coupables de l'assassinat du sénateur péroniste Guillermo Vargas Aignasse, "disparu" en 1976. Des incidents ont éclaté à l'annonce que Bussi pourrait purger sa peine à domicile et non dans une prison ordinaire.



LA STAMPA

Le sauvetage d'Alitalia est enclenché

Le gouvernement italien a donné son feu vert, le 28 août, à une réforme de la loi sur les faillites qui permettrait de sauver la compagnie aérienne italienne. Alitalia sera scindée en deux entités : d'un côté les activités déficitaires, mises en faillite ; de l'autre les activités saines, reprises par seize industriels italiens. Les syndicats seront consultés lundi sur ce plan de relance, qui prévoit 7 000 licenciements. Air France, qui avait tenté de racheter Alitalia au printemps, reste en embuscade.



THE JAMAICA OBSERVER

La tempête tropicale Gustav menace la Jamaïque

"Gustav constitue toujours une menace", titre le quotidien de Kingston. L'ouragan Gustav, après avoir fait plus de 59 morts en Haïti et en République dominicaine, a été rétrogradé au rang de tempête tropicale, mais le répit pourrait n'être que provisoire. Le journal déplore que beaucoup de Jamaïcains prennent la menace "à la légère",

et leur conseille de faire des provisions d'eau et de nourriture. Le 28 août, des pluies torrentielles ont commencé à s'abattre sur l'île.



LE SOLEIL

Attaques contre la presse : un ministre limogé au Sénégal

Le 28 août, Farba Senghor a été démis de ses fonctions de ministre des Transports aériens et de l'Artisanat. Par ailleurs secrétaire général à la propagande du Parti démocratique sénégalais (PDS, au pouvoir), Senghor est soupçonné d'être le commanditaire de la mise à sac de deux quotidiens sénégalais, survenue le 17 août. Son renvoi ne condamne pas Senghor en tant que responsable, précise un communiqué officiel : il s'agit de lui "permettre de se défendre" des accusations portées contre lui.



EVENING STANDARD

Le chef de Scotland Yard publiquement accusé de discrimination raciale

Tarique Ghaffur a profité, le 28 août, d'une conférence de presse télévisée pour accuser publiquement de racisme Ian Blair, le chef de Scotland Yard. Chargé de la sécurité pour les Jeux olympiques de Londres en 2012, Ghaffur est l'officier de confession musulmane le plus gradé du Yard. Il se plaint de traitements "humiliants et dégradants". Il a déposé plainte, la semaine dernière, auprès de l'équivalent londonien des prud'hommes.



HINDUSTAN TIMES

Les flots de la catastrophe dévastent le Bihar

Manmohan Singh, le Premier ministre indien, a qualifié de "catastrophe nationale" la situation qui règne au Bihar, un Etat pauvre du nord du pays. Il y a dix jours, de fortes précipitations ont fait déborder le fleuve Kosi. Plus de 1 million de personnes sont prisonnières des eaux, et les inondations ont déjà fait 46 morts. Manmohan Singh a annoncé une aide d'urgence de 155 millions d'euros, et l'acheminement sur place de 125 000 tonnes de céréales.

les titres du 28 août 2008



THE NATION

A Bangkok, les manifestants rebelles tiennent bon

Des milliers de manifestants royalistes continuent d'occuper le centre de Bangkok. Ils réclament la démission du Premier ministre Samak. Le 27 août, un tribunal civil de Bangkok a ordonné leur dispersion immédiate. Des mandats d'arrêt ont été émis contre les neuf dirigeants de l'Alliance populaire pour la démocratie (PAD), accusés d'être à l'origine des troubles. Mais "des milliers de gens" se sont déployés en "boucliers humains" pour empêcher leur arrestation, titre le quotidien.



THE WASHINGTON POST

Barack Obama devient le candidat officiel du Parti démocrate

Le sénateur de l'Illinois, intronisé officiellement le 27 août lors de la convention démocrate, est "le premier Africain-Américain à briguer la Maison-Blanche", rappelle en une le quotidien de Washington. Les deux époux Clinton lui ont apporté un soutien appuyé. Plus tard dans la soirée, Joseph Biden a été à son tour officiellement nommé candidat à la vice-présidence. Ce 28 août, Barack Obama doit prononcer un discours attendu, quarante-cinq ans jour pour jour après le discours historique de Martin Luther King.



THE TIMES OF MALTA

70 clandestins se seraient noyés au large de Malte

Huit clandestins ont été secourus le 27 août par un bateau de pêche maltais. Partis jeudi dernier de Libye, ils ont déclaré aux policiers que 70 de leurs compagnons de voyage avaient sombré en cours de route, victimes du naufrage de l'embarcation. Un hélicoptère de patrouille allemand a ensuite repéré trois corps dérivant dans les eaux au sud de Malte.



LE TEMPS

La pauvreté recule dans le monde... sauf en Afrique

Entre 1981 et 2005, le nombre de personnes gagnant moins de 1,25 dollar par jour a diminué de 500 millions dans le monde. Selon un rapport de la Banque mondiale, la part des pauvres dans la population totale est tombée de 52 % à 26 %. Deux bébés de taille sont toutefois à apporter, précise le quotidien suisse : la pauvreté ne recule pas dans l'Afrique subsaharienne et les progrès enregistrés par ailleurs restent fragiles.



IRAN

Ahmadinejad au sommet du Groupe de Shanghai

Le président iranien est arrivé "confiant" le 27 août à Douchanbé (Tadjikistan) pour participer au sommet

de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). Téhéran a posé en mars dernier une demande officielle d'intégration à ce groupe de coopération économique et militaire fondé en 2001 par six pays : Russie, Chine, Kazakhstan, Tadjikistan, Ouzbékistan, Kirghizistan. Une intégration serait une bouffée d'air pour Téhéran, dont l'économie est affectée par les sanctions internationales visant son programme nucléaire.



ASAHI SHIMBUN

Un humanitaire japonais est retrouvé mort en Afghanistan

Kazuya Ito, 31 ans, avait été enlevé le 26 août dans la province de Nangarhar, où il participait à un projet de reconstruction. Ichita Yamamoto, le vice-ministre des Affaires étrangères nippon, a confirmé le 27 août que son corps avait été retrouvé criblé de balles. Alors qu'une autopsie doit être effectuée à Kaboul, aucune information n'a filtré sur l'identité des ravisseurs. Selon le quotidien, Ito aurait été tué au cours d'échanges de tirs entre ses ravisseurs et des policiers venus le délivrer.



THE TIMES

Les deux Titien qui embarrassent le gouvernement britannique

Sur le marché, *Diane et Actéon* et *Diane et Callisto* valent, réunis, 373 millions d'euros. Le duc de Suther-



land, propriétaire de ces deux chefs-d'œuvre du Titiun, voudrait s'en défaire. Mais, pour que les tableaux ne partent pas à l'étranger, il propose au ministère de la Culture britannique de les racheter pour le tiers de leur prix. Problème : le gouvernement peut-il décaisser une telle somme en ces temps de vaches maigres et de revendications sociales ?



DIE WELT

En Afghanistan, un soldat allemand succombe dans un attentat

Le 27 août, un attentat commis contre une patrouille allemande a fait un mort et trois blessés. La chancelière Angela Merkel s'est dite "profondément choquée". Cette attaque montre que les talibans savent

jouer des attermoissements allemands, commente l'éditorialiste du quotidien. "La faiblesse provoque l'offensive." Selon lui, il importe donc de regarder la situation "avec sang-froid", y compris au Pakistan, qui sert de base arrière aux talibans.



FOLHA DE SÃO PAULO

Réserve indienne : la Cour suprême ajourne sa décision

Le 27 août au soir, la Cour suprême du Brésil a suspendu pour une durée indéterminée l'étude d'un litige opposant des Indiens d'Amazonie à de grands exploitants. Ces derniers demandent le partage de la vaste réserve de Raposa Serra do Sol pour pouvoir y développer la riziculture. Le verdict de la Cour suprême est très attendu au Brésil, où il fera jurispruden-

ce. Son report a été salué par les organisations proches des agriculteurs.



THE TELEGRAPH

Le Bengale-Occidental ne veut pas de la Nano

Depuis quatre jours, les agriculteurs bloquent l'accès à une usine du constructeur automobile Tata. Ils dénoncent les conditions dans lesquelles ils ont été expropriés de leurs terres pour que Tata puisse assembler sur place la Nano, vantée comme la voiture la moins chère au monde. Le 27 août, la direction de Tata a reçu le soutien de Mukesh Ambani, patron du plus gros conglomérat privé indien, au nom de "la compétitivité indienne" et de la "création d'emplois".

les titres du 27 août 2008



FINANCIAL TIMES

Géorgie : le président russe prend la plume pour s'expliquer

Dans une tribune publiée le 27 août dans le quotidien britannique, Dmitri Medvedev détaille pourquoi il a finalement reconnu l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, deux régions séparatistes de Géorgie. "J'ai tenu compte des sentiments librement exprimés par les peuples d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie. Ma décision s'appuie sur la Charte des Nations unies et d'autres documents du droit international", écrit le président russe. Cette reconnaissance d'indépendance a été critiquée le 26 août par les Occidentaux.



THE NEW YORK TIMES

A Denver, Hillary Clinton appelle les démocrates à l'unité

C'était l'un des discours les plus attendus de la convention démocrate, organisée ces jours-ci dans le Colorado. Le 26 août, Hillary Clinton, rivale malheureuse de Barack Obama dans la course à l'investiture, a appelé ses partisans à soutenir la candidature du sénateur de l'Illinois. "Nous sommes dans la même équipe, personne ne doit rester sur le banc de touche", a-t-elle déclaré. Elle a cependant laissé la porte ouverte à une future nouvelle candidature, constate le quotidien new-yorkais.



THE CITIZEN

Robert Mugabe récolte les huées des députés

Le 26 août, le despote zimbabwéen a ouvert la session du nouveau Parlement. Les députés du Mouvement pour un changement démocratique (MDC), le principal parti de l'opposition, l'ont accueilli par des sifflets. "Nous ne le reconnaissons pas comme le président du Zimbabwe", explique le porte-parole du MDC au quotidien sud-africain, faisant référence à la présidentielle truquée du 27 juin. Le MDC possède 100 sièges au Parlement, contre 99 au parti de Mugabe, la Zanu-PF.



THE ASIAN AGE

En Inde, les attaques contre les chrétiens se multiplient

Le 26 août, la situation a empiré dans l'Etat d'Orissa, situé dans l'est de l'Inde. Des églises et des presbytères continuent d'être pris pour cibles, des maisons habitées par des chrétiens sont incendiées. Des bilans contradictoires font état de 7 à 20 morts. Samedi, l'assassinat d'un dignitaire hindou a mis le feu aux poudres. Les tensions entre chrétiens et nationalistes hindous étaient latentes depuis un certain temps. Mardi, le Vatican a appelé à la fin des violences religieuses en Inde.



BANGKOK POST

Contesté, le Premier ministre thaïlandais perd patience

Cette journée du 27 août s'annonce "explosive" en Thaïlande, prédit le quotidien de Bangkok. Le 26 août, des milliers de manifestants se sont emparés de plusieurs bâtiments appartenant à l'Etat ou au gouvernement. Ils réclament la démission du Premier ministre Samak, qu'ils accusent de faire le jeu de l'ancien Premier ministre Thaksin, renversé en 2006. En réponse, Samak leur a intimé de se disperser immédiatement. Des heurts avec la police ont fait 15 blessés légers.



THE STAR

L'opposition malaisienne retrouve une de ses têtes de pont

Une figure de l'opposition malaisienne, Anwar Ibrahim, a fait le 26 août "son retour au Parlement". Il a en effet largement remporté, par près de 16 000 voix d'écart, une législative partielle organisée dans l'Etat de Penang (nord-ouest). Cela faisait dix ans qu'il était absent de la vie politique malaisienne, emprisonné après avoir été accusé de "sodomie" et de "corruption". Anwar avait été vice-Premier ministre dans les années 1990.



HANDELSBLATT

La peur de la récession gagne l'Allemagne

"La peur de l'inflation et de la récession freine l'économie allemande. Les indices conjoncturels signalent un affaiblissement", titre le grand quotidien financier de Düsseldorf. Premiers touchés : les consommateurs. Au deuxième trimestre, les dépenses de consommation ont été de 0,7 % inférieures à ce

qu'elles étaient au premier trimestre. Et cette tendance s'est poursuivie en août, selon les chiffres publiés le 26 août par le gouvernement. Les exportateurs font eux aussi grise mine.



ZAMAN

La torture reste d'actualité en Turquie

En 2006-2007, 4 719 Turcs, dont 471 enfants, ont porté plainte pour "torture" ou "usage disproportionné de la force" de la part de la police ou de la gendarmerie. Tels sont les chiffres cités par le ministre de la Justice, Mehmet Ali Sahin, le 26 août au Parlement. "La politique de la tolérance zéro finit en fiasco", titre le quotidien. Le gouvernement s'était en effet engagé à éliminer de telles pratiques au sein des forces de l'ordre pour répondre aux critères d'adhésion de Bruxelles.



AUJOURD'HUI LE MAROC

Les cinéastes marocains se disent censurés en Egypte

Un temps sélectionné pour le festival du film d'Alexandrie, le film *Whatever Lola Wants* du Marocain Nabil Ayouch a été remplacé à la dernière minute par un film égyptien. Sans explication de la part de la direction du festival, l'équipe du film se rappelle qu'un journal du Caire, lors d'une première projection, avait dénoncé la mauvaise image de l'Egypte que donnait le film. Est-ce la raison ? *Où vas-tu Mosché ?*, de Hassan Benjelloun, a subi le même sort, souligne le quotidien de Casablanca.



PÁGINA 12

En Argentine, six pratiquants sur dix sont des évangéliques

Le quotidien consacre sa une à la première enquête nationale sur les croyances et la religion en Argentine, menée par des chercheurs du CONICET, l'équivalent argentin du CNRS. Ainsi, 90 % des Argentins croient en Dieu, et 76 % se disent catholiques. Mais ils sont aussi plus de 60 % à considérer que la religion est une affaire personnelle, qui ne passe pas nécessairement par l'Eglise. Les trois quarts de la population avouent mettre "rarement, voire jamais," les pieds dans un lieu de culte.

les titres du 26 août 2008



THE PHILADELPHIA INQUIRER

Les démocrates américains assurent le spectacle

La convention du Parti démocrate a débuté le 25 août à Denver. Elle devrait s'achever, jeudi, sur la désignation de Barack Obama comme candidat du parti à la présidentielle. Parmi les orateurs qui se sont succédé à la tribune, deux ont particulièrement brillé : Michelle, l'épouse de Barack Obama, entourée de leurs deux filles, et le sénateur Ted Kennedy. Atteint d'un cancer du cerveau en phase terminale, il a délivré un discours émouvant, pour ce qui sera sans doute sa dernière apparition à une convention.



THE MOSCOW TIMES

La Douma reconnaît les régions séparatistes de Géorgie

Le 25 août, le Parlement russe a appelé le président Medvedev à reconnaître l'indépendance de l'Ossétie du Sud et de l'Abkhazie, deux régions séparatistes de Géorgie. Les députés, dans leur majorité, ont estimé

que cela aiderait à protéger ces enclaves d'une nouvelle agression géorgienne, précise le journal anglophone. Le même jour, Medvedev et le Premier ministre Poutine ont par ailleurs émis l'idée de rompre avec l'OTAN et l'OMC, jugeant que la bonne volonté russe n'était pas payée de retour.



THE GUARDIAN

Londres a lancé la guerre de propagande contre Al-Qaïda

Le quotidien anglais a eu accès à un rapport secret relatant les efforts du ministère de l'Intérieur britannique pour "ternir la marque Al-Qaïda". Une unité antiterroriste créée l'an dernier a été chargée de diffuser auprès de la BBC et d'autres médias des informations sur le déclin de l'organisation islamiste. L'objectif est, selon le rapport, de répandre l'idée que les membres d'Al-Qaïda "ne sont pas des héros".



DAWN

La majorité pakistanaise se fragmente

Après seulement cinq mois d'existence, la coalition au pouvoir au Pakistan a perdu le 25 août l'un de ses piliers. Nawaz Sharif, le leader de la Ligue musulmane du Pakistan-Nawaz (PML-N), est passé dans l'opposition. Motif : il désapprouvait la candidature à la présidentielle d'Asif Ali Zardari, veuf de Mme Bhutto et figure du Parti du peuple pakistanais (PPP), l'autre grand parti de la coalition. Pour l'instant, grâce au soutien de petits partis, le PPP garde une majorité suffisante pour gouverner.



THE CITIZEN

L'opposition zimbabwéenne gagne la présidence du Parlement

Lovemore Moyo a été élu le 25 août à la tête du Parlement zimbabwéen. Le candidat du Mouvement pour le changement démocratique (MDC), le principal parti d'opposition au régime du président Mugabe, a récolté 110 voix sur 210. C'est la première fois depuis l'indépendance du pays, en 1980, que l'opposition s'empara de cette fonction, précise le quotidien sud-

africain. Et pour Mugabe, trahi par certains de ses députés, cela laisse augurer de dures batailles législatives.



KARGOZARAN

L'Iran durement frappé par la sécheresse

Dans le nord-est de l'Iran, plus de cent hectares de forêt ont brûlé dans le parc national du Golestan. L'incendie, qui durait depuis trois jours, "n'a pu être stoppé que grâce à la pluie". Pour le quotidien, les feux ont été provoqués par la sécheresse particulièrement grave qui sévit en Iran depuis plusieurs mois. Les productions agricoles, notamment de blé, sont très affectées par cette situation, obligeant l'Iran à augmenter ses importations cette année.



JERUSALEM POST

Proche-Orient : les doutes de Condoleezza Rice

La secrétaire d'Etat américaine est arrivée le 25 août en Israël, pour ce qui sera sans doute sa dernière tournée au Proche-Orient. Même si elle espère tou-

jours voir les négociations de paix déboucher avant la fin du mandat de George Bush, Condoleezza Rice ne croit plus guère qu'Israéliens et Palestiniens pourront présenter un document commun lors de l'Assemblée générale de l'ONU, à la mi-septembre.



THE HINDU

Des heurts interreligieux font deux morts dans l'est de l'Inde

Une jeune femme de 20 ans a péri brûlée vive, le 25 août, dans l'incendie d'un orphelinat catholique de l'Etat d'Orissa. Plusieurs églises, presbytères et autres bâtiments utilisés par les chrétiens ont également été mis à sac. Ces attaques sont survenues lors d'une manifestation organisée par deux partis nationalistes hindous après l'assassinat, samedi, d'un dirigeant hindou. Un autre homme, de confession inconnue, a été retrouvé mort.



THE IRISH TIMES

Traité de Lisbonne : les Irlandais retourneront-ils aux urnes ?

"Rien n'a encore été décidé", a tranché le porte-parole du gouvernement irlandais le 25 août. Les rumeurs vont bon train après l'entretien que le ministre des Affaires européennes a accordé le même jour au quotidien *Irish Independent*. "Il pourrait être nécessaire de consulter la population une nouvelle fois", annonçait Dick Roche. Le 12 juin, en votant non au traité de Lisbonne, les Irlandais ont mis l'Union européenne dans l'impasse.



THE GLOBE AND MAIL

La listériose continue de faire des victimes au Canada

Les autorités de l'Ontario ont fait état, le 25 août, de trois nouveaux décès. Cela porte à douze le nombre de Canadiens morts après avoir consommé des lots de viande emballés par la société Maple Leaf et contaminés par la *Listeria*. Maple Leaf a rappelé 220 de ses produits, et fermé pour désinfection son usine de Toronto, où la bactérie a été détectée. Les autorités sanitaires s'attendent à de nouveaux décès, la listériose pouvant mettre des mois à se manifester.

les titres du 25 août 2008



HA'ARETZ

Israël commence à libérer 199 détenus palestiniens

Dans un geste de bonne volonté à l'égard du président palestinien Mahmoud Abbas, Israël a entrepris ce 25 août de libérer 199 détenus palestiniens. Deux des détenus relâchés, condamnés pour avoir tué des Israéliens, étaient en prison depuis presque trente ans, souligne le quotidien de Tel-Aviv. Leur libération suscite une polémique en Israël. Ce même jour, la secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, est attendue dans la région pour de nouvelles discussions sur le processus de paix.



INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE

Le président géorgien veut rebâtir son armée

Malgré la défaite de ses troupes face à la Russie, le président géorgien Mikheil Saakashvili ne renonce pas à réunir sous le drapeau géorgien les deux enclaves indépendantistes d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie. Il estime que, grâce à la solidarité internationale, l'armée géorgienne sera bientôt remise sur pied. La France, négociatrice du plan de paix, a demandé le 24 août la tenue d'un sommet extraordinaire de l'UE, ajoute le quotidien américain. La Russie tarde à se retirer de Géorgie, comme le prévoit le traité de cessez-le-feu.



THE NEW YORK TIMES

A Denver, les démocrates, anxieux, veulent croire en la force d'Obama

Ce 25 juin doit s'ouvrir à Denver (Colorado) la convention du Parti démocrate, au cours de laquelle Barack Obama sera officiellement intronisé candidat à la présidentielle. Au fur et à mesure qu'approche la date de l'élection, le 4 novembre, les démocrates sont de plus en plus "nerveux" quant aux chances de leur représentant, souligne le quotidien new-yorkais. Entre autres, la bataille des primaires a laissé des traces. Samedi, Obama a choisi pour colistier le sénateur Joseph Biden.



LOS TIEMPOS

L'opposition bolivienne veut bloquer les routes

Les gouverneurs de trois provinces boliviennes autonomistes réclament que le gouvernement bolivien leur restitue 166 millions de dollars provenant d'un impôt sur les hydrocarbures. "Les dirigeants régionaux ont déclaré être 'sur le pied de guerre' et ont décidé de bloquer des routes à compter de ce lundi", rapporte le quotidien. Face à ces menaces, le président bolivien Evo Morales a demandé aux militaires de veiller à la sécurité des installations pétrolières situées dans ces trois régions.



THE HINDU

Les autorités du Jammu-et-Cachemire sur le qui-vive

Les autorités de l'Etat du Jammu-et-Cachemire ont ordonné l'arrestation de plusieurs dirigeants séparatistes la nuit dernière. Ce lundi 25 août doit avoir lieu dans la région un grand rassemblement en faveur de l'indépendance. Les autorités disent agir par "précaution", alors que les manifestations se multiplient ces dernières semaines. Les indépendantistes protestent contre l'octroi d'un terrain aux hindous pour qu'ils puissent se rendre en pèlerinage au Cachemire.



THE MANILA TIMES

Les combats s'intensifient dans le sud des Philippines

Cinquante-cinq morts le 23 août, plus de 100 victimes sur quatre jours (soldats et rebelles confondus) : le quotidien de Manille dresse le bilan des affrontements qui opposent l'armée philippine et Front Moro islamique de libération (MILF) sur l'île de Mindanao (sud). Et plus de 240 000 personnes auraient été déplacées ces quinze derniers jours. Les violences ont éclaté après l'invalidation par la Cour suprême, le 4 août, de la création d'une région musulmane autonome dans le sud des Philippines.



ENTEKHAB

Le guide suprême iranien souhaite la réélection d'Ahmadinejad

Ali Khamenei, la plus haute autorité en Iran, a affirmé le 23 août son soutien "chaleureux" au gouvernement de Mahmoud Ahmadinejad. A dix mois de l'élection présidentielle, le guide suprême iranien a exprimé son souhait de voir réélu un chef de gouvernement qui a stoppé "l'occidentalisation et la sécularisation du

pays". Cette déclaration intervient alors que le président iranien est la cible de nombreuses critiques, notamment de la part des députés, qui trouvent sa gestion économique douteuse.



DAILY NATION

La Zambie, en pleurs, accueille le corps de son président

Le 23 août, des milliers de Zambiens s'étaient réunis à Lusaka pour accueillir la dépouille mortelle de leur président. Levy Mwanawasa est décédé le 19 août à Paris des suites d'une attaque cérébrale. Son inhumation a été annoncée pour le 3 septembre. Réélu en 2006, Mwanawasa avait les faveurs des pays donateurs, relève le quotidien kényan. Il était apprécié pour son engagement contre la corruption et pour avoir réussi à développer économiquement son pays.



CHINA DAILY

JO 2008 : Pékin, c'est fini !

Avec cent médailles au compteur et une organisation impeccable, "la Chine s'impose comme une puissance sportive, et son influence ira bien au-delà du sport". L'éditorialiste du quotidien anglophone chinois tire le bilan des Jeux olympiques de Pékin. Le 24 août, lors de la cérémonie de clôture, les Pékinois "ont adressé à leurs invités un au revoir chaleureux et souriant", titre le journal. Rendez-vous a été pris pour Londres, ville organisatrice des futurs JO de 2012.



THE TIMES

Margaret Thatcher sombre peu à peu dans la démence

Dans un livre à paraître le 4 septembre au Royaume-Uni, la fille de Margaret Thatcher, Carol, livre pour la première fois des détails sur l'état de santé faiblissant de l'ancienne Première ministre (1979-1990), atteinte de la maladie d'Alzheimer. Margaret Thatcher, âgée de 82 ans, souffre de troubles de la mémoire depuis au moins sept ans, précise sa fille.